



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère  
de l'Écologie,  
du Développement  
durable  
et de l'Énergie



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



# CRÉDOC

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET  
L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

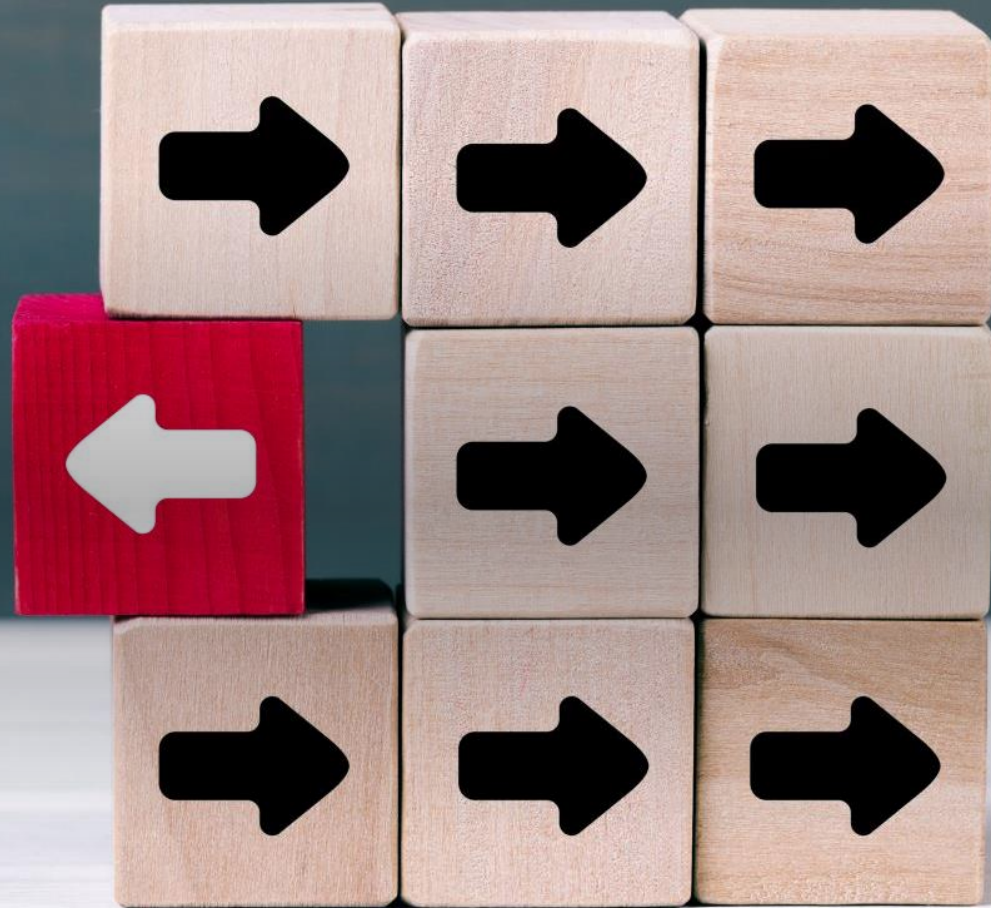
## Le regard des Français sur l'environnement et la nature des actions à mener en 2022

ADEME – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Auteur(s): Jörg Müller (CREDOC)

Date: Mars 2022

# Méthodologie et objectifs de l'étude



# L'enquête Conditions de vie et aspirations – plus de 40 ans d'historique

- **Enquête réalisée en ligne auprès de 3 000 interviewés à chaque résidant sur tout le territoire français (France métropolitaine, Corse et DOM-TOM) âgés de 15 ans et plus**
  - Les vagues avant 2015 étaient menées en face-à-face sur un échantillon de 2000 personnes et sur un champ plus restreint : les individus de 18 ans et plus, résidant en France métropolitaine, hors Corse
- **Vague de début 2022**
  - 3400 personnes interrogées
  - Terrain: du 21 décembre 2021 au 14 janvier 2022
  - Durée médiane des questionnaires: 53 minutes
- **Méthode des quotas :**
  - 1) quotas : ZEAT, taille d'agglomération, âge, sexe, catégorie socio-professionnelle et type d'habitat
  - 2) redressement, notamment sur la variable croisée âge x diplôme
- **Des questions propres à chaque client et d'autres mutualisées**
  - Une vingtaine de critères **sociodémographiques**
  - De très nombreuses questions sur les **modes de vie et les opinions** de la population, portant sur la santé, les inquiétudes, les préoccupations, la famille, l'environnement, les loisirs, les pratiques culturelles, le moral économique, l'opinion sur le fonctionnement de la société, les politiques sociales, etc.
  - Des questions spécifiques pour suivre l'impact de l'épidémie de la Covid

## Objectifs de l'étude

- **Ce document présente les résultats des questions insérées par l'ADEME dans le dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC.**
- **Les résultats sont présentés quand la profondeur historique le permet, dans une perspective longitudinale parfois d'une trentaine d'années.**
- **Plusieurs thématiques sont abordées :**
  - Quel impact de la crise actuelle sur la sensibilité environnementale et les préoccupations pour l'environnement ?
  - Quelle adhésion à la mise en place d'une fiscalité environnementale, et sous quelles conditions ? Quelles opinions et aspirations en matière de fiscalité en général ?
  - Les domaines et les politiques auxquels les recettes d'une taxe carbone devrait être affectées
  - L'adhésion et soutien à l'introduction de quotas CO2 et la forme que ces quotas devraient concrètement prendre (le même taux pour tous ou un taux variable selon certains critères comme le niveau de vie ou encore le lieu d'habitation etc.)
  - Quel arbitrage entre règles collectives pour protéger l'environnement et libertés individuelles ?
  - Quelles aspirations pour notre modèle de société ?



# **Synthèse des principaux résultats**

---



# Principaux résultats 1/2

## Le regard sur l'environnement et la nature des actions à mener

- ❖ Dans un contexte socio-économique de montée des prix de l'énergie, et alors que la société sort à peine de la crise sanitaire, **les préoccupations pour l'environnement restent fortes** et les enjeux liés à l'environnement restent installés durablement dans l'opinion publique. L'idée que des **changements de société auront à s'opérer pour des raisons environnementales** dans les prochaines années s'installe petit à petit. Ces changements semblent aussi souvent souhaités que subis. L'opinion est en revanche plus sceptique sur la survenue de changements en matière de justice sociale.
- ❖ **Les attentes d'actions des pouvoirs publics en matière de protection de l'environnement progressent.** 84% (+7 points par rapport à 2021) des Français soutiennent l'idée que la lutte contre le réchauffement climatique devrait mobiliser autant de moyens que la lutte contre la pandémie de la Covid-19.
- ❖ Parmi les solutions pour réduire l'empreinte carbone et la facture énergétique, **l'énergie nucléaire** apparaît plus souvent que par le passé comme une énergie avec des avantages y compris chez les plus préoccupés par les questions environnementales.
- ❖ En revanche, **l'opinion est plus partagée sur l'encadrement des actions individuelles.** 46% des Français considèrent que les politiques publiques doivent encadrer les comportements individuels potentiellement nocifs pour l'environnement, alors qu'une proportion légèrement plus élevée (49%) préconise la préservation des libertés individuelles même si celles-ci vont à l'encontre de la protection de l'environnement.



# Principaux résultats 2/2

## Fiscalité environnementale et taxe carbone

- ❖ L'opinion est **réticente à toute forme de fiscalité supplémentaire**. Et cette réticence progresse, probablement en liaison avec la progression de l'inflation. (50% ne souhaitent pas payer plus d'impôts quelles qu'en soient les raisons (+6 points/2020))
- ❖ Seuls **un quart (24%) de nos concitoyens adhèrent à l'idée d'une taxe environnementale**. Le taux reste au plus bas depuis 2015. Et **le soutien à une taxe carbone s'érode**. En ce début 2022, moins d'un cinquième de nos concitoyens (18%, -4 points) se prononcent en faveur d'un tel dispositif. Il faut dire que les prix de l'énergie ont particulièrement augmenté (avant même la guerre en Ukraine).
- ❖ **57% de la population consentirait à la mise en place d'une telle taxe, sous certaines conditions**. Mais même avec ces conditions (affectation à l'environnement, compensation d'autres impôts) la proportion réticente à toute taxe carbone progresse (41%, +5 points par rapport à 2021)
- ❖ Les Français sont **très partagés s'agissant de l'introduction de quotas individuels** pour limiter les émissions de CO<sub>2</sub>, : (46%) soutiennent cette idée, 52% y sont opposés. Et les plus ouverts à cette idée sont finalement les moins concernés (utilisent déjà des mobilités douces)
- ❖ Pour une majorité de nos concitoyens l'introduction de ces quotas devrait obéir à **une logique d'équité et de progressivité en prenant en considération des critères comme le lieu d'habitation ou encore le revenu**.

1

**Les  
préoccupations  
environnementales  
restent fortes**



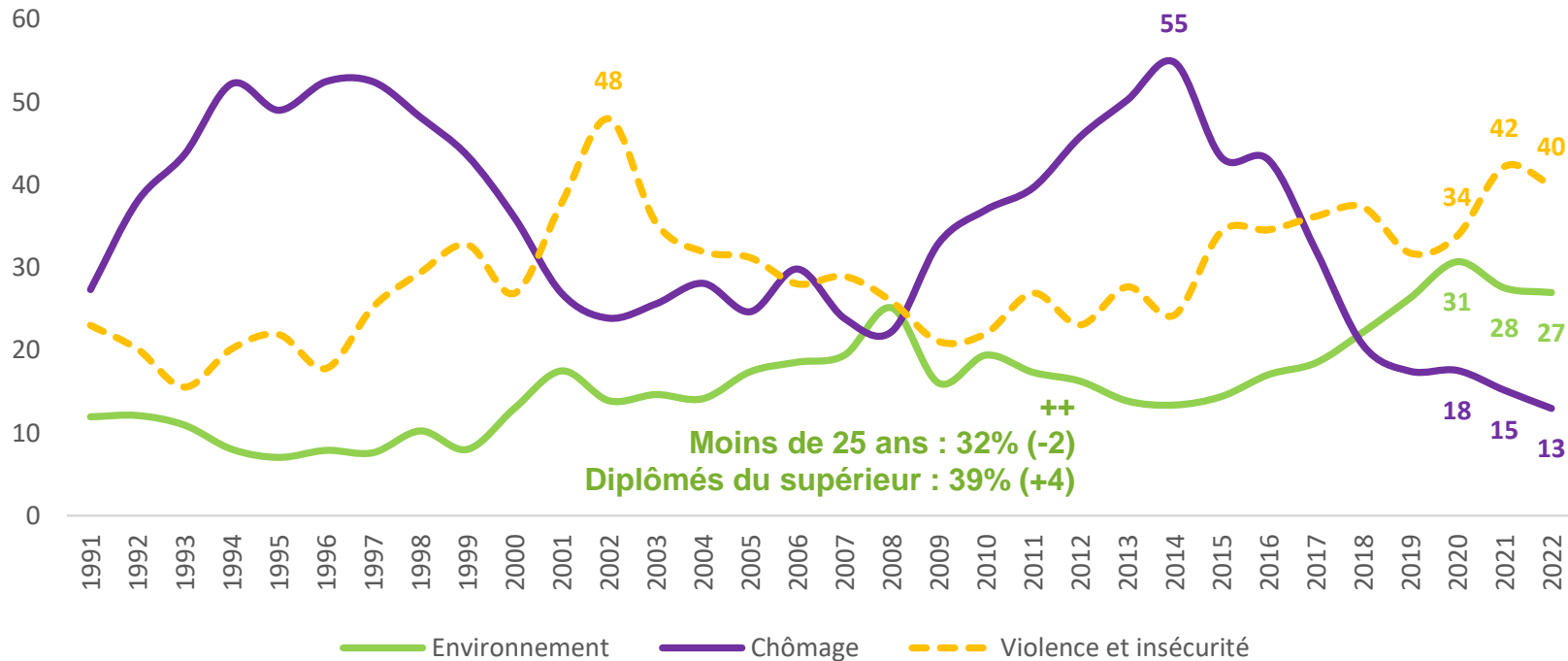


**Malgré la crise covid  
et les questions  
économiques, les  
préoccupations pour  
l'environnement ne  
diminuent guère**



# Les questions environnementales reculent légèrement, mais restent une préoccupation majeure au niveau national...

Parmi les thèmes suivants, quels sont [les deux] qui vous préoccupent le plus ?  
% de réponses « la dégradation de l'environnement », parmi une liste de 11 thèmes



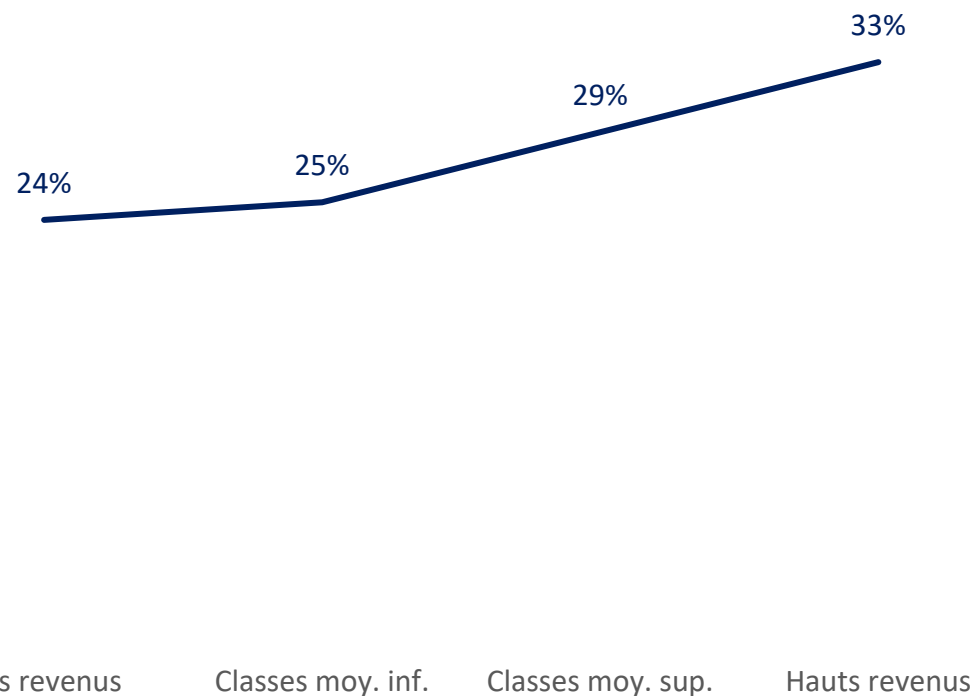
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Dans un contexte socio-économique fragile, la dégradation de l'environnement perd légèrement du terrain mais et occupe désormais la 3<sup>ème</sup> position parmi les préoccupations des Français (ex-aequo avec la pauvreté en France). Seules la violence et l'insécurité et l'immigration occupent une place plus grande. Par rapport à 2021, seuls l'immigration, la pauvreté en France et les maladies graves ont progressé. Le contexte pré-électoral pourrait expliquer la hausse de ces préoccupations, des thématiques traditionnellement mises en avant pendant ces périodes. Aussi, il convient de rappeler, que le terrain s'est déroulé avant le début de la guerre en Ukraine, ce qui expliquerait les faibles citations des items « tensions internationales » et « l'Europe ». En effet, l'enquête préélectorale d'IPSOS faisant état des préoccupations des Français et publié le 18 mars 2022, donne le pouvoir d'achat en tête (53%) suivi par la guerre en Ukraine (44%) et l'environnement (26%) qui figure en troisième position.

	2021	2022	Evolution
La violence et l'insécurité	42	40	-2
L'immigration	26	29	3
La pauvreté en France	24	27	3
La dégradation de l'environnement	28	27	-1
Les maladies graves	17	20	3
Le chômage	15	13	-2
La pauvreté dans le monde	14	13	-1
Les conflits sociaux	11	9	-2
Les tensions internationales	8	7	-1
La drogue	6	7	1
L'Europe	5	4	-1

# Le niveau de vie joue sur les préoccupations prioritaires pour l'environnement mais pas sur la sensibilité environnementale

La préoccupation pour l'environnement augmente avec le niveau de vie



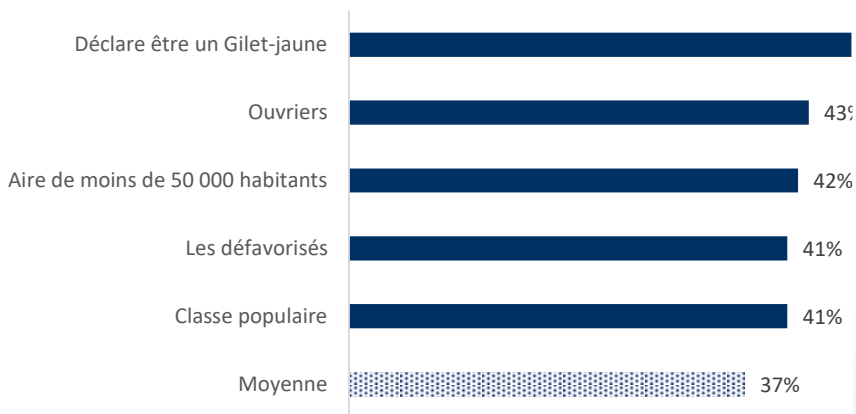
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations », janvier 2022

En septembre 2021, 60% des Français estiment que la transition écologique constitue l'enjeu principal de la politique territoriale

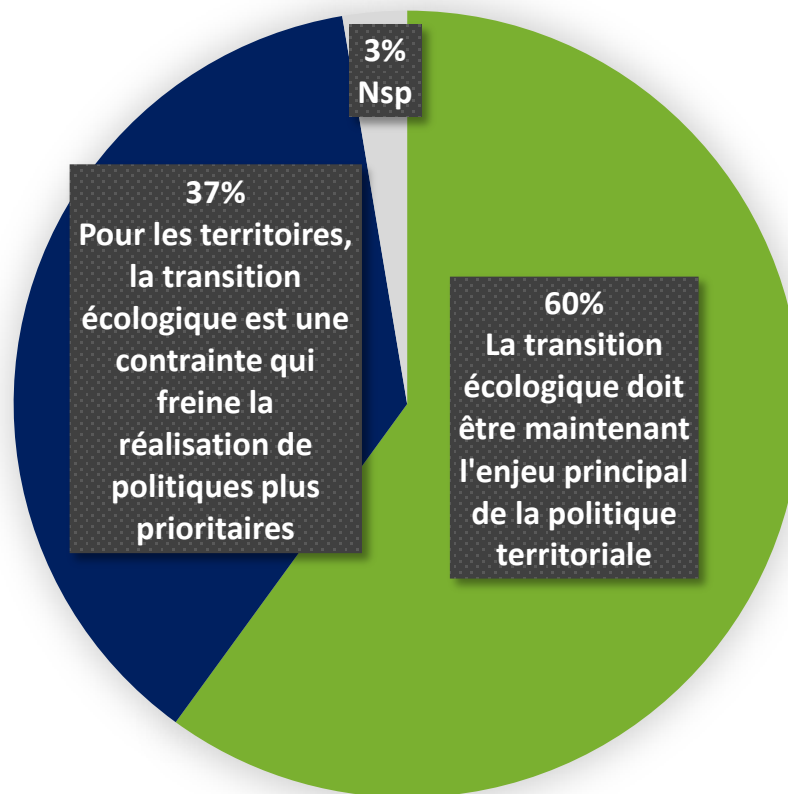
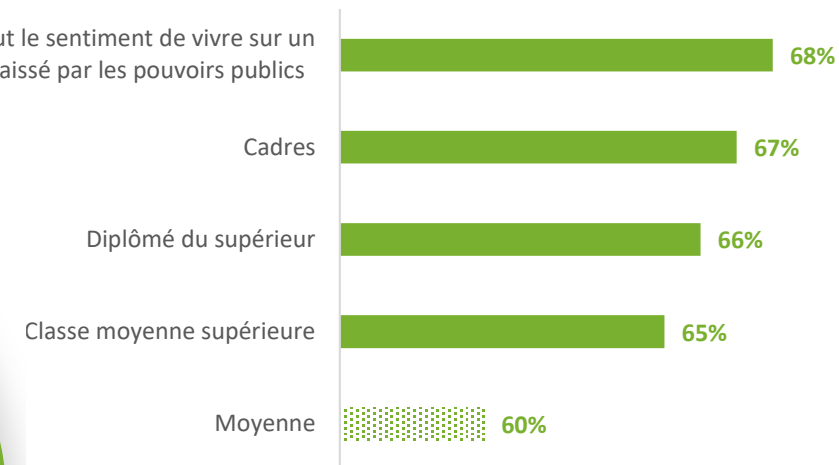
Quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ? (en %)

La transition écologique doit être maintenant l'enjeu principal de la politique territoriale

Pour les territoires, la transition écologique est une contrainte qui freine la réalisation de politiques plus prioritaires



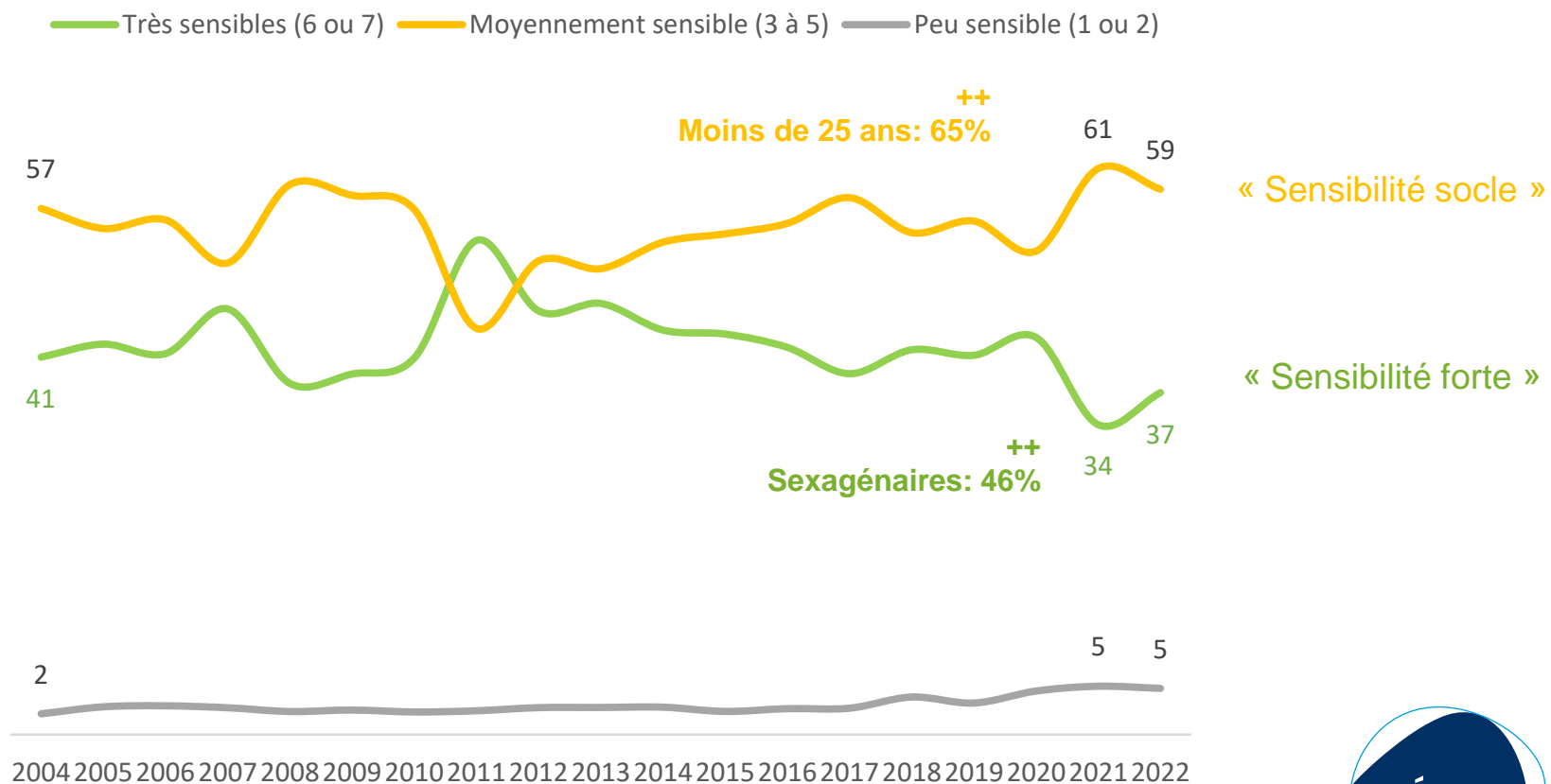
N'a pas du tout le sentiment de vivre sur un territoire délaissé par les pouvoirs publics



# Une sensibilité environnementale toujours présente, voire légèrement renforcée



Proportion de personnes se déclarant très sensibles à l'environnement ?  
Regroupement des positions (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Lecture : En 2022, 59% des Français se disent « assez sensibles » (notes 3 à 5/7) à l'environnement, contre 61% en 2021.



2

*Le sentiment que le monde va devoir changer prochainement est plus prégnant*

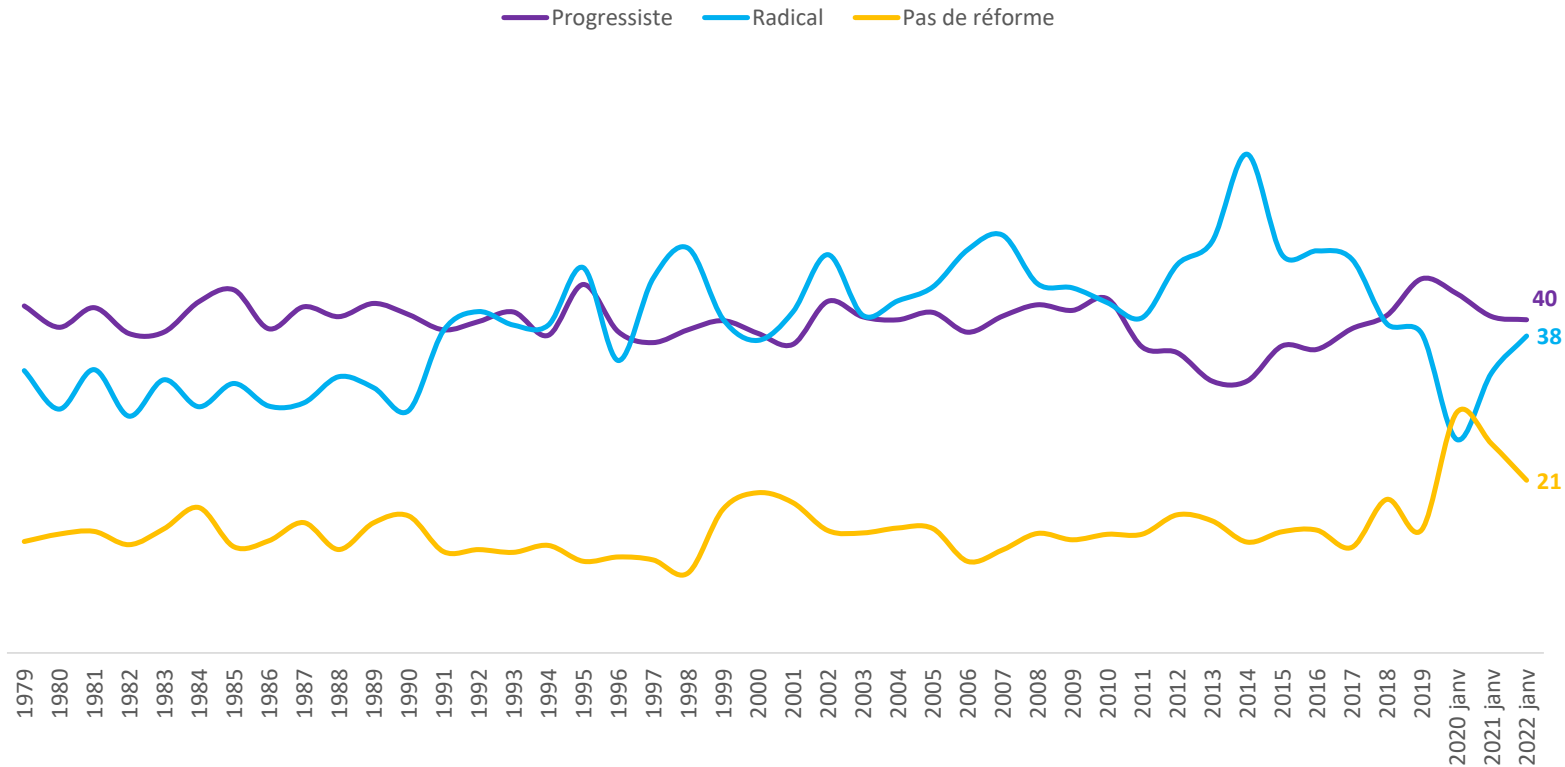
PAST



FUTURE

# En 2022, 78% des Français souhaitent que la société change

Proportion de Français qui souhaitent un changement « progressiste » ou « radical » de la société

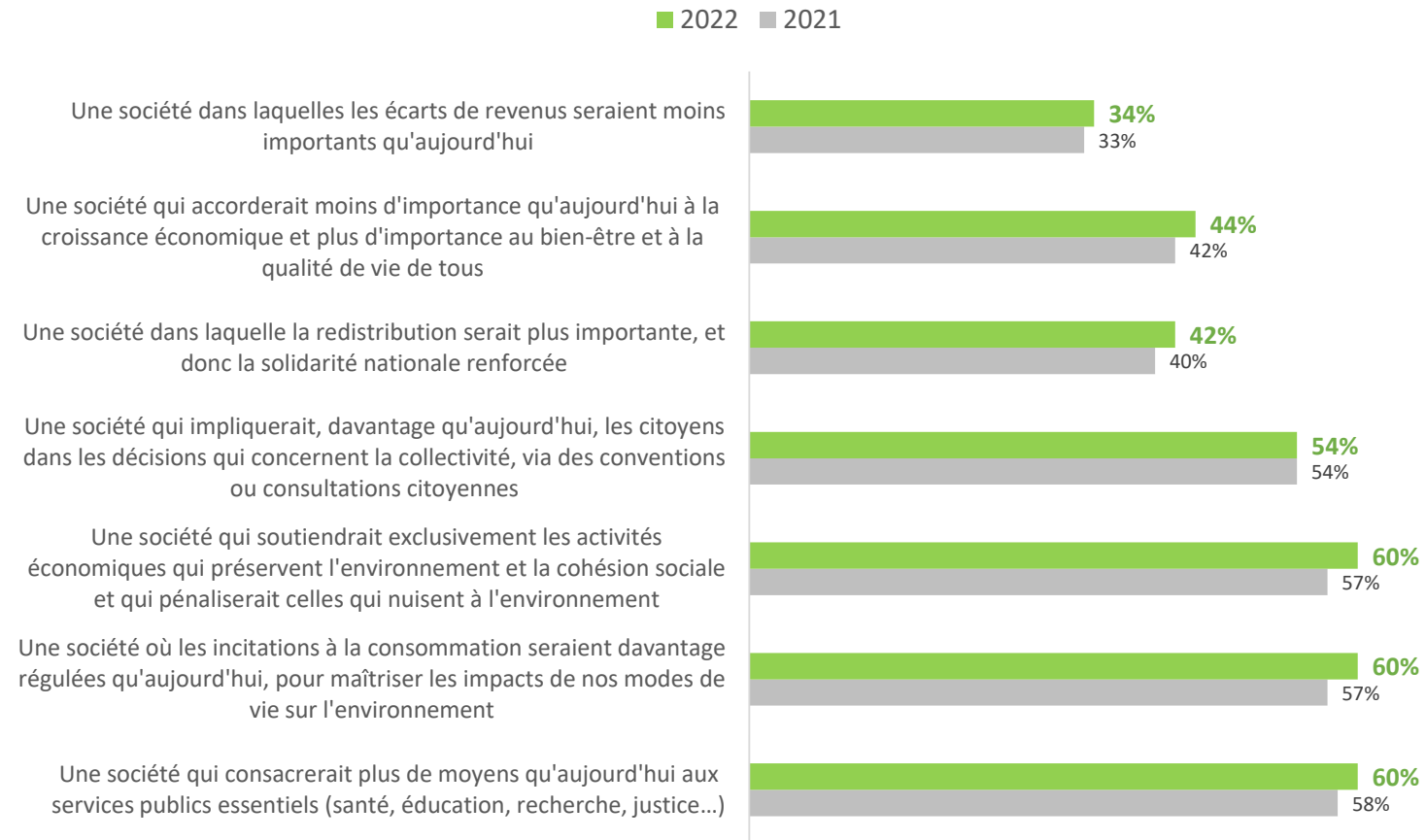


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations.

## Plus de six sur dix Français s'attendent à ce que les changements concernant l'environnement arrivent tôt ou tard

Et pensez-vous que la société française va s'orienter vers ces changements au cours des 5 prochaines années ?

**Réponses: Oui, tôt ou tard (en %)**

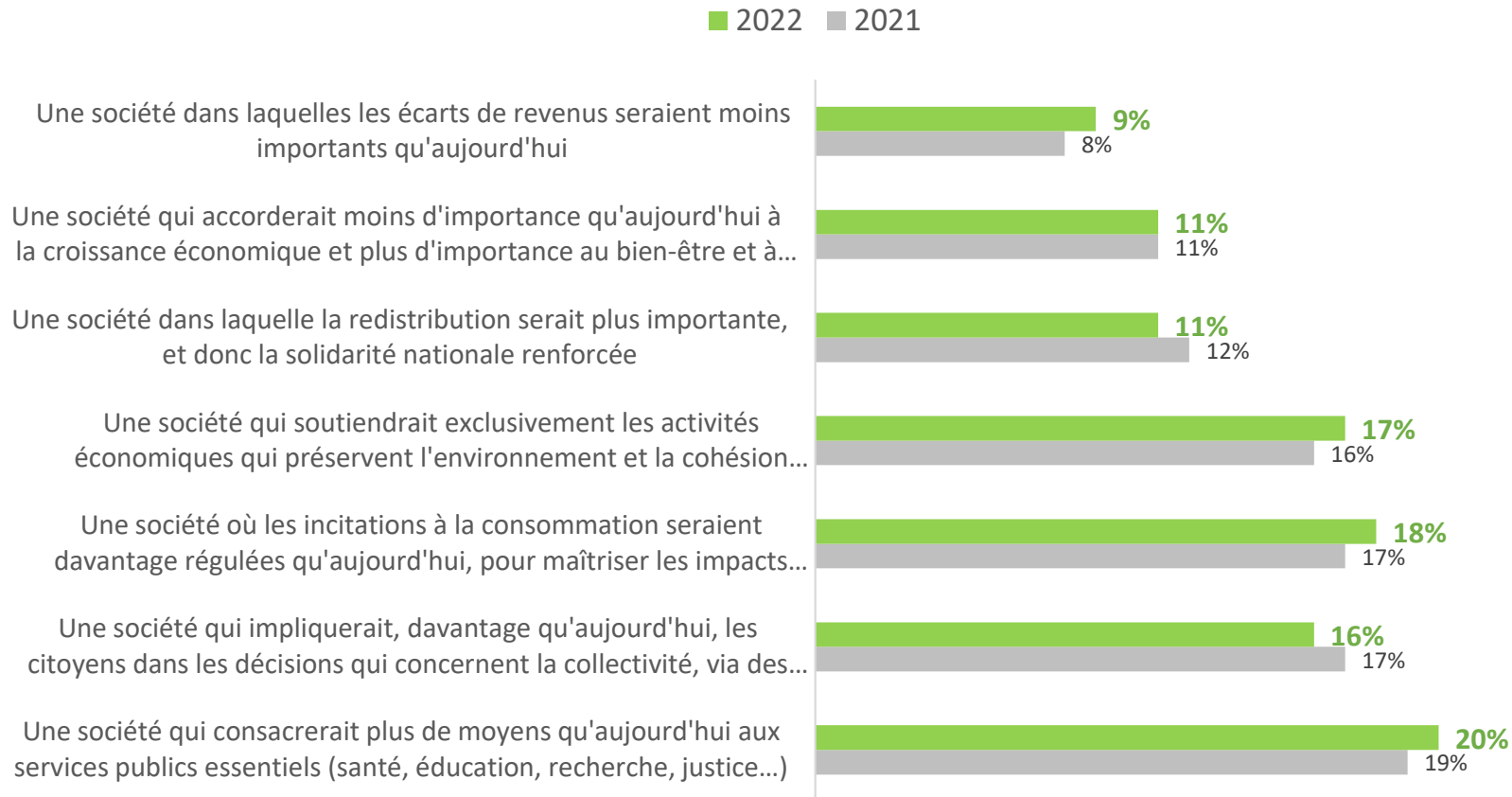


**L'horizon de la transition écologique apparaît plus probable que celui de la justice sociale**

## Et certains pensent même que cela surviendra dans les 5 ans

Et pensez-vous que la société française va s'orienter vers ces changements au cours des 5 prochaines années ?

**Réponses: Oui, dans les 5 prochaines années (en %)**



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations.



**Un horizon aussi souvent souhaité que subi**

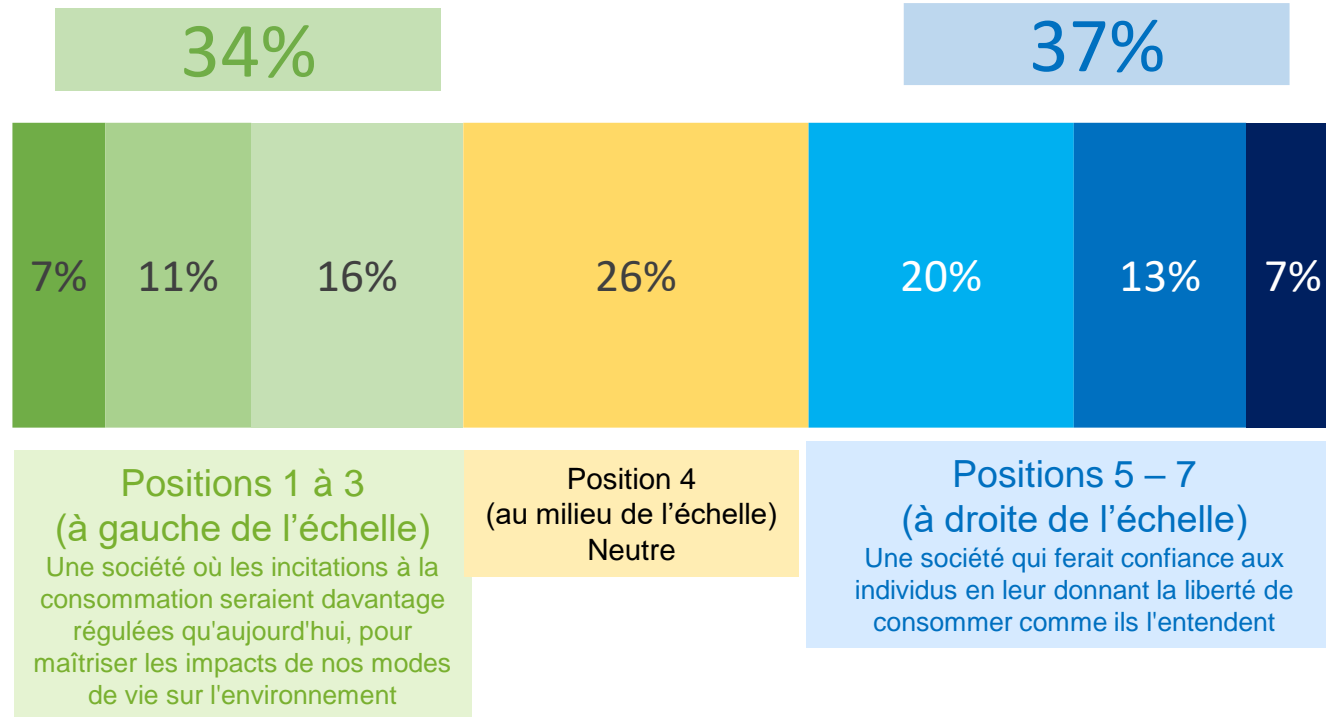


## L'opinion est partagée au sujet de la réglementation de la consommation pour maîtriser les impacts des modes de vie sur l'environnement

Pendant le confinement du printemps 2020, plusieurs personnalités ont appelé à saisir l'opportunité de la crise pour transformer profondément notre société actuelle. A propos de différentes pistes qui ont été évoquées pour « le monde d'après », pouvez-vous indiquer à l'aide de l'échelle suivante où se situe votre préférence

Positions 1 (à gauche) à 7 (à droite)


Ensemble des réponses valides (n=3284), 108 personnes n'ont pas répondu à cette question

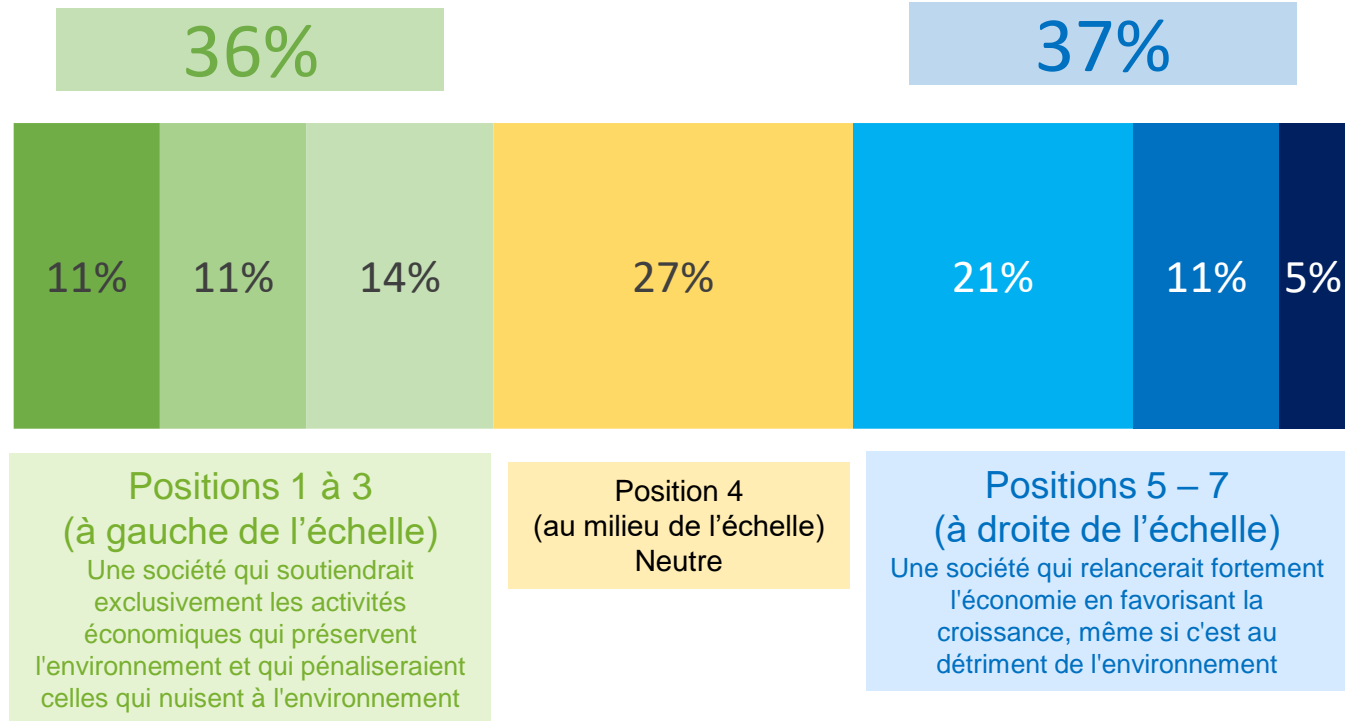


- Hauts revenus (40%)
- En faveur de quotas CO2 (43%)
- Diplômés du supérieur (40%)
- En faveur d'une taxe carbone (40%)
- En faveur d'une taxe environnementale (45%)
- Très sensible à l'environnement (46%)
- Les règles coercitives doivent limiter les comportements individuels nocifs pour l'environnement (47%)
- En faveur d'employer les mêmes moyens pour la protection de l'environnement que pour la lutte contre la Covid-19 (52%)

## L'opinion est partagée entre l'idée de relancer la croissance économique au dépit de l'impact sur l'environnement et de favoriser uniquement les activités économiques vertes

Pendant le confinement du printemps 2020, plusieurs personnalités ont appelé à saisir l'opportunité de la crise pour transformer profondément notre société actuelle. A propos de différentes pistes qui ont été évoquées pour « le monde d'après », pouvez-vous indiquer à l'aide de l'échelle suivante où se situe votre préférence  
Positions 1 (à gauche) à 7 (à droite)

 Ensemble des réponses valides (n=3290), 102 personnes n'ont pas répondu à cette question



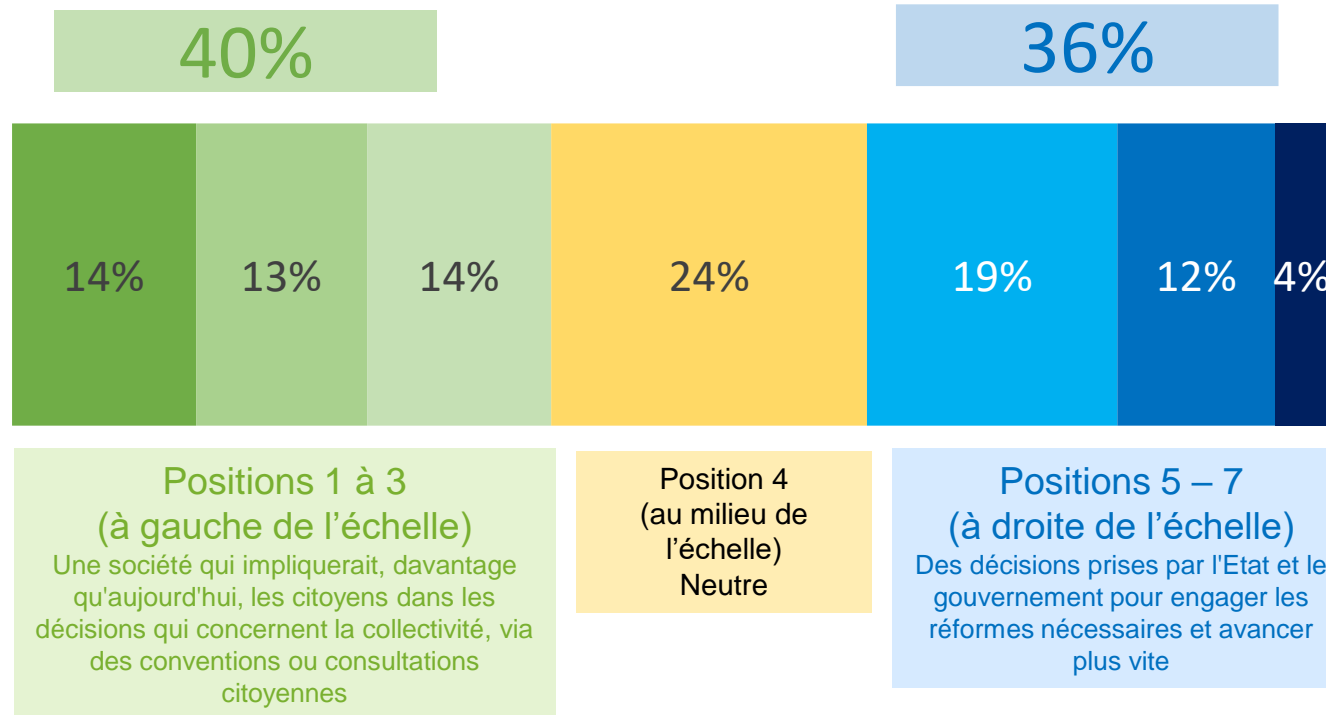
- Hauts revenus (41%)
- En faveur de quotas CO2 (43%)
- Diplômés du supérieur (44%)
- A le sentiment d'habiter un territoire relégué par les pouvoirs publics (45%)
- En faveur d'une taxe carbone (47%)
- En faveur d'une taxe environnementale (47%)
- Les règles coercitives doivent limiter les comportements individuels nocifs pour l'environnement (48%)
- En faveur d'employer les mêmes moyens pour la protection de l'environnement que pour la lutte contre la Covid-19 (58%)

## Pour « le monde d'après », 40% souhaitent une implication plus forte des citoyens dans les décisions qui concernent la collectivité

Pendant le confinement du printemps 2020, plusieurs personnalités ont appelé à saisir l'opportunité de la crise pour transformer profondément notre société actuelle. A propos de différentes pistes qui ont été évoquées pour « le monde d'après », pouvez-vous indiquer à l'aide de l'échelle suivante où se situe votre préférence

Positions 1 (à gauche) à 7 (à droite)

Ensemble des réponses valides (n=3276), 116 personnes n'ont pas répondu à cette question



A le sentiment d'habiter un territoire relégué par les pouvoirs publics (54%)  
 En faveur d'employer les mêmes moyens pour la protection de l'environnement que pour la lutte contre la Covid-19 (50%)

**Positions 1 à 3 (à gauche de l'échelle)**  
 Une société qui impliquerait, davantage qu'aujourd'hui, les citoyens dans les décisions qui concernent la collectivité, via des conventions ou consultations citoyennes

**Position 4 (au milieu de l'échelle)**  
 Neutre

**Positions 5 – 7 (à droite de l'échelle)**  
 Des décisions prises par l'Etat et le gouvernement pour engager les réformes nécessaires et avancer plus vite

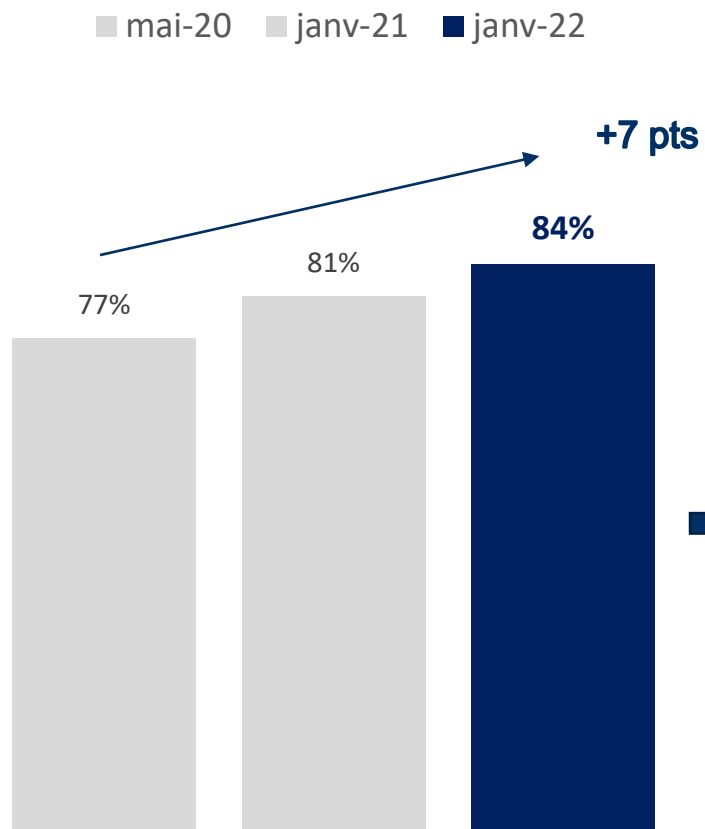
# 3

**Des attentes d'une  
action forte des  
pouvoirs publics  
en matière de  
protection de  
l'environnement**



## 84% des Français souhaitent que la lutte contre le réchauffement climatique mobilise autant de moyens que la crise sanitaire

Les pays du monde entier mobilisent actuellement des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique?  
oui tout à fait et oui plutôt



Une opinion qui progresse par rapport au début de la crise sanitaire.

Les catégories adhérant moins souvent à cette opinion:

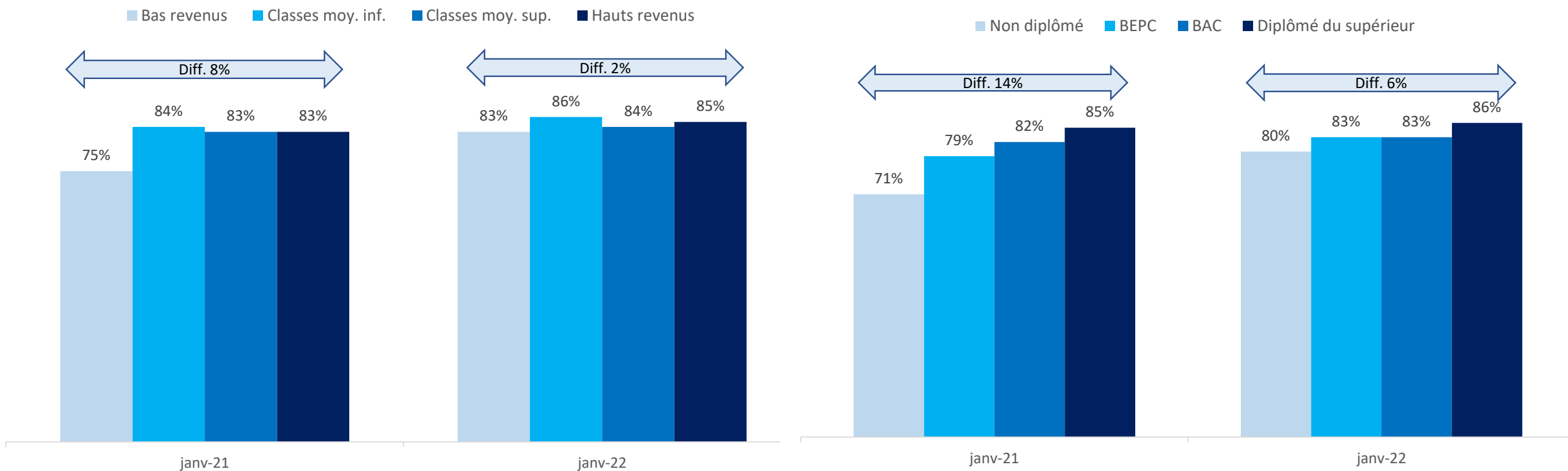
- 78% des personnes estimant appartenir à la catégorie des défavorisés (vs. 96% des privilégiés)
- 65% des personnes estimant que la société française a besoin de beaucoup plus de liberté pour mieux fonctionner (les libertariens)



## Par rapport à 2021, les différences catégorielles ont tendance à se résorber

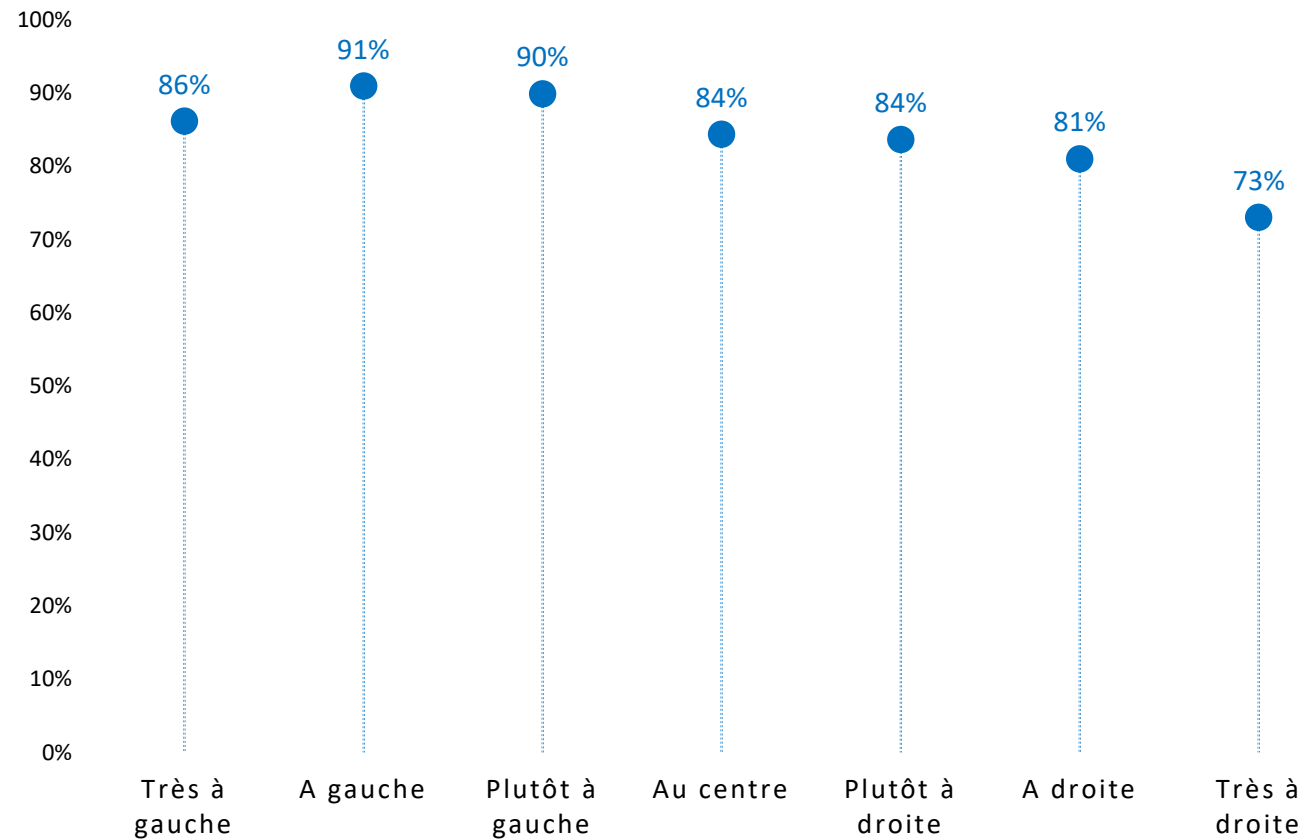
- L'opinion selon laquelle la lutte contre le réchauffement climatique devrait engendrer une mobilisation de même ampleur que la lutte contre l'épidémie de Coronavirus est partagée au travers le social.
- Par rapport à 2021, les différences catégorielles se nivellent. L'âge, le revenu, le genre, la PCS ou encore la taille d'agglomération n'impactent plus la propension à adhérer à cette idée.

Les pays du monde entier mobilisent actuellement des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique?  
oui tout à fait et oui plutôt selon le niveau de vie et le diplôme



## Une opinion davantage portée par les personnes se situant à gauche de l'échiquier politique

Les pays du monde entier mobilisent actuellement des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique?  
% de oui tout à fait et oui plutôt selon l'auto-positionnement sur l'échelle des opinions politiques



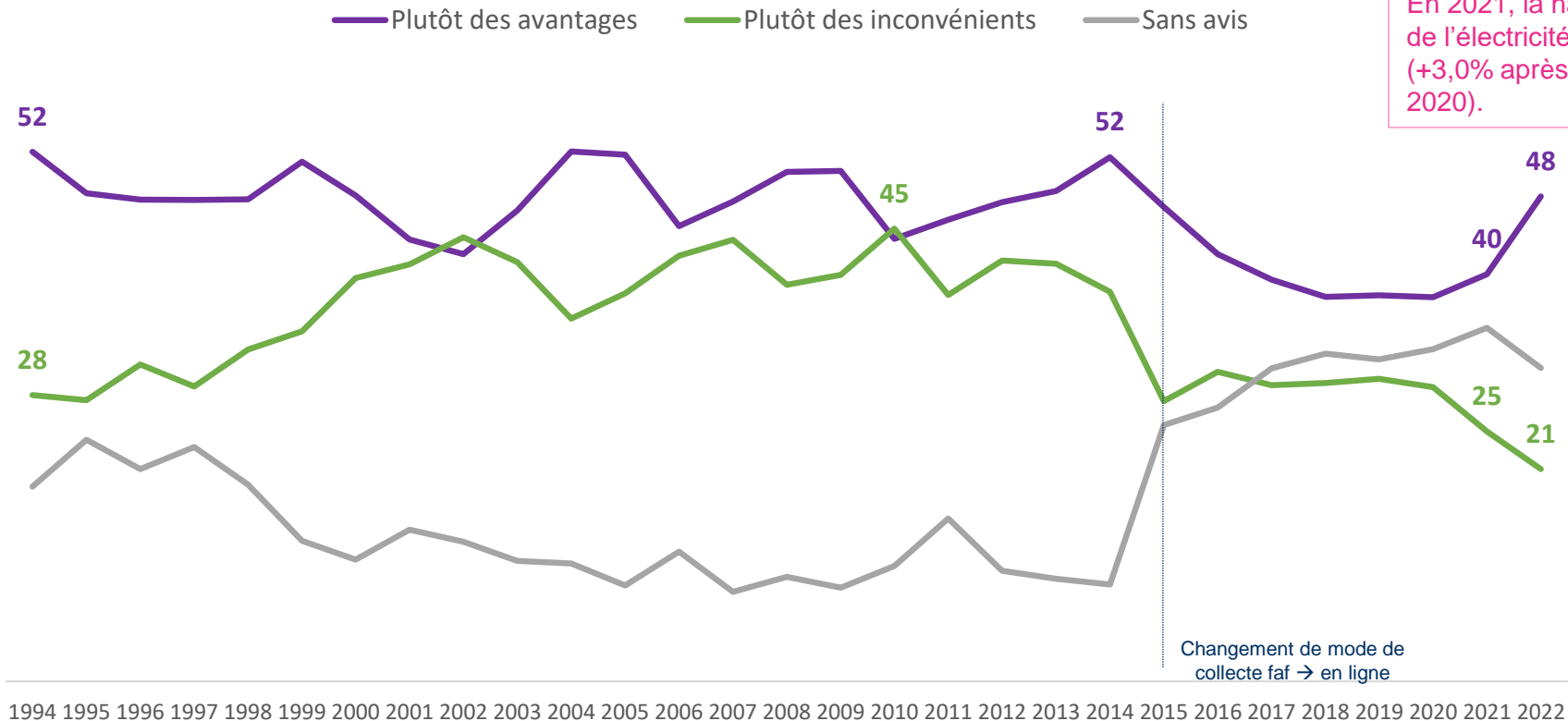
89% de ceux estimant que la société française doit être changée par des réformes progressives vs. 82% de ceux qui estiment que ce changement devrait survenir par des changements radicaux

# Parmi les moyens, le retour en grâce de l'énergie nucléaire ?



En ce début 2022, 48% des Français considèrent que l'énergie nucléaire représente plutôt des avantages, soit +8 points par rapport à 2021. Le soutien pour l'énergie nucléaire revient presque à son niveau de 1994 (52%) lorsque cet indicateur fut introduit dans l'enquête.

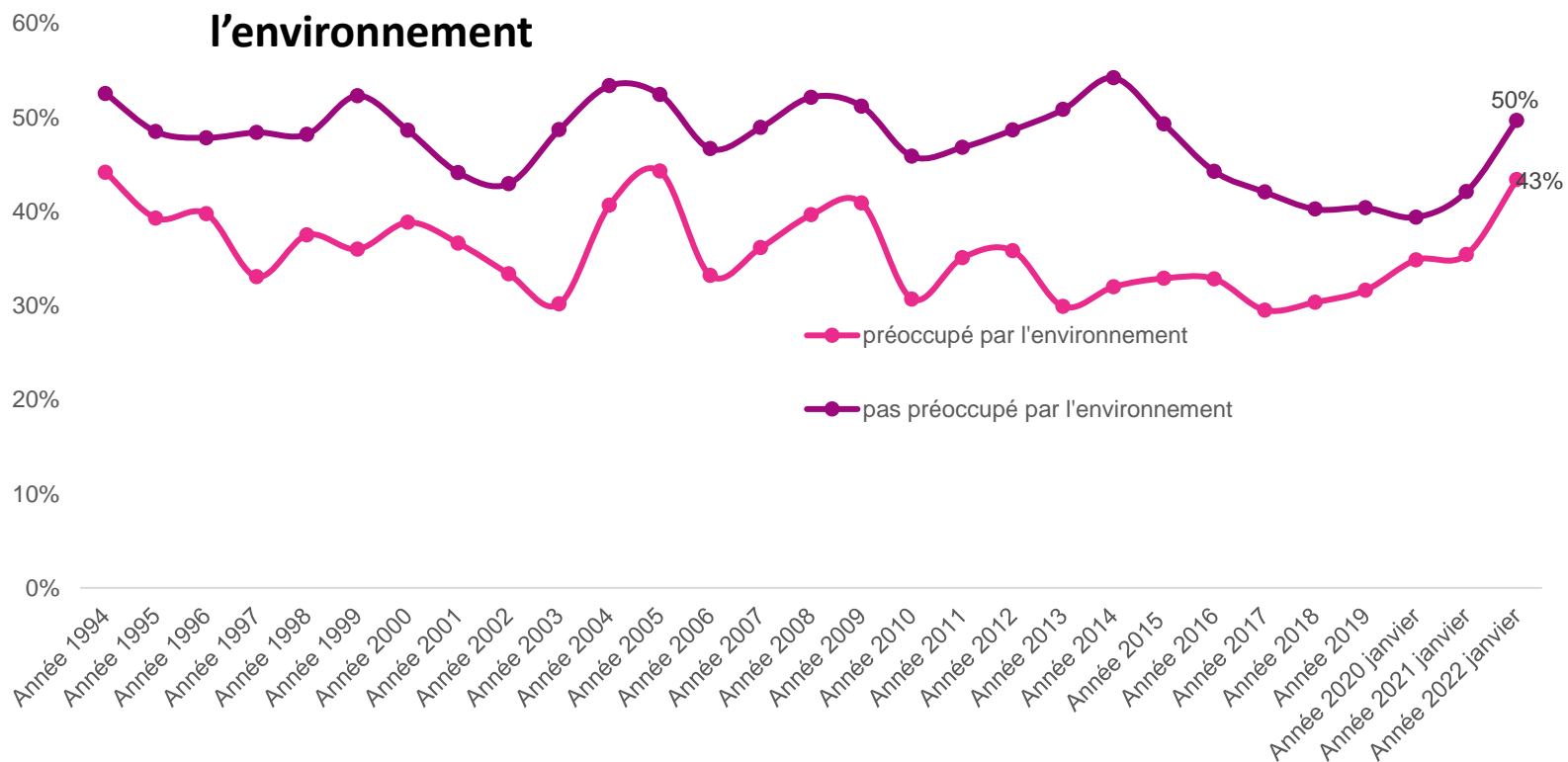
Le choix du nucléaire pour produire l'électricité en France présente-t-il plutôt des avantages ou plutôt des inconvénients ? (en %)



1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022

# Progression des avantages perçus y compris chez les plus préoccupés par l'environnement (qui y voient un moyen pour atteindre les objectifs de réduction de l'empreinte carbone ?)

Perçoit des plutôt des avantages dans l'énergie nucléaire selon les préoccupations par rapport à la dégradation de l'environnement



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations  
Données avant 2015 rétrolées pour tenir compte de l'effet du changement de mode de recueil

# 4

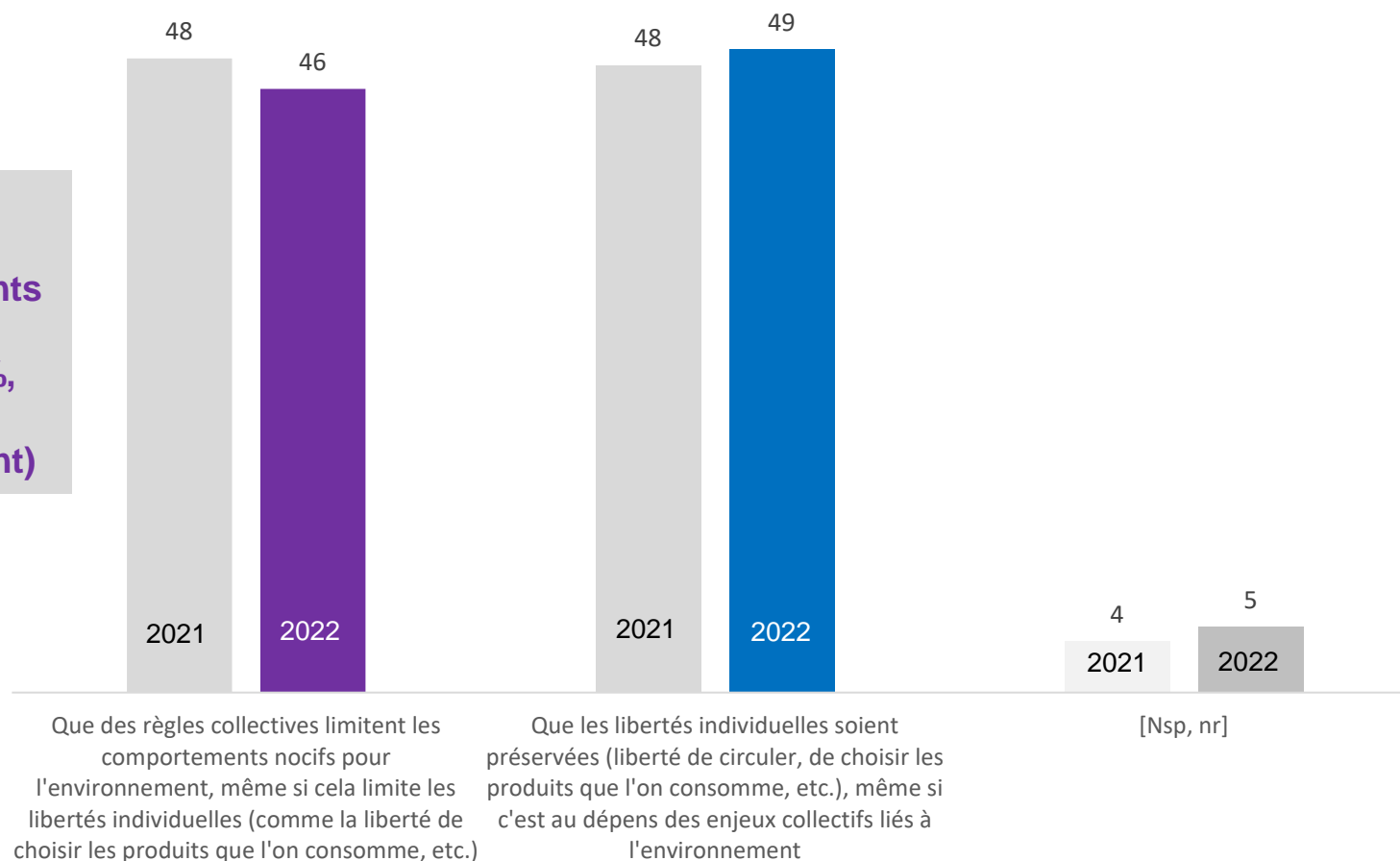
**Une opinion moins  
convaincue par  
l'encadrement des  
comportements  
individuels**





# En matière d'environnement, l'opinion arbitre en faveur de la défense des libertés individuelles contre l'encadrement des comportements nocifs

Selon vous, la priorité, c'est... (en %)



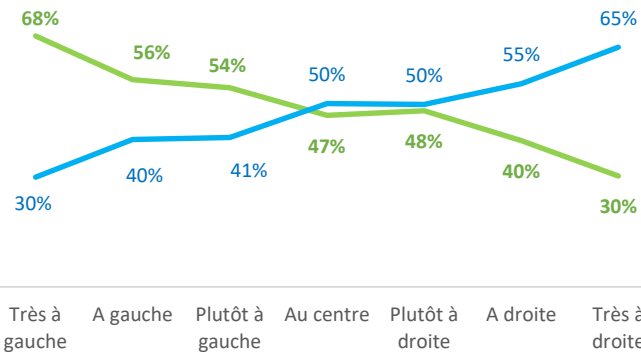
- +++
- Cadres et professions intermédiaires (57%, +2 points par rapport à 2021)
  - Diplômés du supérieur (53%, stable)
  - Hauts revenus (53%, +1 point)

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations.

## Une corrélation avec le positionnement politique et les marqueurs d'opinion

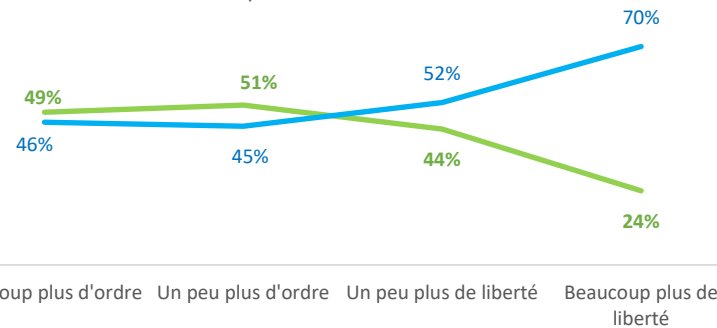
- ❖ Les personnes qui estiment que pour bien fonctionner, la société a besoin de « beaucoup plus d'ordre » sont plus favorables à des règles limitant les comportements nocifs.
- ❖ Sur l'échelle politique, plus les personnes se positionnent à gauche sur l'axe des opinions, plus elles sont favorables aux règles collectives.
- ❖ Il va de même pour la confiance dans le gouvernement. Plus les personnes font confiance au gouvernement actuel pour faire face aux problèmes qui se posent actuellement en France, plus elles défendent des règles collectives.

L'auto-positionnement sur l'échelle politique



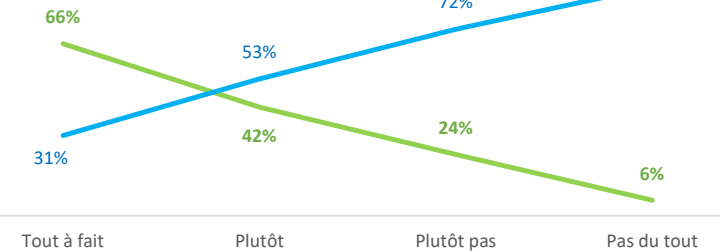
- Que des règles collectives limitent les comportements nocifs pour l'environnement, même si cela limite les libertés individuelles
- Que les libertés individuelles soient préservées

Pense que la société a besoin de...



- Que des règles collectives limitent les comportements nocifs pour l'environnement, même si cela limite les libertés individuelles
- Que les libertés individuelles soient préservées

Confiance dans le gouvernement pour faire face aux problèmes qui se posent actuellement en France

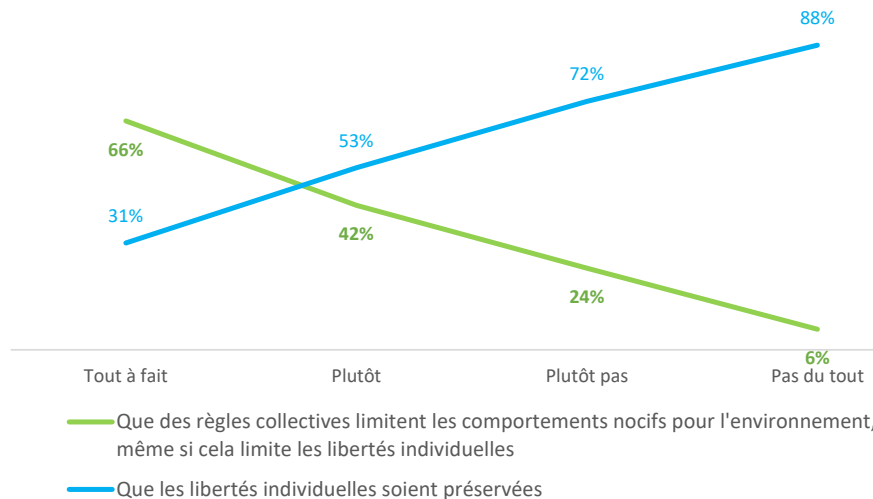


- Que des règles collectives limitent les comportements nocifs pour l'environnement, même si cela limite les libertés individuelles
- Que les libertés individuelles soient préservées

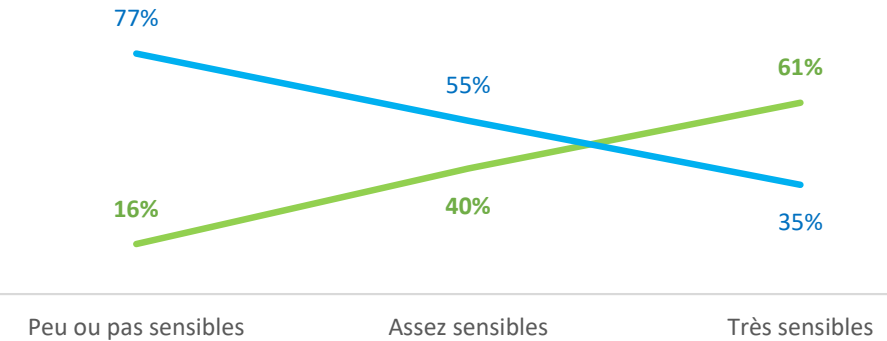
## Mais aussi avec l'intérêt et le soutien portés aux questions environnementales

- ❖ Une corrélation avec la sensibilité environnementale. L'acceptation de règles coercitives augmente avec le niveau de sensibilité environnementale.
- ❖ Les personnes estimant que la lutte contre le réchauffement climatique doit mobiliser autant de moyens que la crise sanitaire se disent plus souvent favorables aux règles collectives
- ❖ Il va de même pour les personnes préoccupées par l'environnement

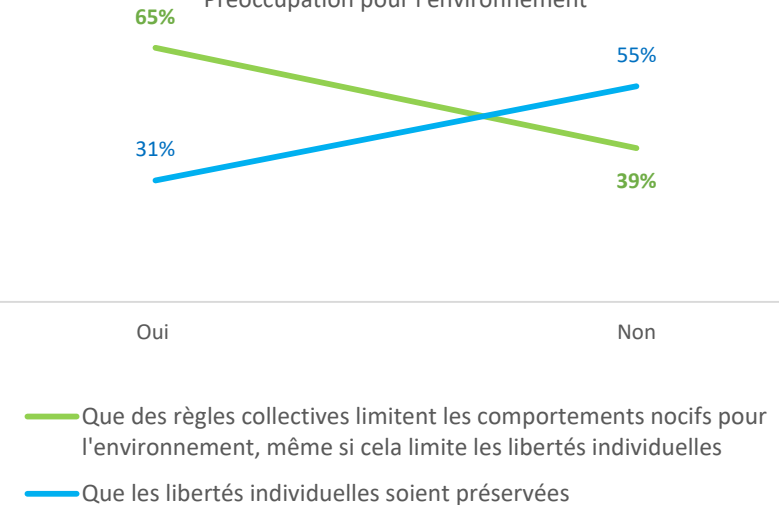
Estime qu'il est souhaitable que l'Etat mobilise autant de ressources pour la lutte contre le réchauffement climatique que pour la lutte contre la crise sanitaire



Sensibilité environnementale



Préoccupation pour l'environnement



# 5

De fortes réticences envers la fiscalité en général, ainsi qu'avec des taxes environnementales





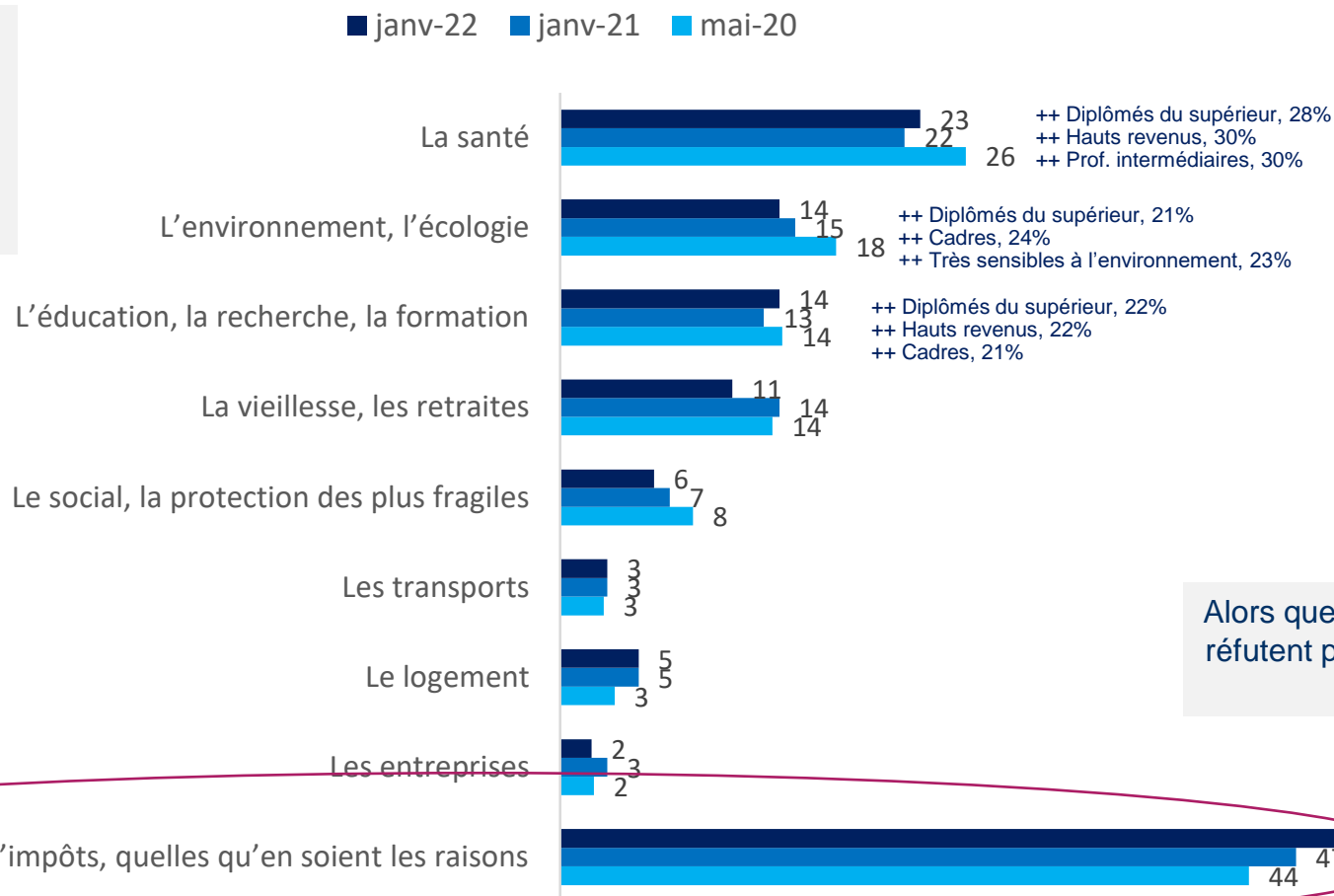
La réticence à  
payer des impôts,  
quelles que soient  
les causes,  
progresse



## La santé devance l'environnement et l'éducation dans la hiérarchie des domaines et actions pour lesquels les Français seraient prêts à payer davantage d'impôts

Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêts à payer plus d'impôts?  
Cumul des deux réponses possibles (en %)

Prenant en compte uniquement le premier choix change très légèrement la hiérarchie. La santé (14%) devance l'éducation (9%) qui est suivie de justesse par l'environnement (8%)



A quelques nuances près, on trouve les mêmes profils socio-culturels aisés surreprésentés pour les trois premiers items

Alors que les catégories modestes et les seniors réfutent plus souvent le principe même de payer davantage d'impôts

- ++ Personnes au foyer, 62%
- ++ Retraités, 60%
- ++ Sexagénaires, 61%
- ++ Femmes, 56%
- ++ Inactifs, 58%
- ++ Bas revenus, 55%
- ++ Classes moy. inf. 55%
- ++ Ouvriers, 55%

Ne souhaite pas payer plus d'impôts, quelles qu'en soient les raisons

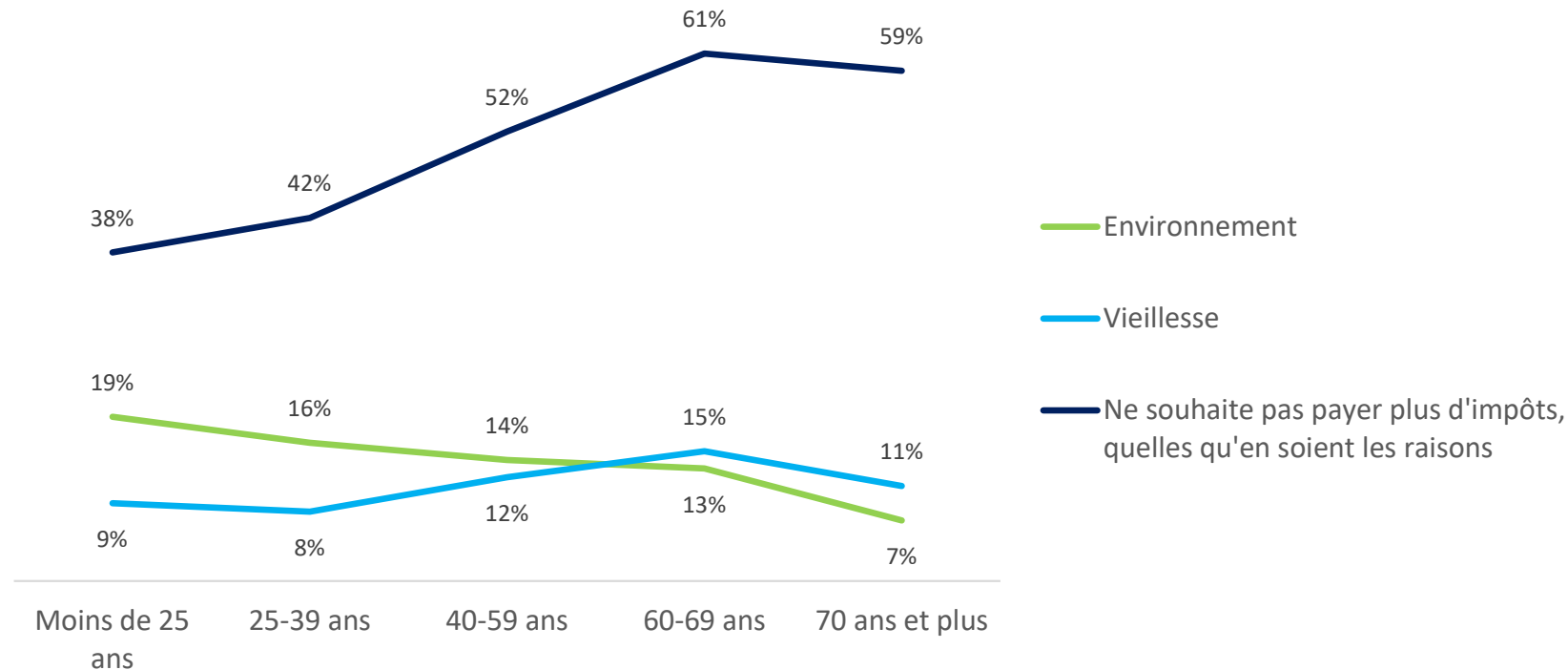
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations.



# La réticence à toute taxe supplémentaire augmente en particulier avec l'âge

... tandis que les jeunes sont un peu plus ouverts à des impôts pour financer une action environnementale

Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêts à payer plus d'impôts?  
Cumul des deux réponses possibles – selon l'âge



Nb. Les actifs occupés (à savoir des populations qui paient potentiellement des contributions sociales en sus d'un éventuel impôt sur le revenu) n'influe pas sur les réponses.



# Le sentiment d'être perdant de la redistribution fiscale prédomine en France

En 2021, près de trois quarts des Français (**74%**) **s'estiment perdants de la redistribution socio-fiscale** ayant l'impression qu'ils versent davantage aux administrations publiques (impôts, taxes, cotisations, etc.) que ce qu'ils perçoivent en retour (allocations, école santé, chômage, retraite, etc.). (CREDOC). Les retraités (80%) s'estiment particulièrement souvent lésés de la redistribution socio-fiscale. En revanche, la taille d'agglomération ou encore le sentiment de vivre dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics ne joue pas.

Le baromètre des prélèvements obligatoires réalisé par le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO/Cour des comptes) en 2022 confirme ce constat. Alors que pour 80% des Français payer des impôts constitue un acte citoyen, 69% de nos concitoyens se disent insatisfaits du système fiscal. En effet, 66% des Français estiment que les ménages aux revenus intermédiaires paient trop d'impôts, et 48% en disent de même pour les ménages les plus modestes, contre seulement 21% pour les plus aisés. Ainsi, **la redistribution des richesses est considérée comme insuffisante par plus d'un Français sur deux (55%)**.

**Les impôts sont jugés inéquitables. Les taxes sur l'essence** ou encore la TVA, par exemple, qui sont les mêmes pour tout le monde puisqu'elles sont indexées sur les prix (à la pompe ou sur le prix de vente du produit), pèsent beaucoup plus sur les ménages modestes que sur les plus riches.

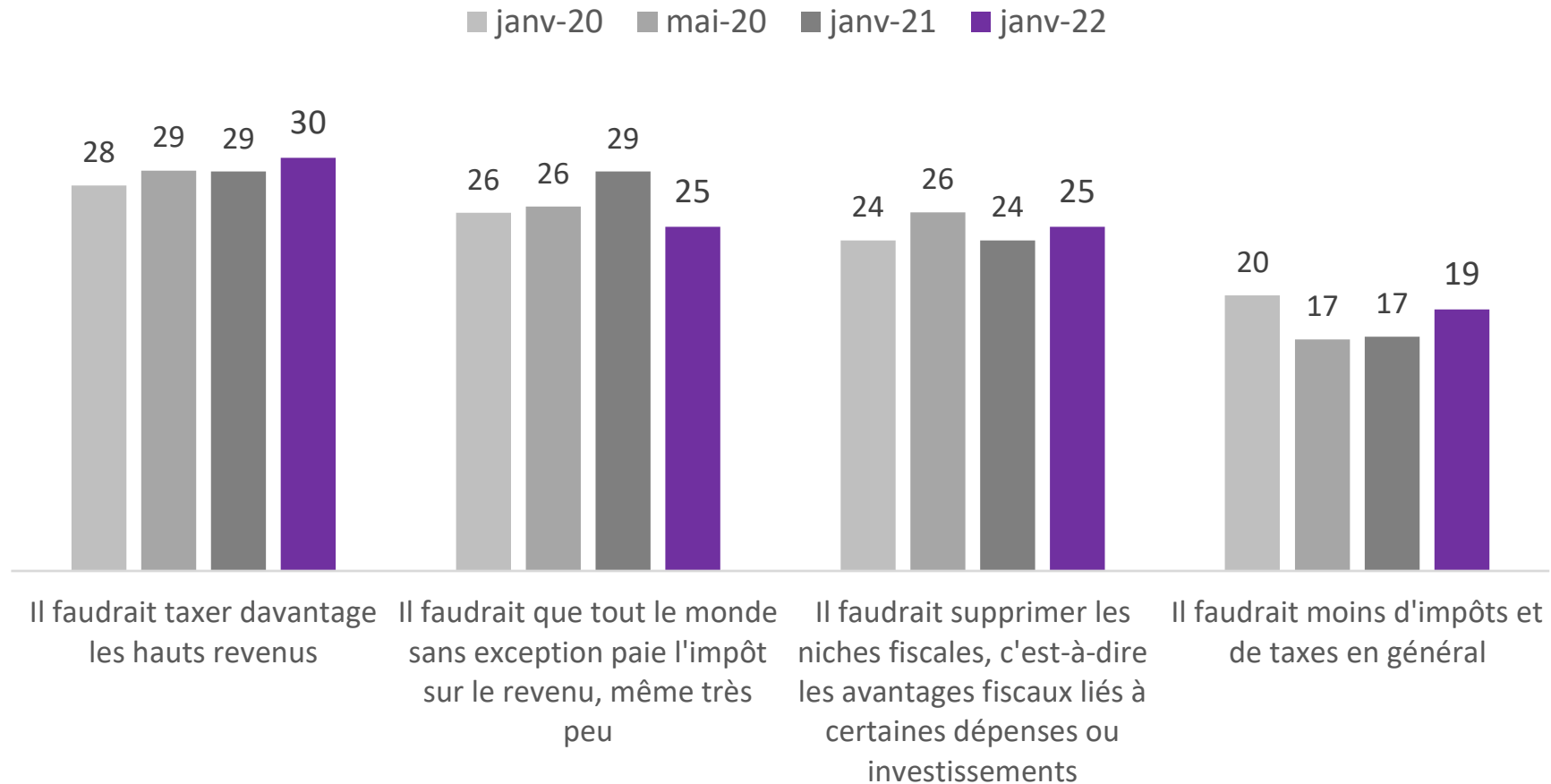
Ainsi, 80% des Français rejettent toute idée d'une augmentation des impôts ou plus généralement de la charge fiscale. (Cour des comptes)

Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2021; CPO, Baromètre des prélèvements obligatoires, édition 2021/2022.

A noter, cette perception est infirmée par les derniers travaux de l'INSEE qui montrent que, lorsqu'on intègre les services publics, en réalité les deux tiers de la population sont gagnants des mécanismes de redistribution.

(Réduction des inégalités : la redistribution est deux fois plus ample en intégrant les services publics – Revenus et patrimoine des ménages | Insee)

Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace? (en %)

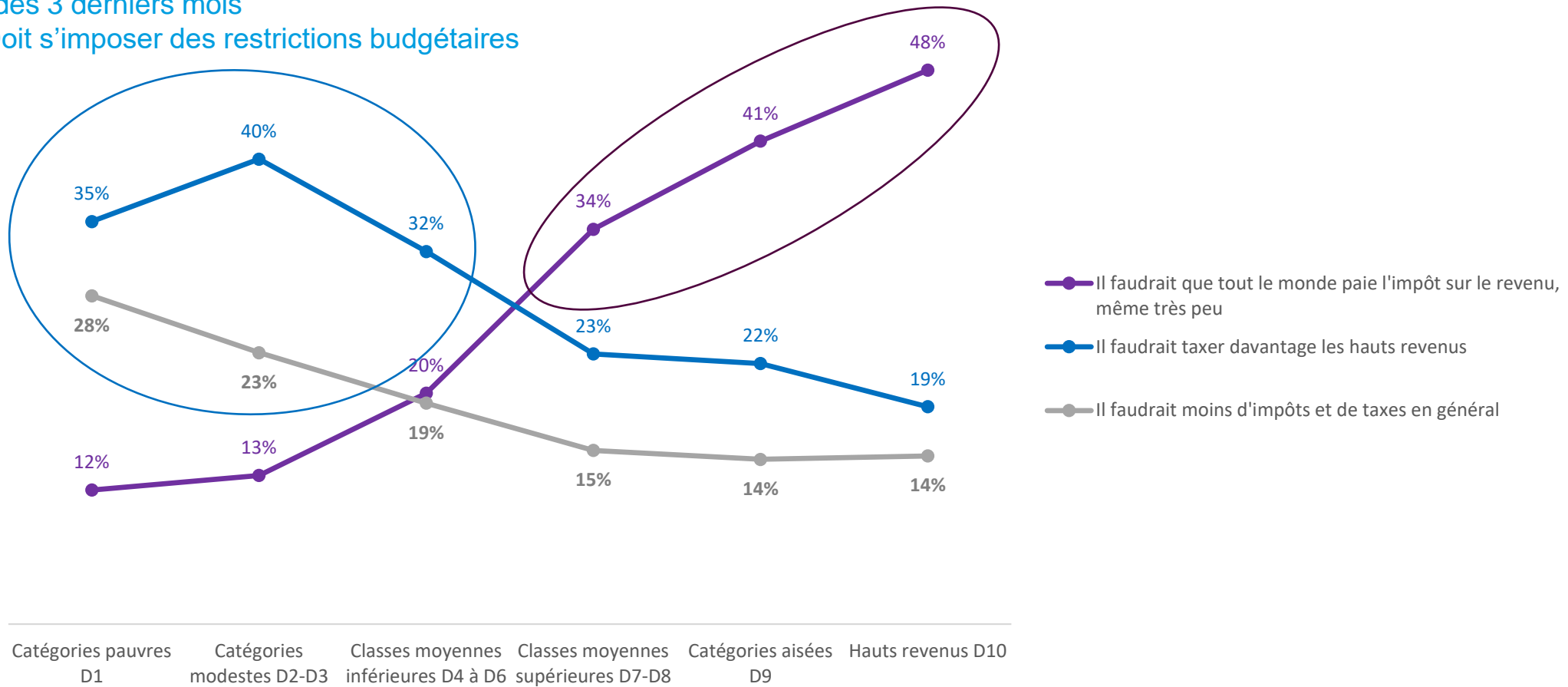


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations.

# Les catégories modestes soutiennent davantage la taxation des hauts revenus, les catégories aisées souhaiteraient que « tout le monde » paie

Proportion de personnes considérant qu'il faut taxer davantage les hauts revenus  
Selon la typologie des classes sociales (regroupement de déciles de revenu par UC)

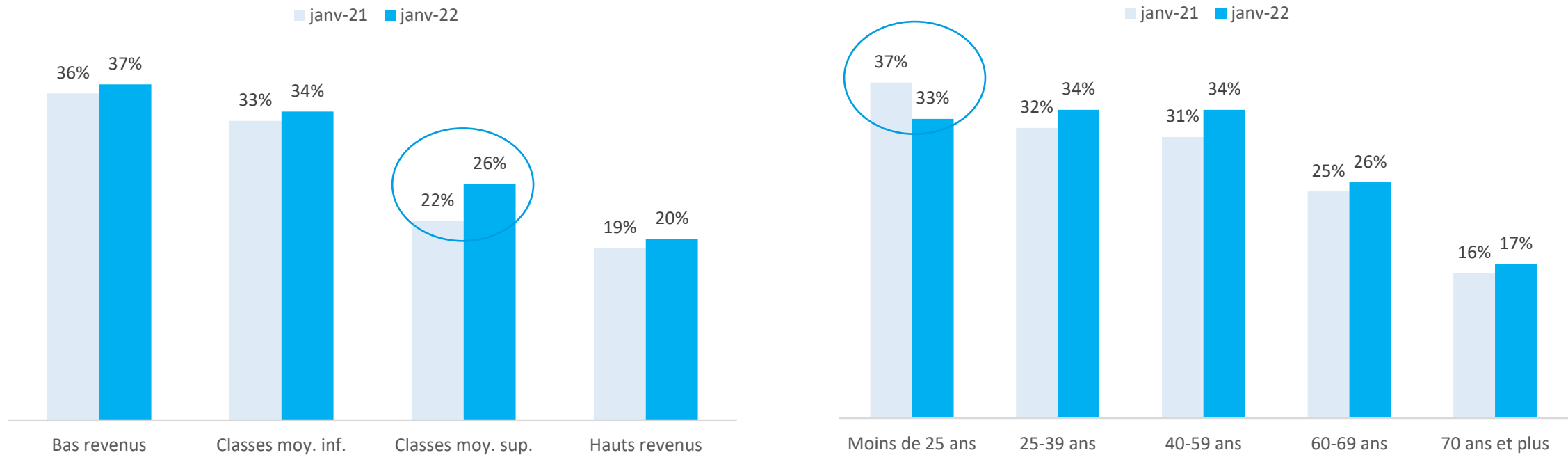
34% Considère que la situation financière du ménage s'est dégradée au cours des 3 derniers mois  
33% Doit s'imposer des restrictions budgétaires



# Par rapport à 2021, l'idée de taxer davantage des catégories supérieures gagne aussi les classes moyennes supérieures

... alors que les jeunes sont moins souvent en faveur d'une telle politique fiscale

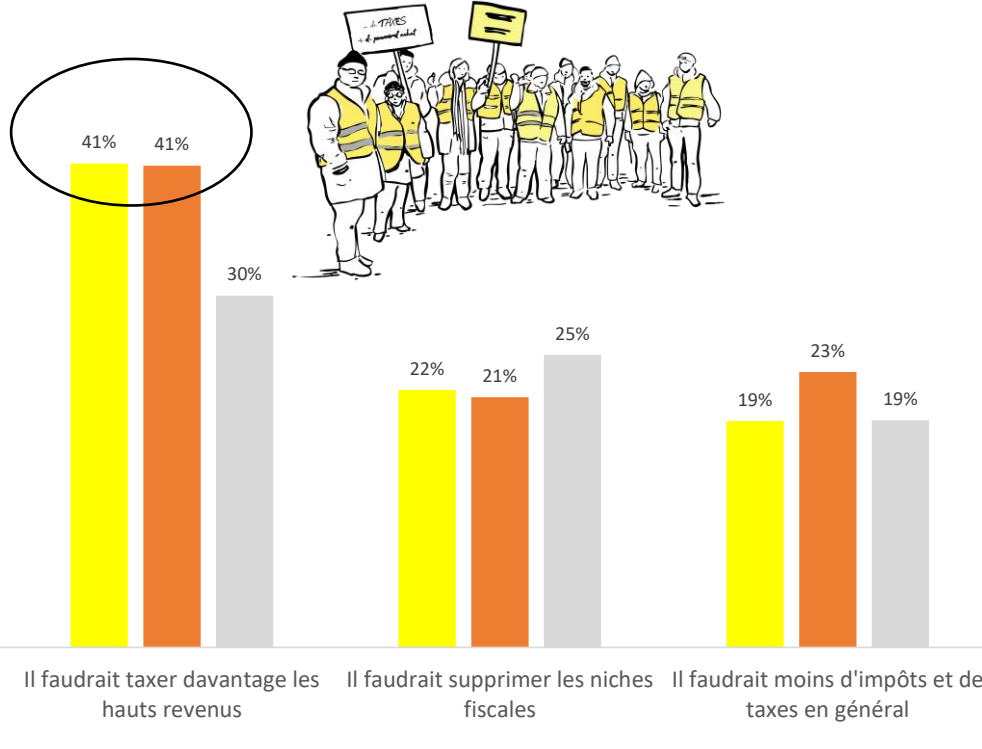
Proportion de personnes considérant qu'il faut taxer davantage les hauts revenus  
Selon le niveau de vie et l'âge



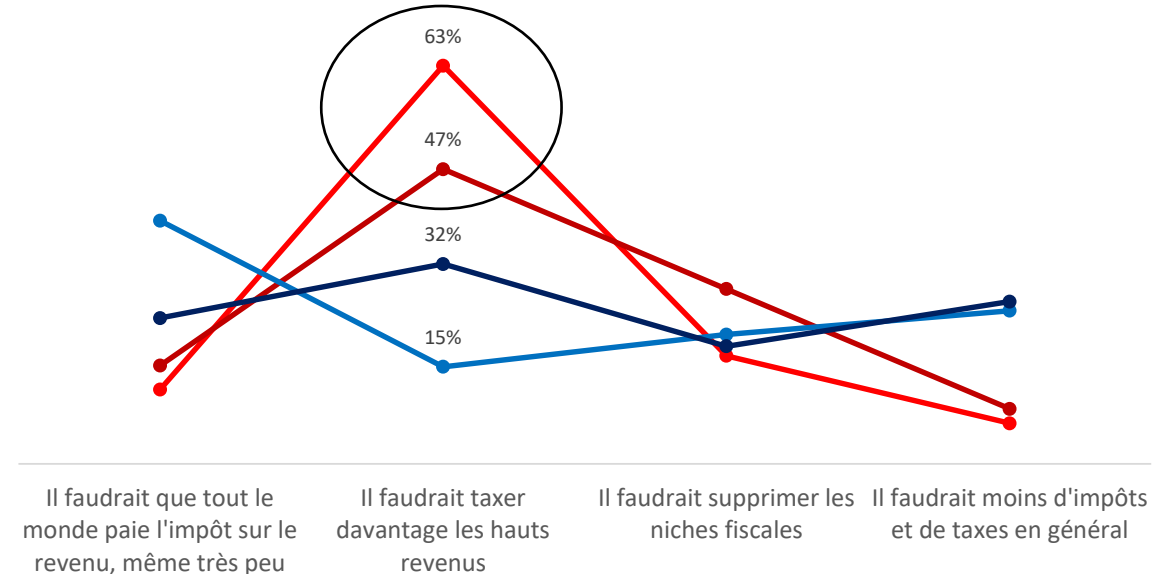
## Une question qui divise selon les opinions politiques

Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace?  
Selon les indicateurs d'opinion politique

■ Porte le "gilet jaune" ■ Soutient le mouvement des gilets jaunes ■ Ensemble de la population



● Très à gauche ● A gauche ● A droite ● Très à droite



Les gilets jaunes et leurs soutiens préconisent davantage la taxation des hauts revenus tout comme les personnes se situant à gauche ou très à gauche de l'échelle politique



**L'acceptation de la  
fiscalité  
environnementale  
est à un niveau bas  
depuis 2015**

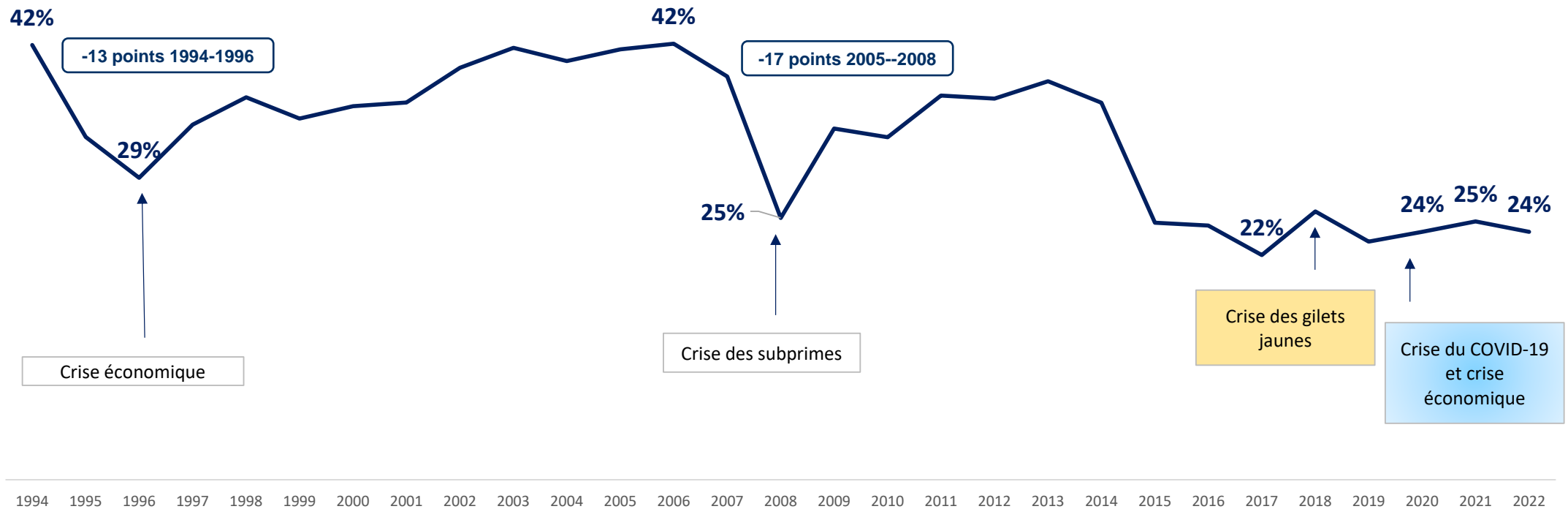
---



## Seul un quart des Français sont favorables à l'introduction d'une taxe environnementale, un taux qui ne remonte pas depuis 2015

Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ?

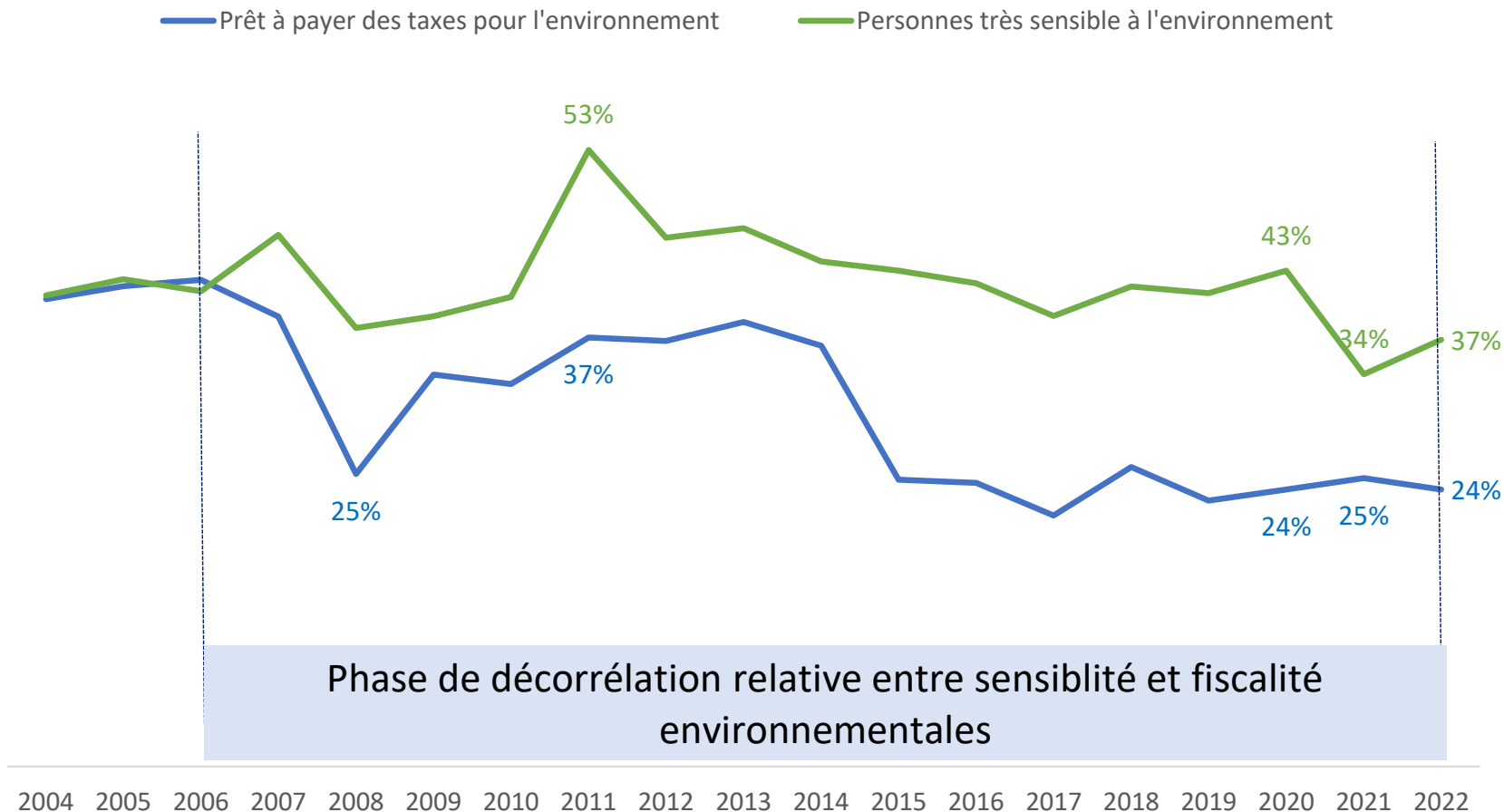
Proportion de personnes favorables à une taxe environnementale (oui, en %)



Nb. La baisse entre 2014 et 2015 doit être interprétée avec précaution. Le mode de collecte de l'enquête a changé en 2015. Les vagues entre 1994 et 2014 ont été réalisées en face à face alors que les vagues entre 2015 et 2022 ont été conduites en ligne. Pour certaines questions sensibles (revenus, fiscalité, opinions politiques etc.) l'effet de désirabilité sociale est plus forte en face à face qu'en ligne. Néanmoins, pour des raisons méthodologiques et pour connaître les différences entre ces différents modes de collecte le CREDOC a conduit en 2015 une expérimentation. Une enquête en face-à-face a été réalisée en parallèle de l'enquête en ligne. Les résultats sont les suivants: 27% des répondants du face à face déclarent favorables à l'introduction d'une taxe environnementale alors qu'ils sont 22% dans l'enquête en ligne. Le mode de collecte a donc introduit une distorsion de cinq points.

# La décorrélation relative entre sensibilité et fiscalité environnementales entamée en 2006 se poursuit

Evolution du sentiment de sensibilité environnementale et de la propension à payer une taxe environnementale



**Impopularité de la  
taxe carbone pâtit  
dans un contexte  
économique tendu**

---



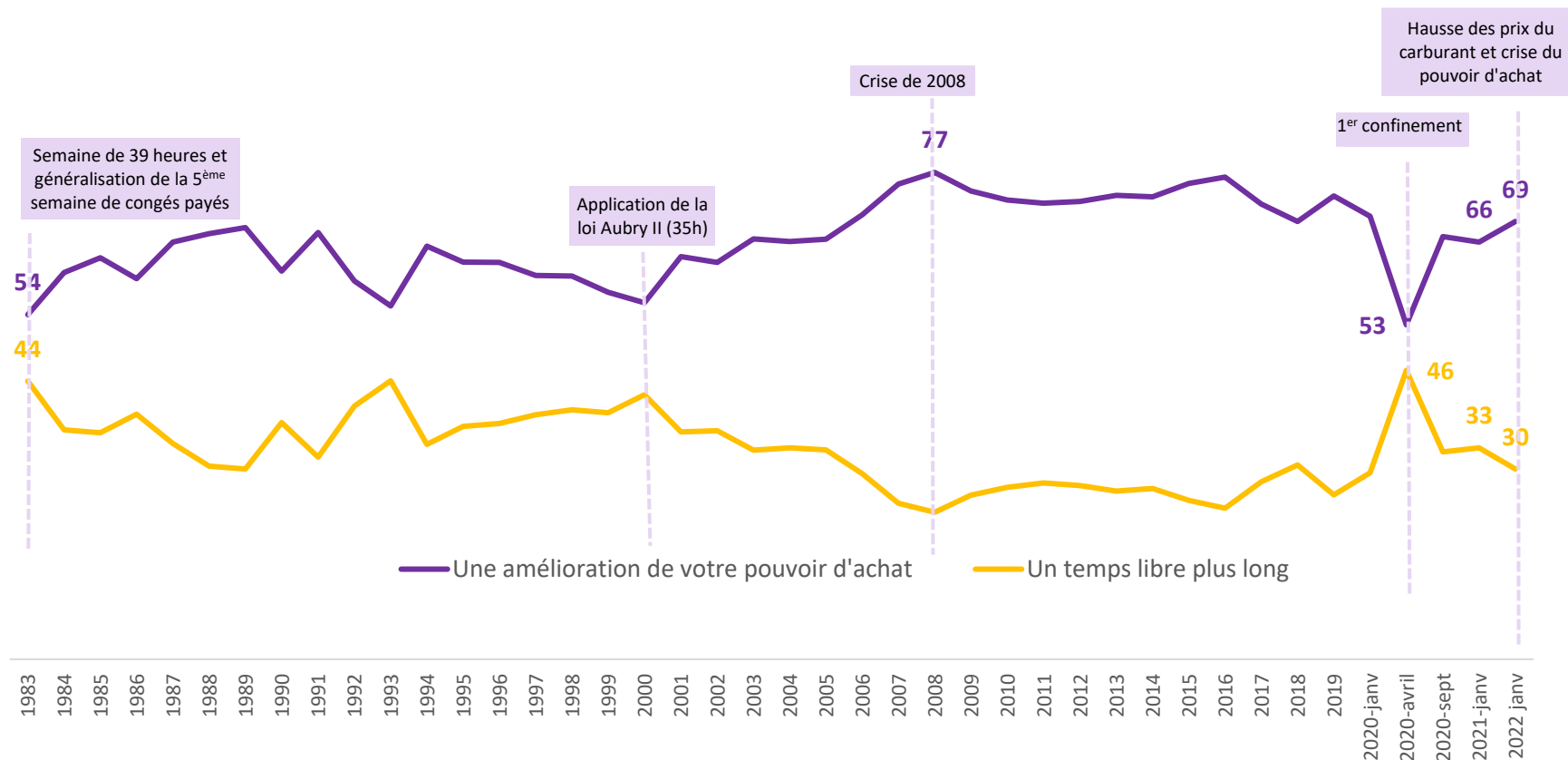




**Un contexte sociétal  
marquée par les  
préoccupations pour  
le pouvoir d'achat et  
la hausse des prix des  
carburants**

# Après le « pas de côté » du premier confinement, le retour à une demande de pouvoir d'achat

Quelle est votre préférence entre ... ? Si vous étiez actuellement en emploi, quelle serait votre préférence entre... (en %)

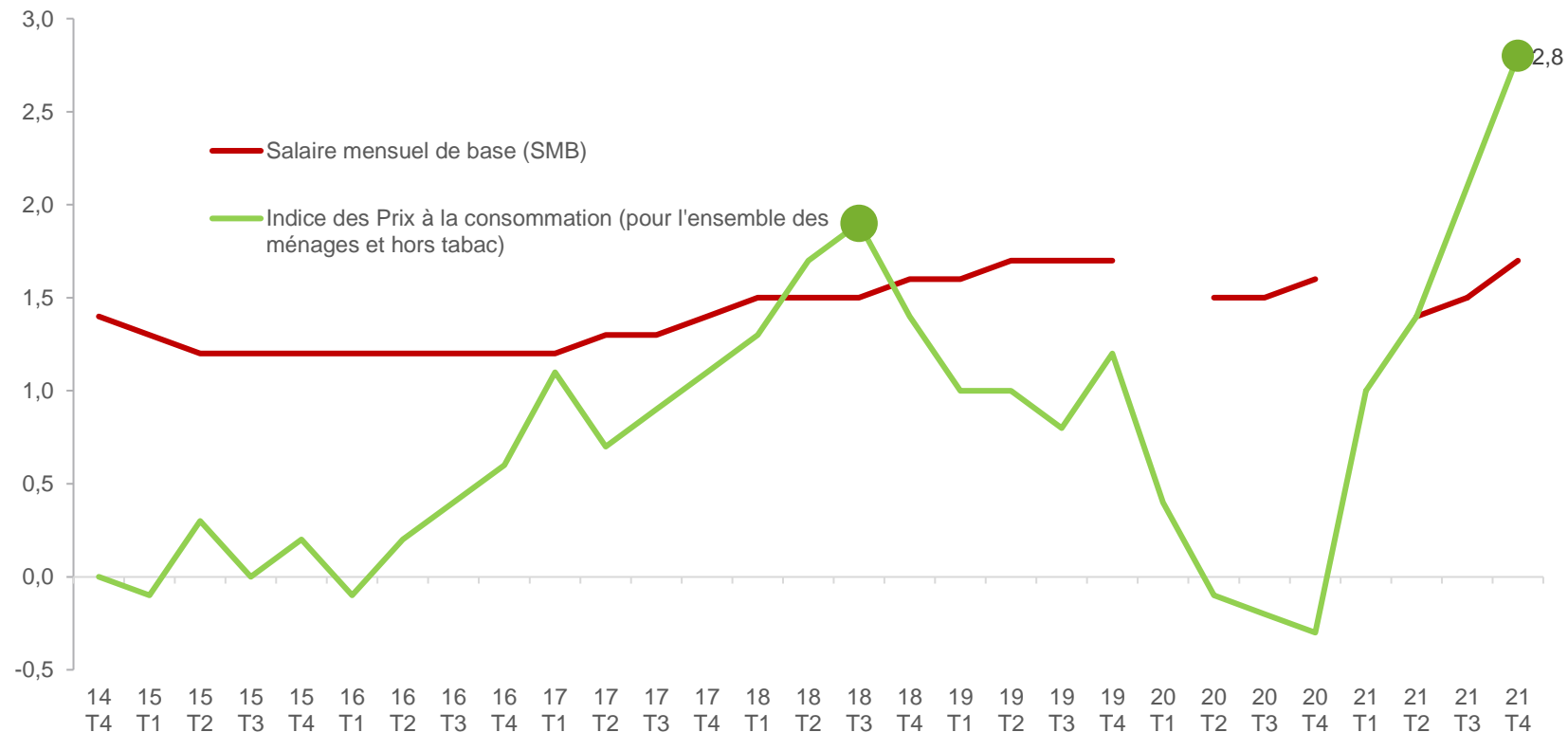


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »



# Un contexte de reprise de l'inflation alors que les salaires restent stables

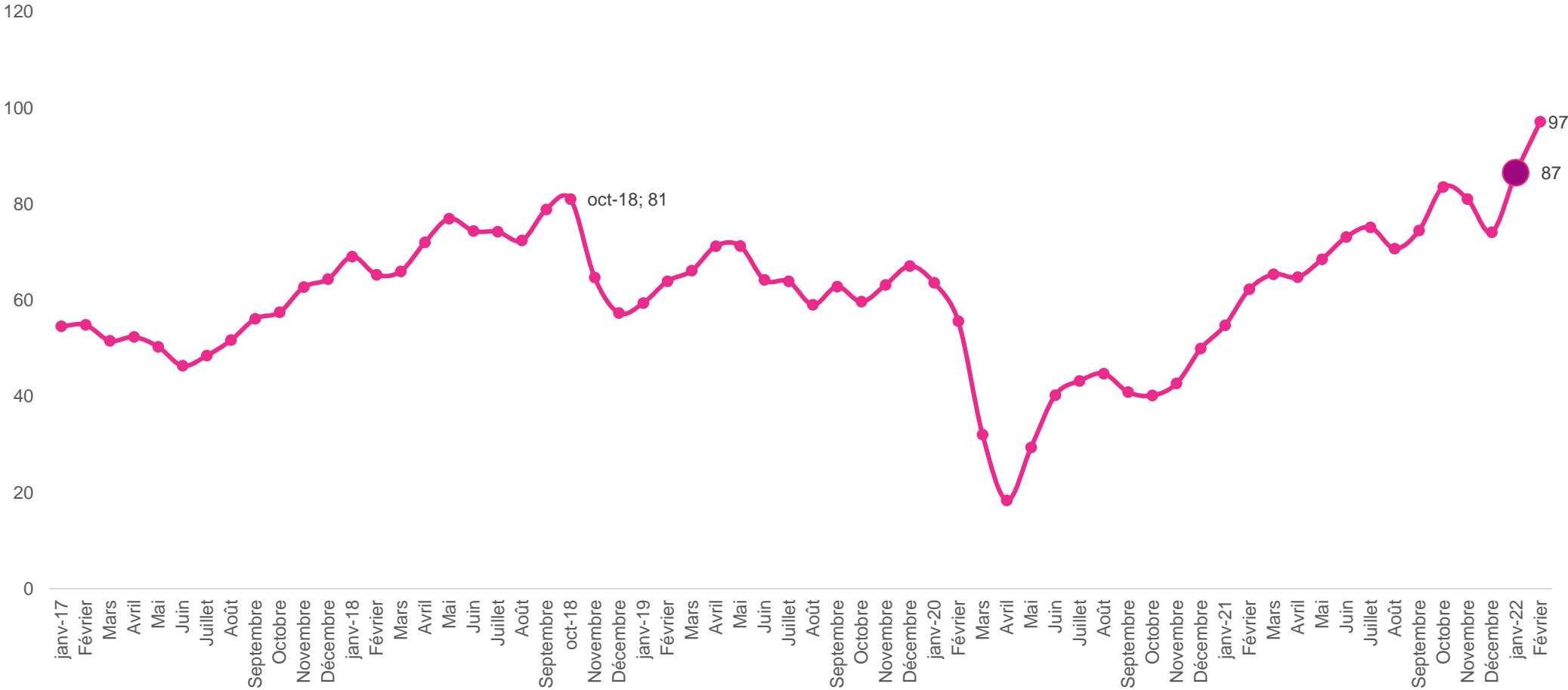
Glissement annuel des salaires et des prix à la consommation



Source : Dares, enquête trimestrielle Acemo ; Insee, indice des prix à la consommation.

# En particulier les prix de l'énergie fossile s'envolent

Cotations du Brent daté en \$/baril depuis 2017



Source : Ministère de la Transition écologique

# Rebond des prix de l'énergie et des services de transport

- En 2021, les prix de l'énergie rebondissent nettement (+10,5 % en moyenne, après -6,1 % en 2020) dans le sillage des prix des produits pétroliers (+13,5 % après -11,8 %).
- La dynamique est similaire pour les prix du gaz naturel et de ville (+24,1 % après -11,3 %) avec une accélération plus marquée au second semestre.
- À l'inverse, les prix de l'électricité ralentissent (+3,0 % après +5,9 %).
- Les prix des services de transports rebondissent également (+3,8 % après -1,7 %) en lien avec ceux du transport ferroviaire (+1,9 % après -5,3 %) et du transport aérien (+3,8 % après -4,4 %). Les prix du transport routier de passagers augmentent de nouveau (+3,4 % après +3,0 %) notamment ceux du transport de passagers en taxi ou voiture de location avec chauffeur (+4,0 % après +1,1 %).



Evolution du prix Gazole (B7) sur un an entre le 08/03/2021 et le 08/03/2022

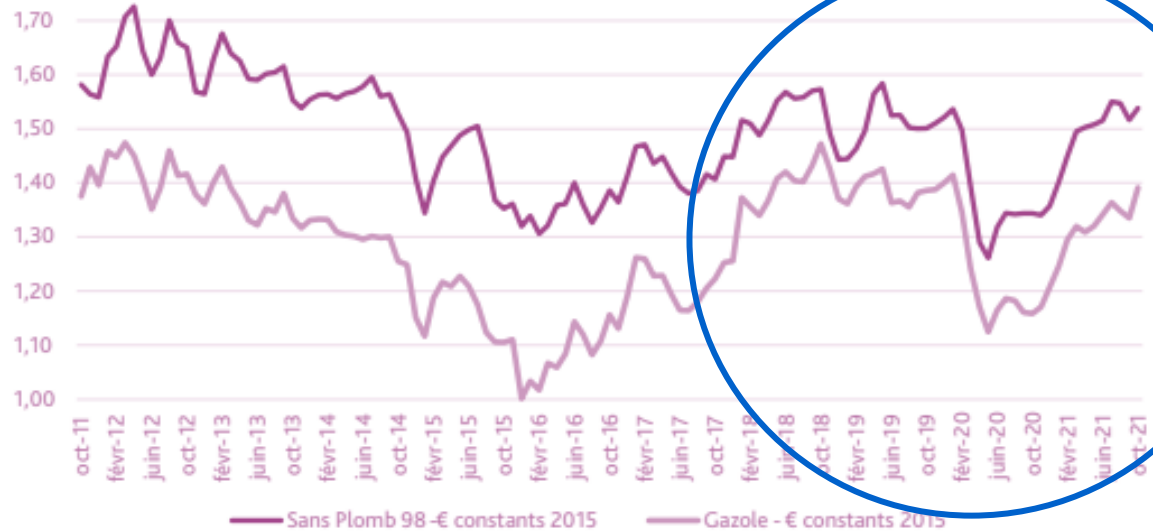


Nb. Début décembre 2018, lors de la première mobilisation du mouvement des « gilets jaunes » le prix du gazole était de 1,50 euros et du Super SP95-E10 de 1,45 euros en moyenne, contre plus de 2,30 euros le litre du gazole à la mi-mars 2022



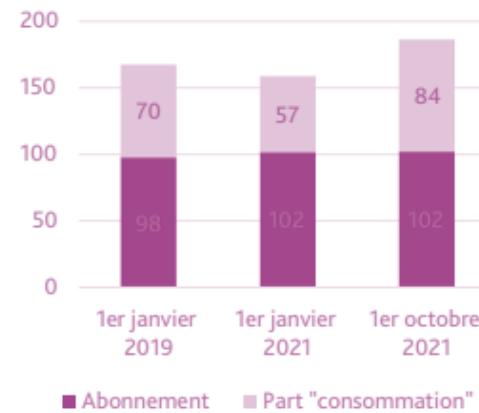
# Avec des conséquences concrètes pour les ménages

Prix moyen mensuel du gazole et de l'essence sans plomb 98 en euros constants de 2015

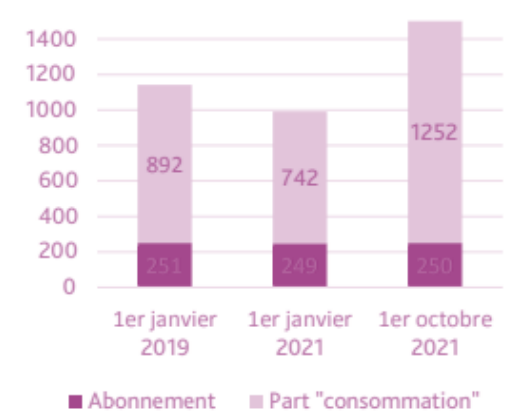


Calcul des factures de gaz de référence pour un ménage en usage « cuisson » et en usage « chauffage » en euros par an\*

Usage « cuisson » avec consommation annuelle de 750 kWh



Usage « chauffage » avec consommation annuelle de 14 000 kWh



Source : Iddri, données CRE (2021)

\*Le calcul simplifié compare uniquement les tarifs à deux points fixes, sans décomposer la consommation par mois pour les multiplier avec les niveaux de tarifs successifs. Par conséquent, l'impact des hausses de tarifs peut être légèrement surestimé.

Source : Iddri, données MTES (2021) et INSEE (2021)

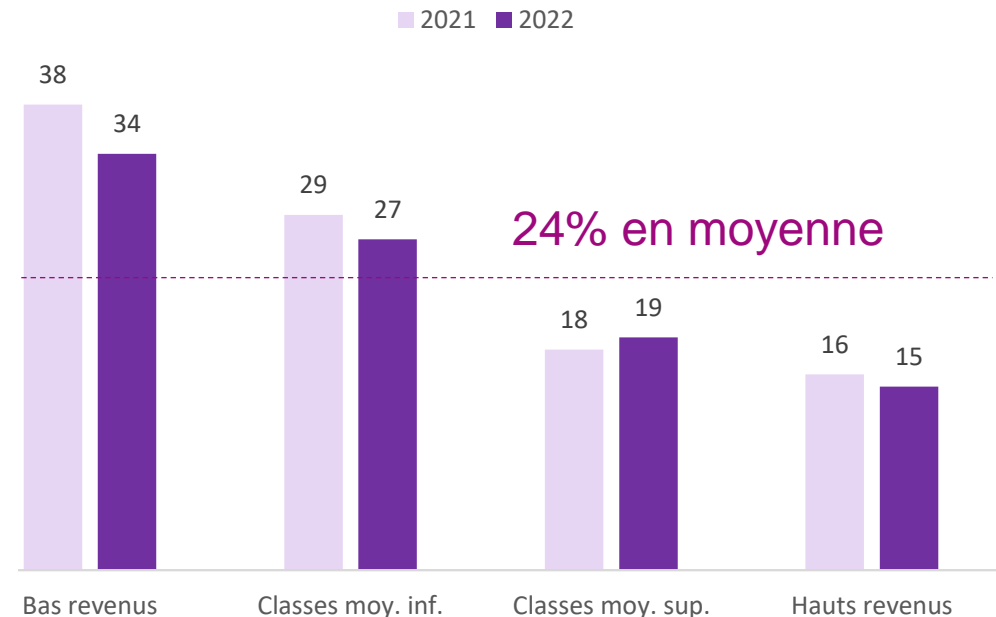
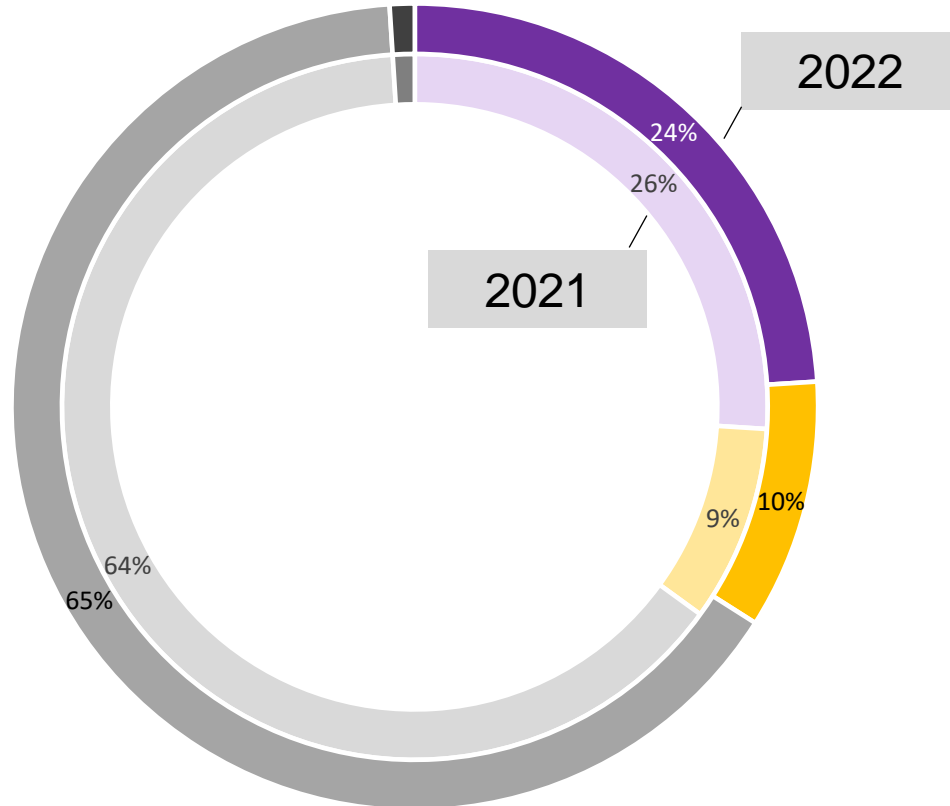
Source : IDDRI, octobre 2021

# Un quart des ménages déclarent que leur situation financière s'est dégradée au cours des 3 derniers mois

« La situation financière de votre foyer a-t-elle changé depuis les 3 derniers mois ? »

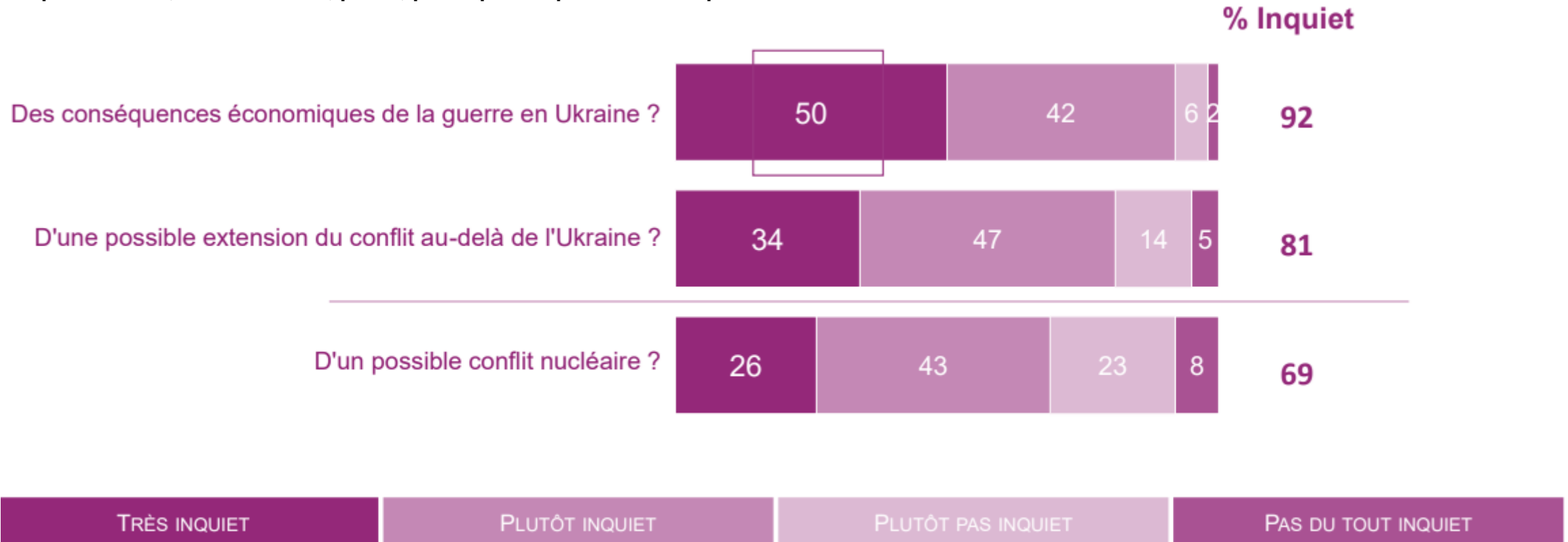
Les bas revenus et les classes moyennes inférieures sont plus souvent concernés par une dégradation de leur situation financière au cours des 3 derniers mois

■ Oui, elle s'est dégradée ■ Oui, elle s'est améliorée ■ Non, elle n'a pas changé ■ Nsp



# Des inquiétudes par rapport aux dépenses d'énergie qui sont, depuis notre enquête, amplifiées par le contexte de la guerre en Ukraine

Plus précisément, êtes-vous très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout inquiet



Source : ©Ipsos – CEVIPOF FJJ LE MONDE : Enquête électorale 2022 – Vague 7 – 10-14 mars 2022





# La feuille de route vers une neutralité carbone

A propos **de l'objectif de la neutralité carbone de la France:**

- Introduite par la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV), la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC), adoptée en 2015 puis révisée en 2018/2019, est la feuille de route de la France pour lutter contre le changement climatique. Elle donne des orientations pour mettre en œuvre, dans tous les secteurs d'activité, la transition vers une économie bas-carbone, circulaire et durable. Elle définit une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à 2050 et fixe des objectifs à court-moyen termes : les budgets carbone. Elle a deux ambitions : atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et réduire l'empreinte carbone de la consommation des Français.
- Elle concerne plusieurs secteurs de la vie, dont le bâtiment, les transports, l'agriculture, l'industrie, les déchets ou encore la production d'énergie.
- En termes de transport, la feuille de route prévoit une réduction des émissions GES par rapport à 2015 de 28% en 2030 et une décarbonisation complète en 2050 (à l'exception du transport aérien domestique).

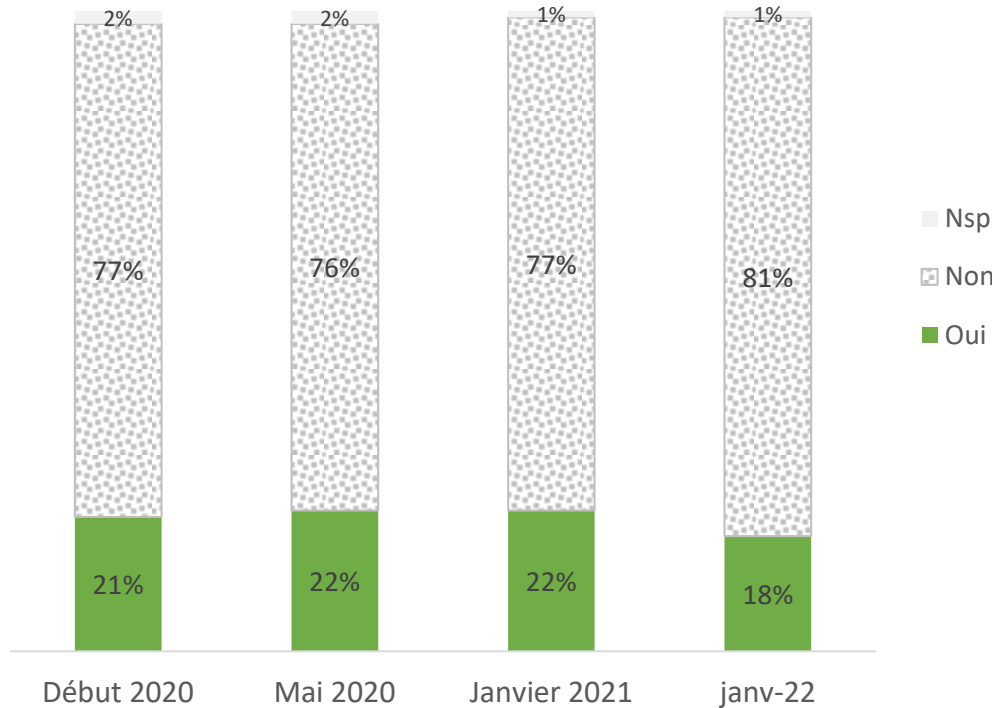
Au sujet **des taxes énergétiques et leur composante CO2:**

- Pour les données de consommation de 2017, le taux d'effort de la fiscalité énergétique atteint 7,2 % du revenu total des ménages du premier quintile, contre seulement 2,1 % pour le cinquième quintile. D'autres facteurs comme le lieu de résidence des ménages expliquent la forte hétérogénéité de niveau de prélèvement au titre de la fiscalité énergétique. Le poids de la fiscalité énergétique est plus élevé dans les territoires ruraux que dans les grandes villes.
- La loi de finances pour 2018 a acté le gel de la composante carbone des taxes intérieures de consommation à son niveau de 2018 soit 44,6 euros par tonne de CO<sub>2</sub>, alors que nous aurions dû atteindre en 2022 un prix par tonne de 86,2 euros.

Source : Ministère de la Transition écologique – SNBC, <https://www.ecologie.gouv.fr/strategie-nationale-bas-carbone-snbc>

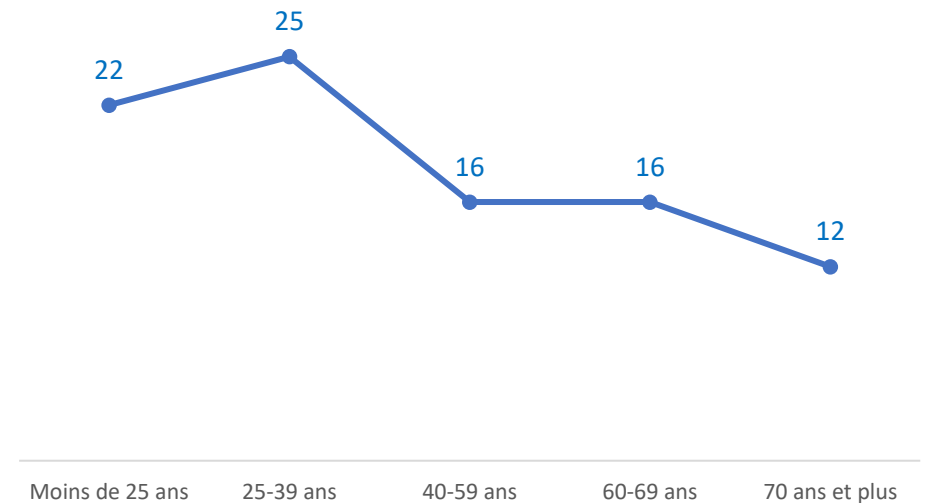
## En janvier 2022, le soutien à l'introduction à une taxe carbone s'érode...

Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ?  
(en %)

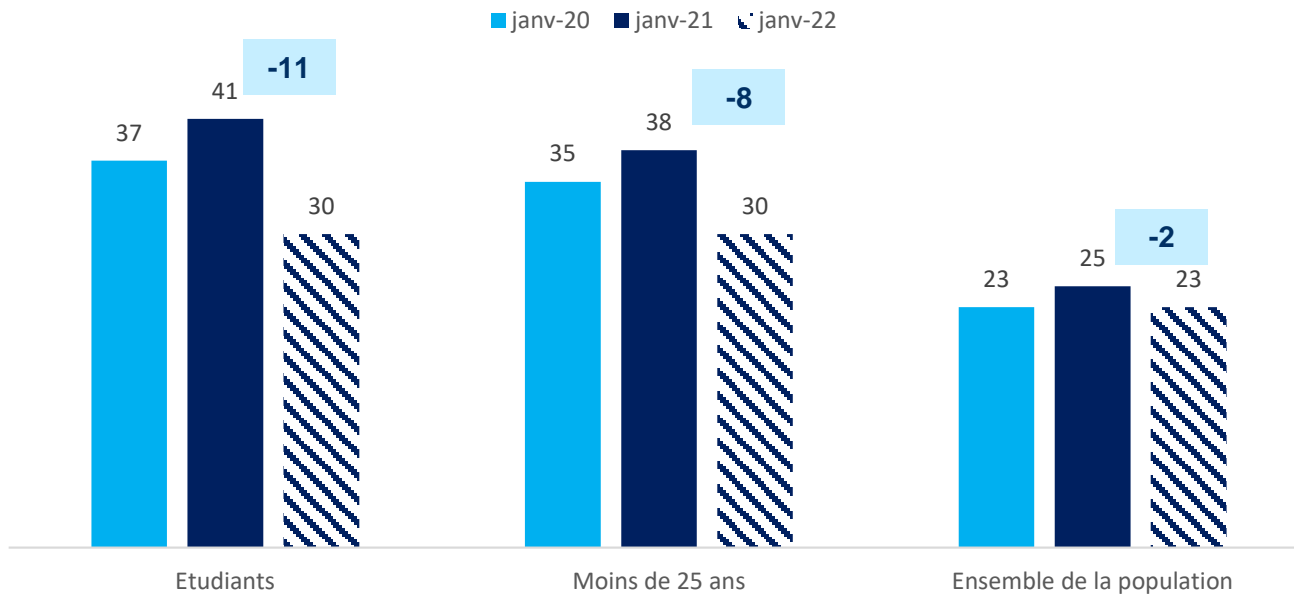


- ✓ Les jeunes se montrent davantage en faveur d'une taxe carbone (malgré une baisse significative par rapport à janvier 2021)
- ✓ Les diplômés du supérieur (27%)
- ✓ Les cadres (31%)

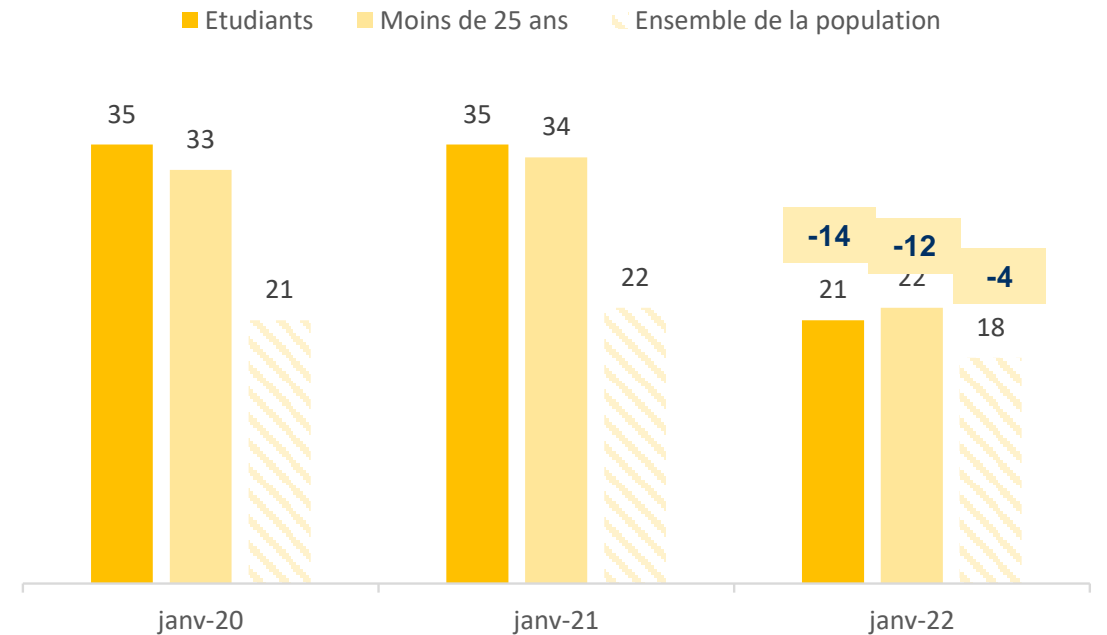
Proportion de personnes prêts à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique  
Selon l'âge (en %)



Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ? (en %)



Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ? (en %)

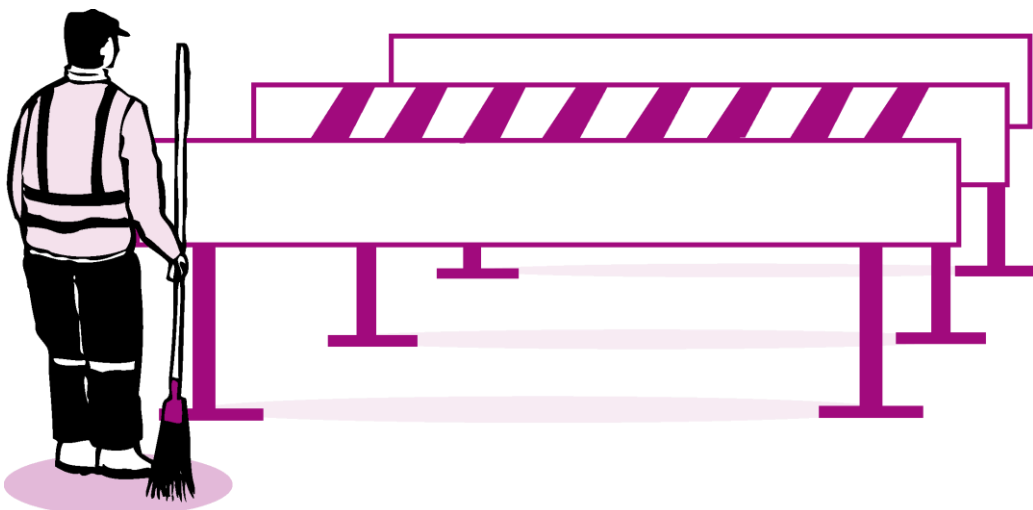


# Pour mémoire : des jeunes qui ont été fortement fragilisés par la crise sanitaire

## AVANT LA CRISE, DES JEUNES PLUS SOUVENT EN EMPLOIS PRÉCAIRES

**38 % DES 15-29 ANS EST EMPLOYÉ EN CONTRAT PRÉCAIRE** (PRINCIPALEMENT DES CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE, DU PRIVÉ COMME DU PUBLIC, MAIS AUSSI DES INTÉRIMAIRES, DES CONTRATS AIDÉS ET DES APPRENTIS) CONTRE 13,7% DE L'EMPLOI TOTAL

LES 15-29 ANS FORMENT À EUX SEULS LA MOITIÉ DES PRÉCAIRES. (INSEE, 2018)



## Une précarité amplifiée par la pandémie

**46%** des 18-24 ans en emploi avant le 1<sup>er</sup> confinement sont passés par du chômage partiel en mai 2020 (vs 35% chez les 25 ans et plus)

26% sont passés par du chômage technique total vs 15% des plus de 25 ans (Epicov, Inserm Drees)

Baisse entre 2019 et 2020 de 14% des embauches des moins de 26 ans en CDI (Dares 2021)

9% des 18-24 ans travaillent dans le secteur de l'hébergement ou de la restauration, contre 5% des 25-29 ans et 3% des 30-64 ans (Insee portrait social 2021)

Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse 2019.  
Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans.

# Variables jouant sur l'acceptation de la taxe carbone

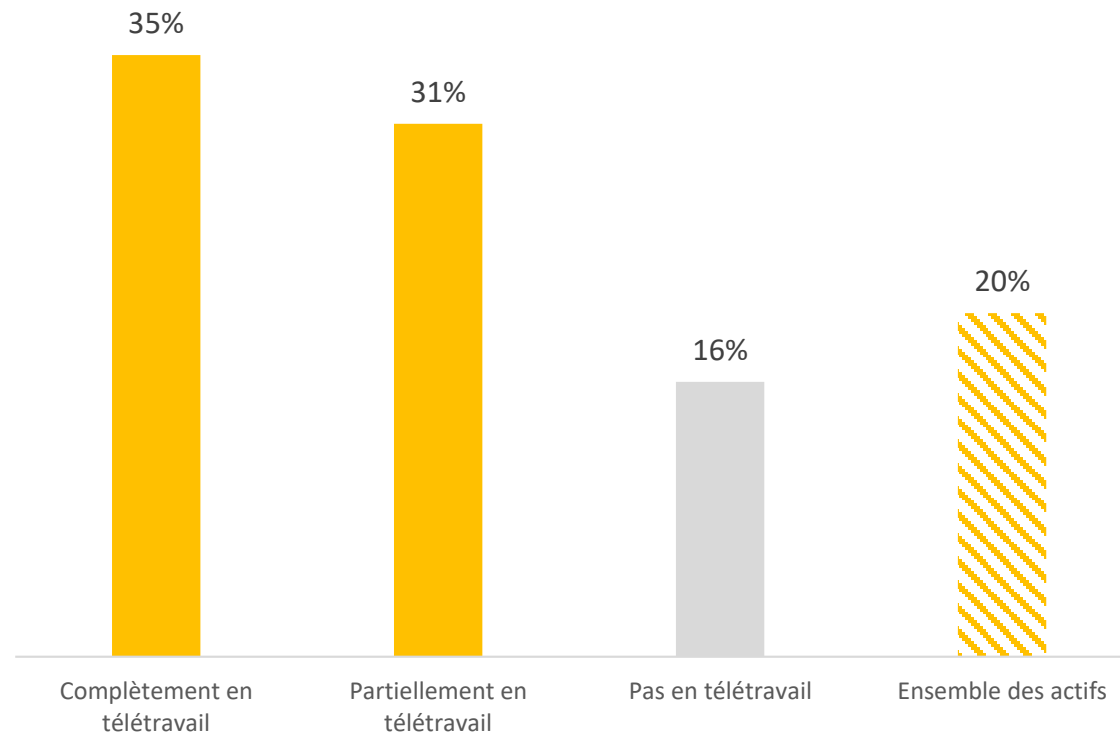
---



# Le soutien à la taxe carbone d'autant plus fort ... qu'on télétravaille

## Les personnes en télétravail soutiennent plus souvent l'idée d'une taxe carbone

Champs: Ensemble des actifs



Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2022



# Et donc que l'on est moins concerné par les déplacements pendulaires

Plus la personne est en télétravail et moins elle éprouve un sentiment de restriction financière sur les dépenses liées à la voiture

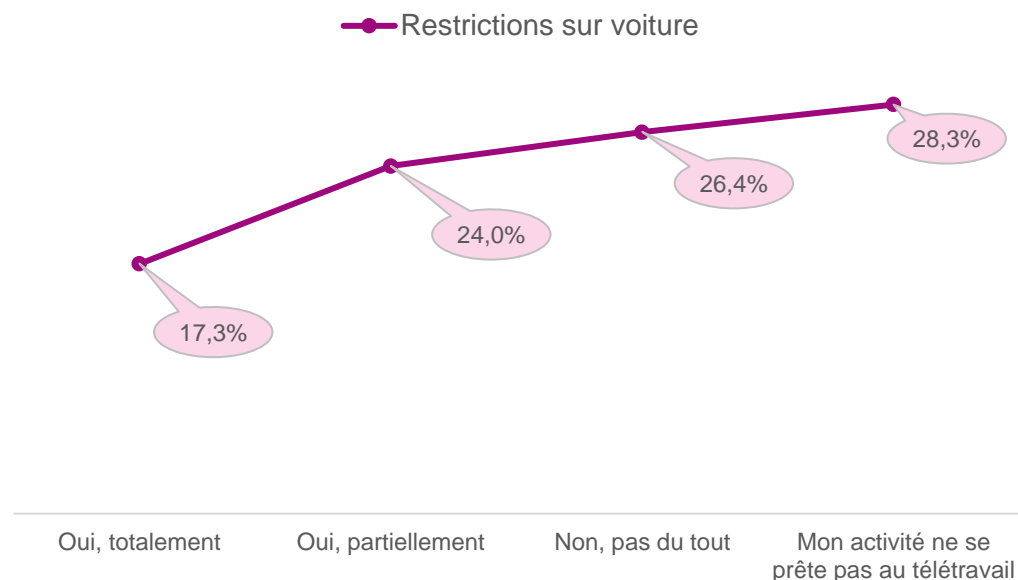
**Le télétravail**, concerne avant tout les cadres et professions intellectuelles supérieures (63%) et les personnes travaillant dans les grandes entreprises\*, et beaucoup moins les employés (19%) ou ouvriers (6%). Le recours au télétravail a ainsi pu limiter les dépenses de transports, d'habillement, d'alimentation de ceux-ci. Les données de l'enquête montrent en effet un lien très net entre la proportion de télétravail, et le sentiment d'amélioration de la situation financière. En particulier, le sentiment de devoir se restreindre sur les dépenses de représentation (habillement) ainsi que les difficultés à assumer ses charges liées à la voiture culminent lorsque la personne continue à se rendre sur son lieu de travail.

\*Selon la Dares en janvier 2022, 31% des salariés sont en télétravail dans les entreprises de plus de 500 salariés contre 11% dans les structures de 10 à 19 salariés. (Enquête Acemo, spécial covid)

DARES, Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre pendant la crise sanitaire Covid-19 Vue d'ensemble des résultats de l'enquête flash – Janvier 2022

Exercez-vous actuellement votre activité professionnelle en télétravail ?

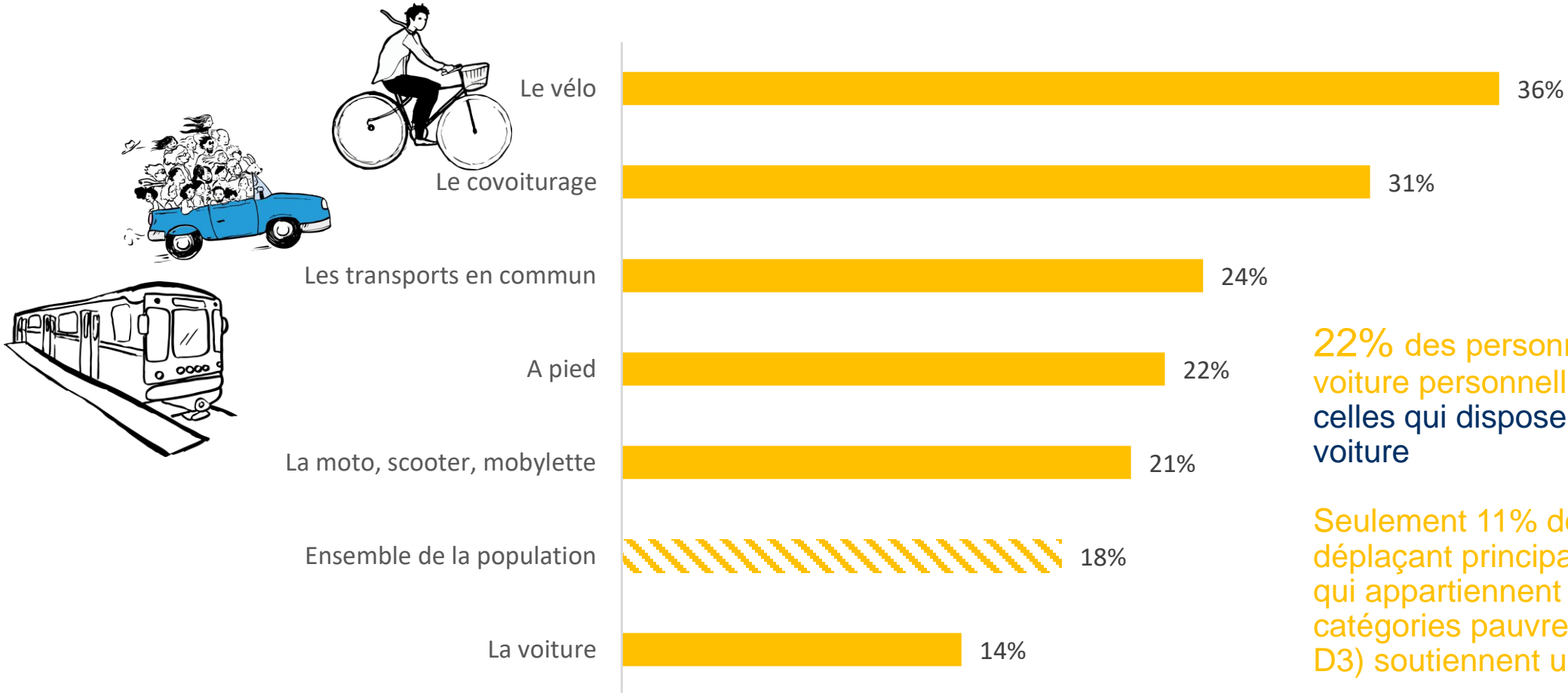
Selon les restrictions budgétaires que les ménages s'imposent sur les dépenses pour la voiture



Enquête Conditions de vie et aspirations du Crédoc, Vagues d'avril 20, septembre 20, janvier 21, mai 21, sept 21 empilées

# Le soutien à la taxe carbone varie du simple au double selon que l'on est directement concerné ou pas

Les utilisateurs et les propriétaires d'une voiture sont le moins favorables à une taxe carbone alors que les cyclistes soutiennent fortement cette idée



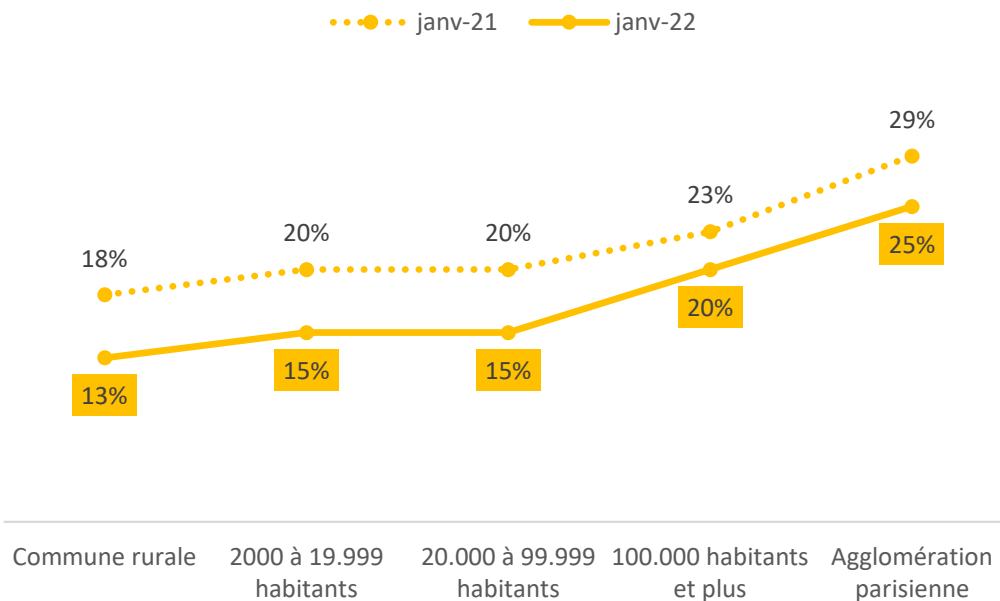
22% des personnes n'ayant pas de voiture personnelle, contre 17% de celles qui disposent ou utilisent une voiture

Seulement 11% des personnes se déplaçant principalement en voiture et qui appartiennent par ailleurs aux catégories pauvres ou modestes (D1-D3) soutiennent une taxe carbone

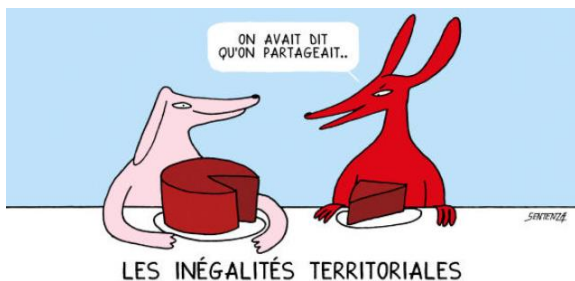
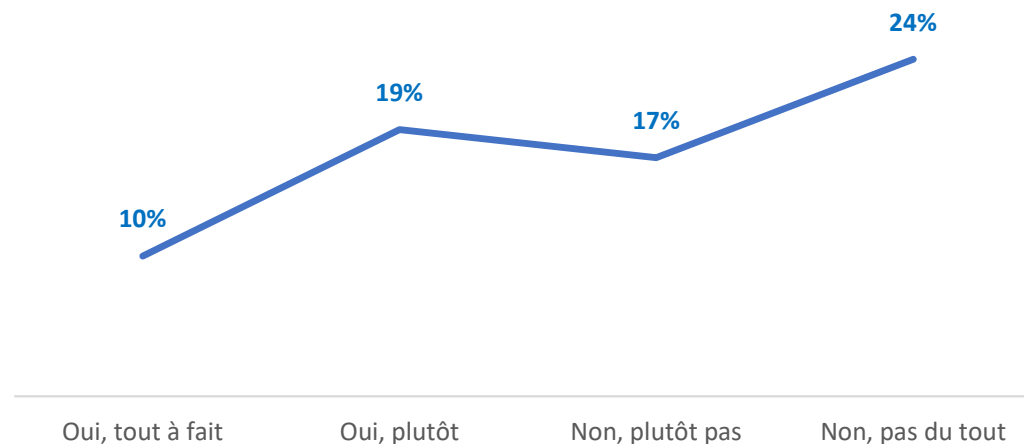
## Les réticences culminent en zone rurale et lorsque les services publics sont loin

Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ?

Réponses « Oui » selon la taille d'agglomération et le sentiment de relégation territoriale



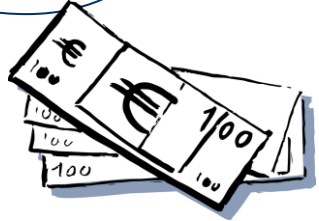
A le sentiment d'habiter un territoire délaissé par les pouvoirs publics



Rappelons que le poids de la fiscalité énergétique est plus élevé dans les territoires ruraux que dans les grandes villes.

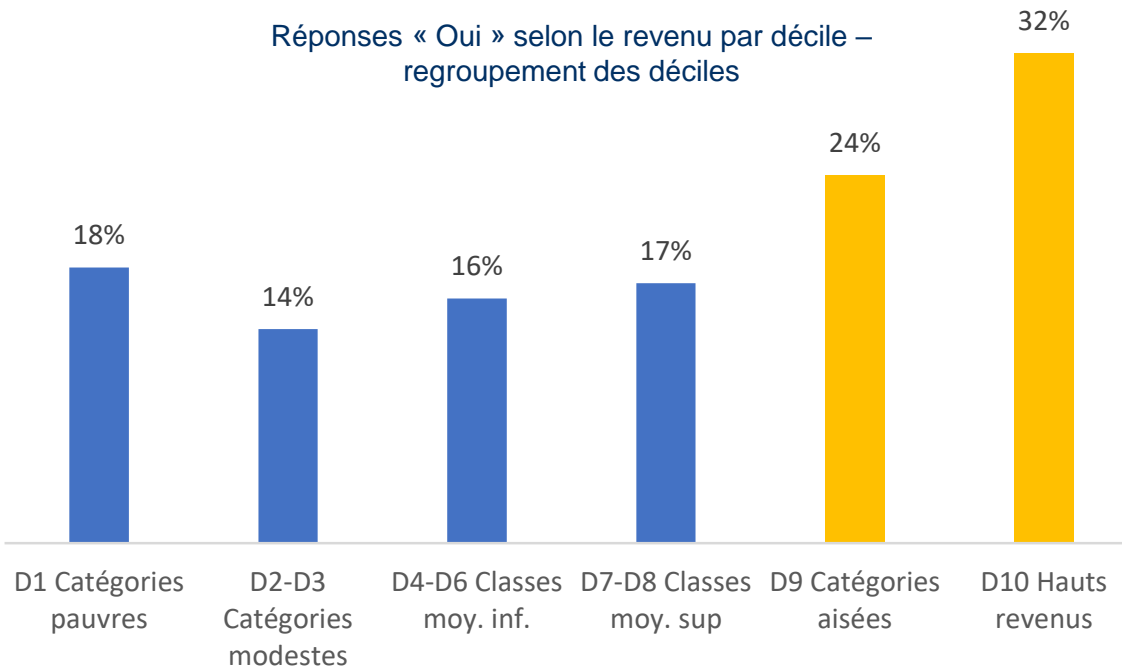
Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2022.

## L'acceptabilité de la taxe carbone augmente avec le niveau de vie et le positionnement sur l'échelle sociale

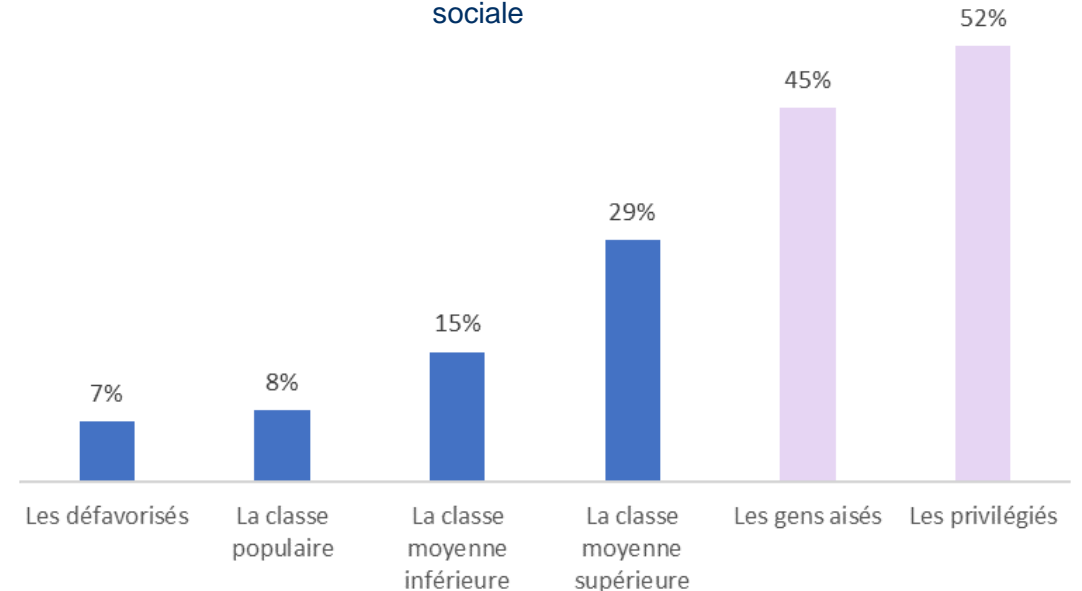


Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ?

Réponses « Oui » selon le revenu par décile – regroupement des déciles



Réponses « Oui » selon l'auto-positionnement\* sur l'échelle sociale



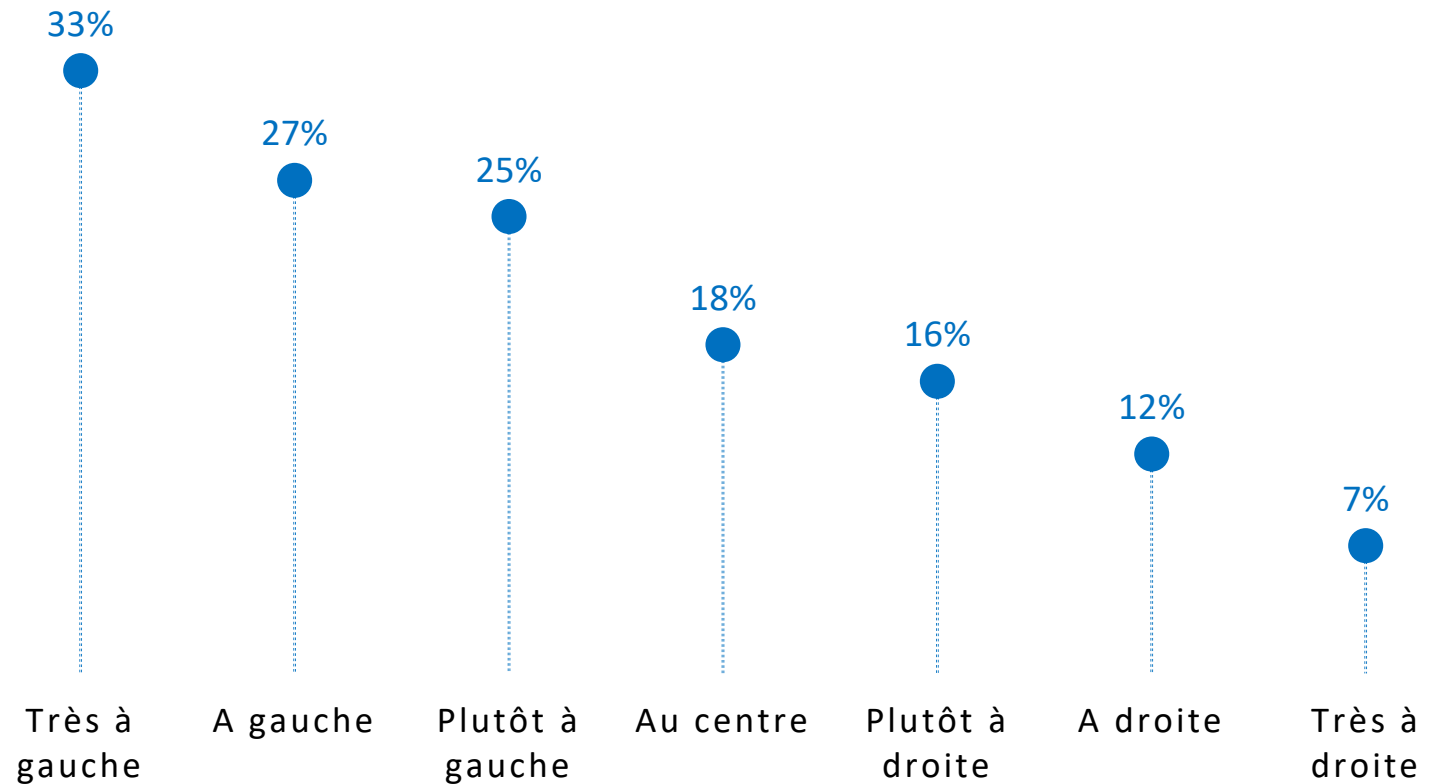
\*Nb. La question sur l'auto-positionnement\* sur l'échelle sociale demande aux répondants de se situer sur une échelle sociale. La question sur l'auto-positionnement politique fonctionne sur ce même schéma. Les répondants sont invités à se situer sur une échelle politique allant d'extrême gauche à l'extrême droite avec des graduations intermédiaires possibles.

# L'acceptabilité de la taxe carbone varie selon les indicateurs d'opinion



- +++ Personnes préoccupées par l'environnement (31%)
- +++ Personnes considérant que le choix de l'énergie nucléaire représente plutôt des inconvénients (31%)
- ++ Personnes qui pensent que leur voix et leur avis compte (28%)
- + Personnes très sensibles à l'environnement (26%)
- + Personnes n'ayant pas de sentiment d'invisibilité sociale (25%)

Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ?  
Selon l'échelle d'auto-positionnement politique

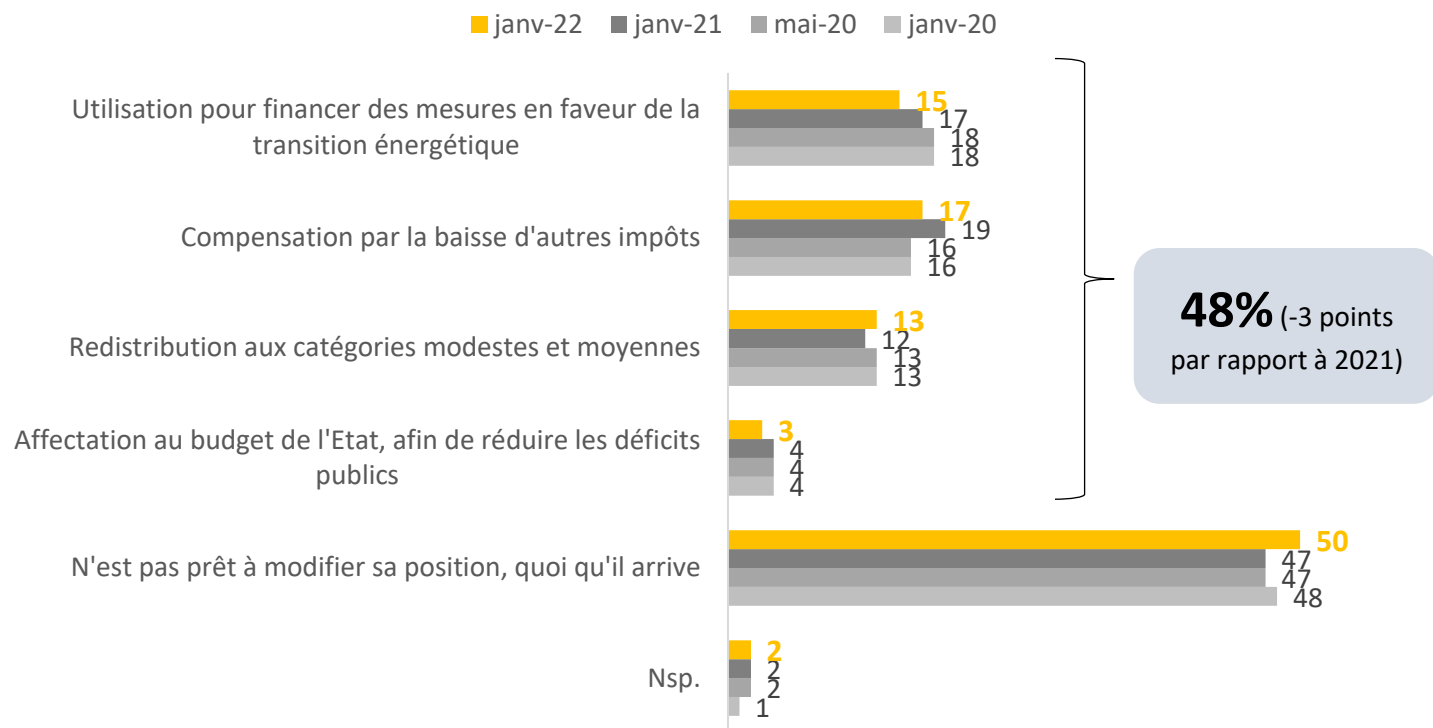


Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2022.

## 57% de la population consentirait à la mise en place d'une taxe carbone, sous certaines conditions

Vous seriez prêt à modifier votre position si...

Champ : **Personnes ne souhaitant pas la création d'une taxe carbone** (en %)



En cumulant la part des personnes favorables à la taxe carbone sans conditions (18%) et la part de celles prêtes à changer d'avis sous certaines conditions (48% des 81% de défavorables *a priori*), on obtient un total de 57% de la population favorable à la mise en place d'une taxe carbone ; -4 point par rapport à janvier 2021. **En population générale, la proportion de Français ne souhaitant pas changer d'avis est de 41% (soit une progression de 5 points par rapport à janvier 2021)**

- Indicateurs sociodémographiques**
- **Moins de 25 ans** (59%, stable par rapport à janvier 2022)
  - **Cadres** (55%, -4 points)
  - **Etudiants** (58%, -1 point)
  - **Hauts revenus** (54%, -4 points)

- Positionnement environnemental**
- **Pense que les règles collectives doivent guider les politiques environnementales** (60%)
  - **Souhaite que l'Etat affecte autant de ressources à la lutte contre le réchauffement climatique que contre la pandémie** (60%)
  - **Très sensibles à l'environnement** (58%)

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations



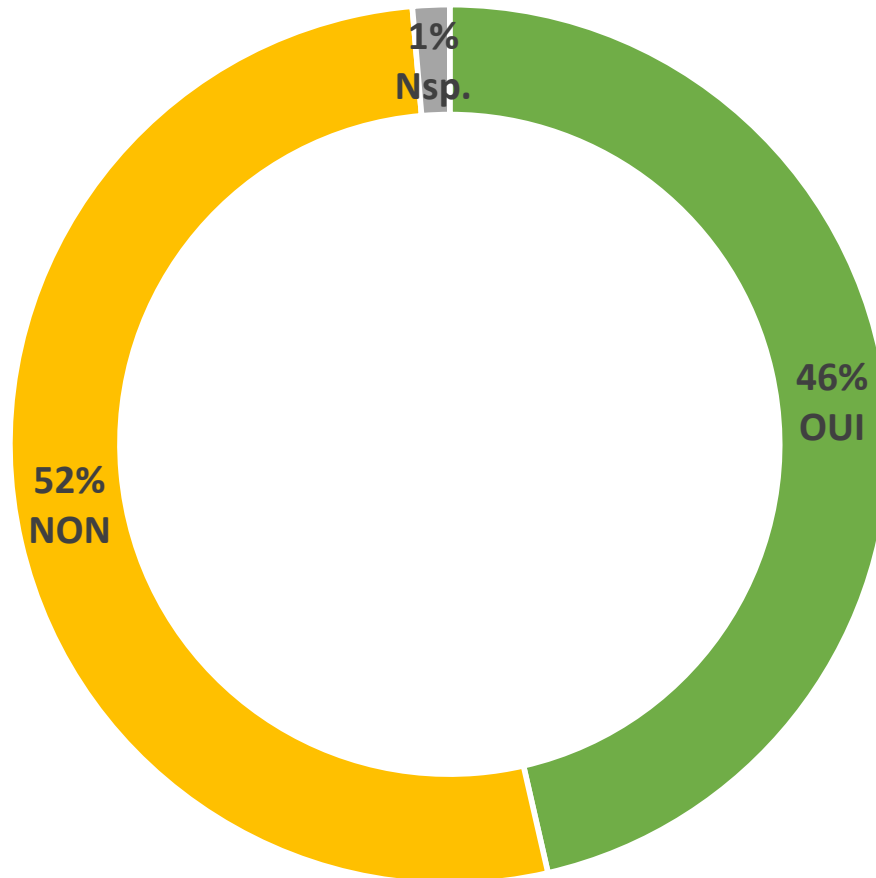
**L'opinion publique  
partagée quant à  
l'introduction de  
quotas pour  
limiter les  
émissions de CO<sub>2</sub>**

---



# Près d'un Français sur deux est favorable à la mise en place de quotas individuels CO2

Pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique, on pourrait imaginer, comme alternative à l'instauration d'une taxe carbone, la mise en place d'un système de quotas sur les émissions individuelles de CO2. C'est-à-dire, chacun disposerait d'un compte individuel de crédits d'émissions CO2 à dépenser. Seriez-vous favorable à la mise en place d'un tel système de quotas individuels visant à limiter les émissions de CO2 ?



## Marqueurs socio-démographiques

- ❖ Moins de 25 ans (53%)
- ❖ Diplômés du supérieur (52%)
- ❖ Cadres (53%)
- ❖ Etudiants (53%)

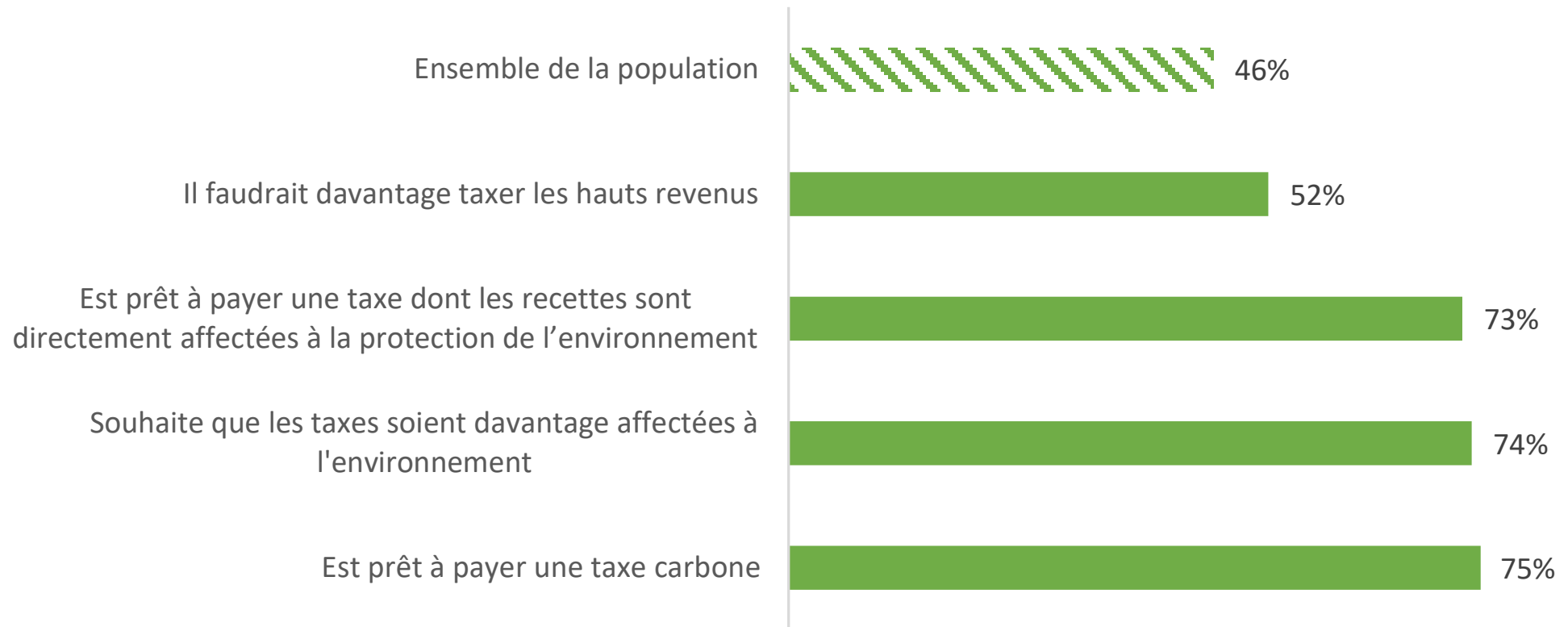
## Positionnement environnemental

- ❖ Personnes préoccupées par des questions environnementales (62%)
- ❖ Personnes très sensibles à l'environnement (58%)
- ❖ Souhaite que la lutte contre le réchauffement climatique mobilise autant de ressources que la lutte contre la COVID (62%)
- ❖ Estime que les règles collectives doivent encadrer les comportements individuels nocifs pour l'environnement (64%)

# Le principe de quotas séduit les publics ouverts par ailleurs à la taxe carbone

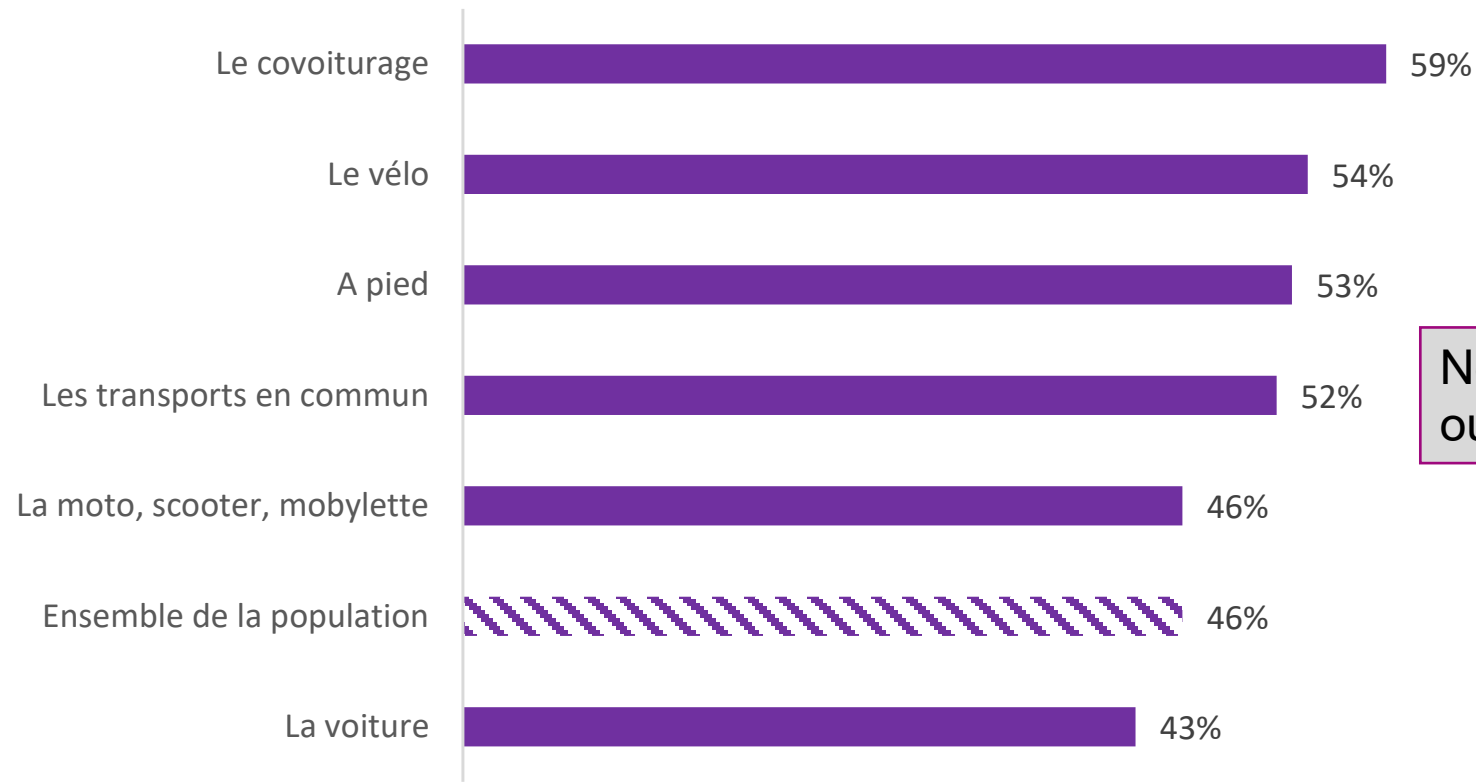
Proportion de Français favorables à la mise en place de quotas individuels pour limiter émission CO2

*Selon le rapport individuel à la fiscalité*



# ... i.e qui utilisent déjà des mobilités douces

Proportion de Français favorables à la mise en place de quotas individuels pour limiter émission CO2  
Selon le mode de transport principal



Ne possède pas de voiture ou n'en a pas d'usage (53%)

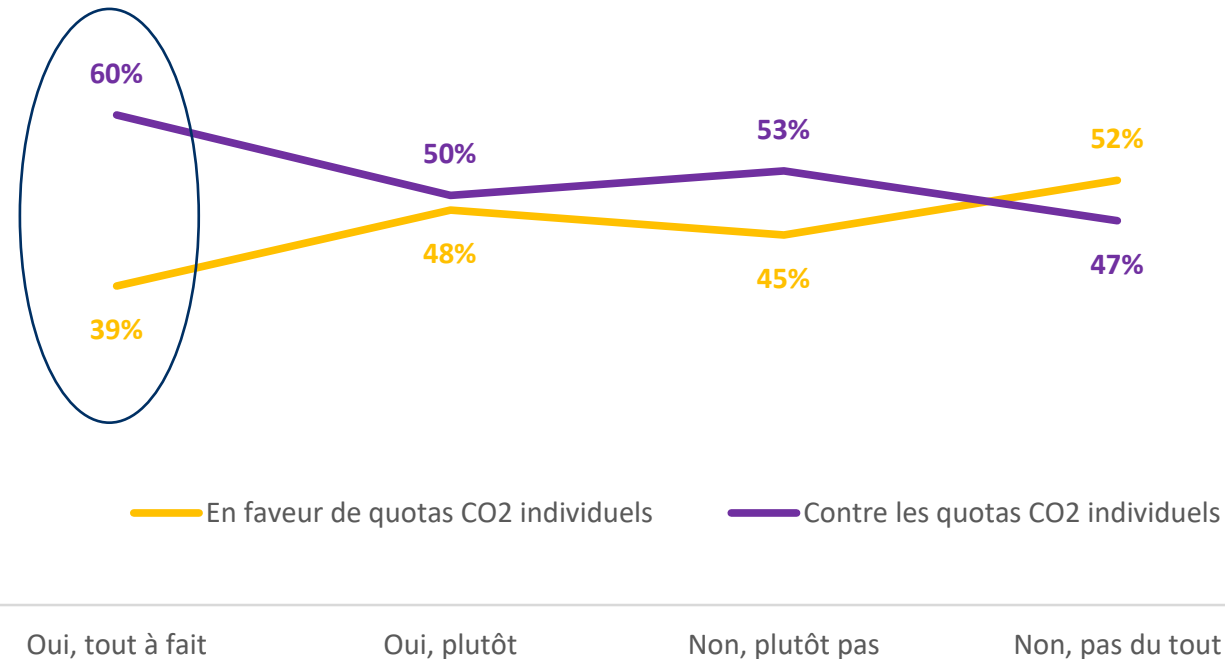
# Les personnes ayant le sentiment d'habiter un territoire relégué rejettent plus souvent l'idée de quotas CO2

Proportion de Français favorables à la mise en place de quotas individuels pour limiter l'émission CO2

*Selon le sentiment de relégation territoriale*



Avez-vous le sentiment d'habiter un territoire relégué par les pouvoirs publics



## Un majorité estime que les quotas individuels de CO2 devraient répondre à une logique de variabilité

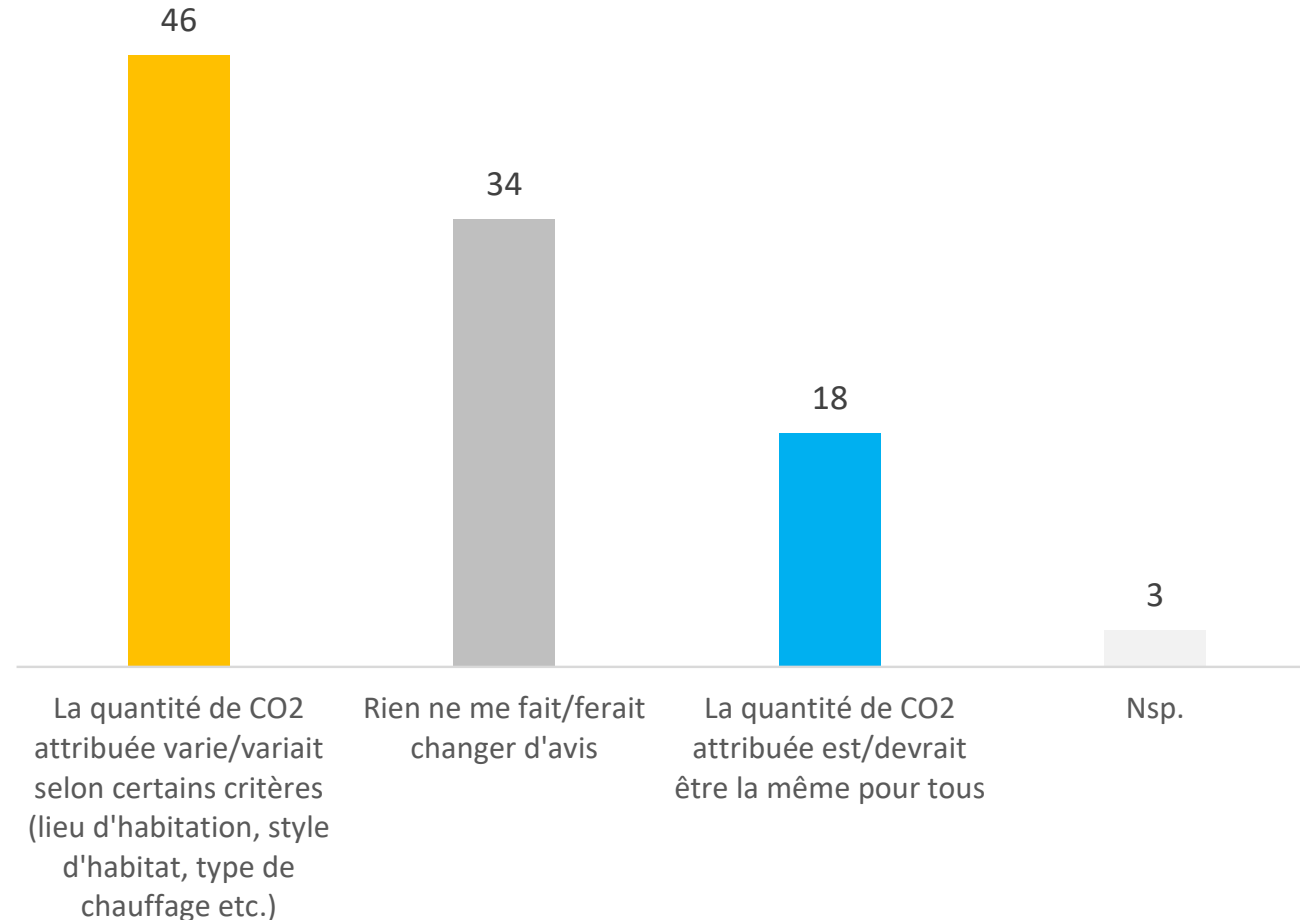
A propos des quotas individuels d'émission de CO2, pensez vous-que... (en %)

### Marqueurs socio-démographiques

- ❖ Moins de 25 ans (55%)
- ❖ Diplômé du supérieur (52%)
- ❖ Etudiants (56%)
- ❖ Cadres (51%)

### Positionnement environnemental

- ❖ Serait prêt à payer plus de taxes pour l'environnement (66%)
- ❖ Préoccupation principale l'environnement (59%)
- ❖ Très sensibles à l'environnement (54%)

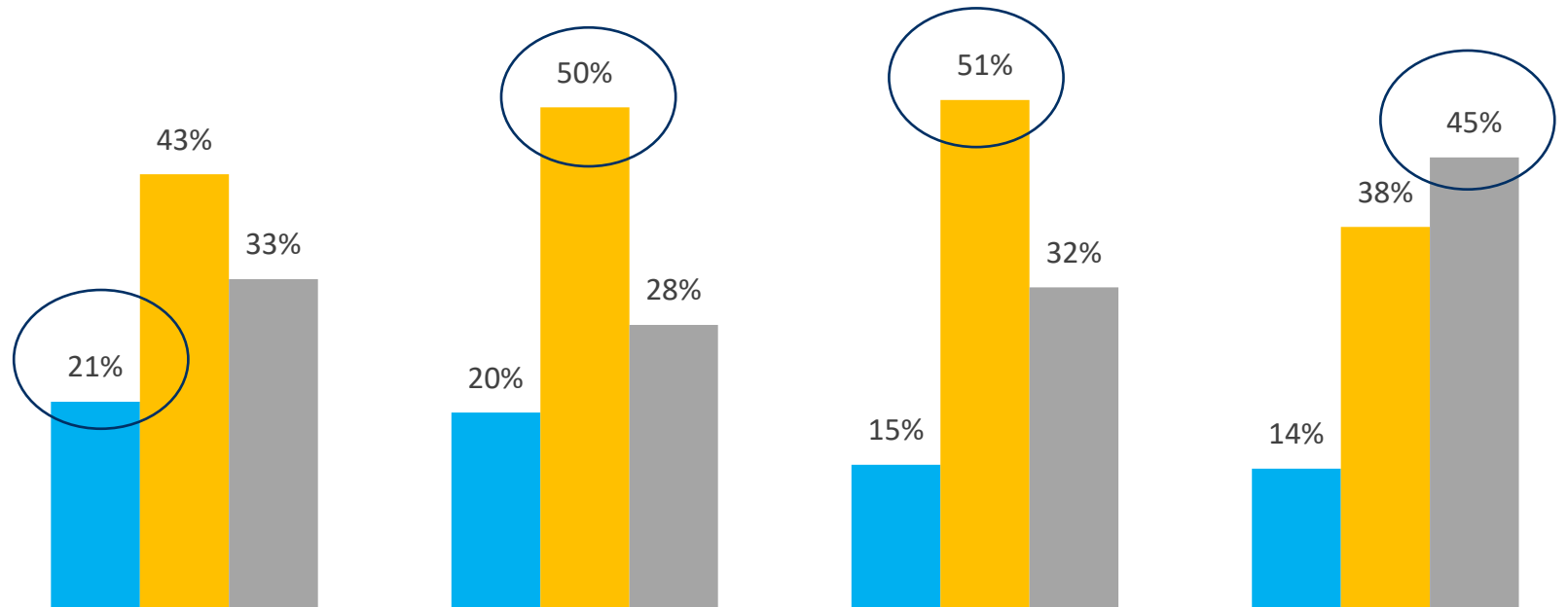




# L'appréciation des dispositifs de fiscalité et perception de quotas CO2 variables

A propos des quotas individuels d'émission de CO2, pensez vous que... (en %)

■ La quantité de CO2 est la même pour tous ■ La quantité de CO2 varie ■ Rien ne me fait changer d'avis



Il faudrait que tout le monde paie l'impôt sur le revenu, même très peu

Il faudrait taxer davantage les hauts revenus

Il faudrait supprimer les niches fiscales

Il faudrait moins d'impôts et de taxes en général

## Préconise l'idée de quotas CO2 variables

- ❖ Favorable à la mise en place de quotas individuels limitant l'émission de CO2 (69%)
- ❖ Prêt à payer une taxe carbone (61%)
- ❖ Prêt à payer une taxe environnementale (62%)

Lecture: Les personnes qui estiment qu'il faudrait taxer davantage les hauts revenus ou qu'il faudrait supprimer les niches fiscales préconisent davantage l'introduction de quotas CO2 variables: respectivement 50% et 51%.

Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2022.

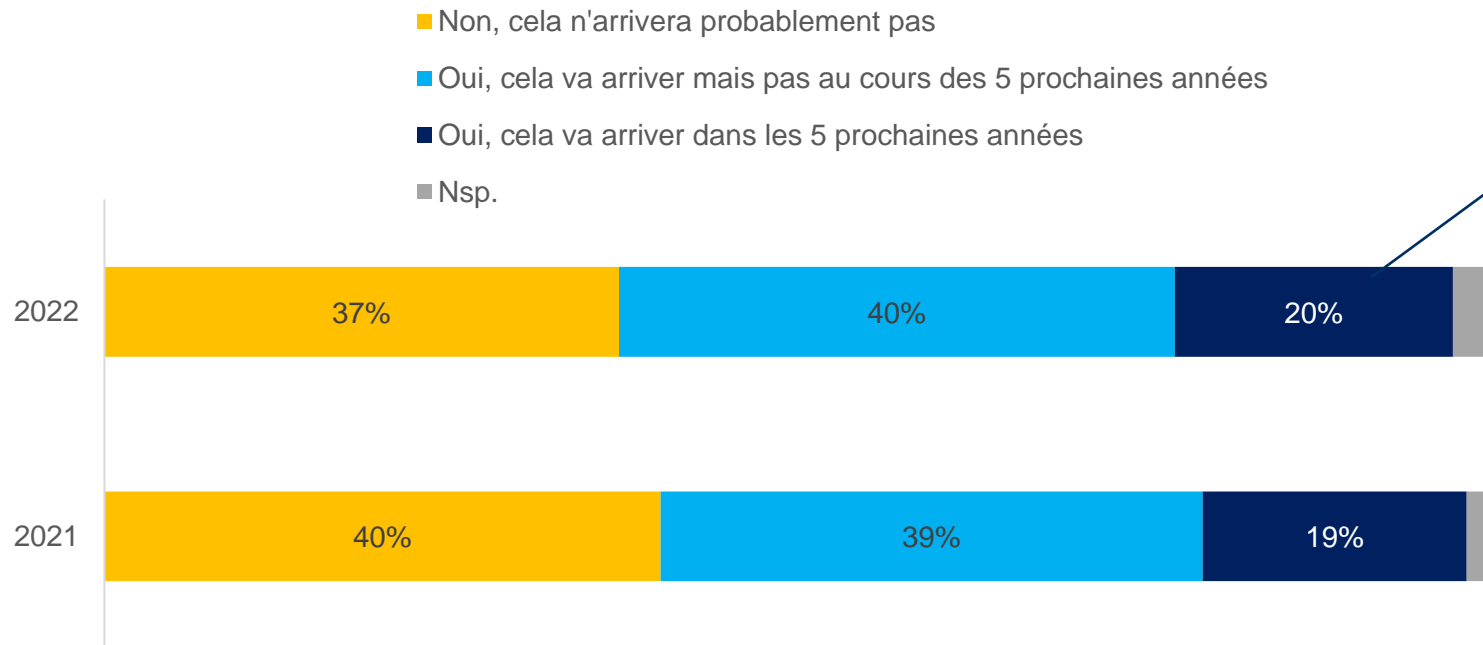
## Résultats en détail

---



# Six Français sur dix pensent que la société consacrera davantage de moyens aux services publics essentiels dans un avenir proche

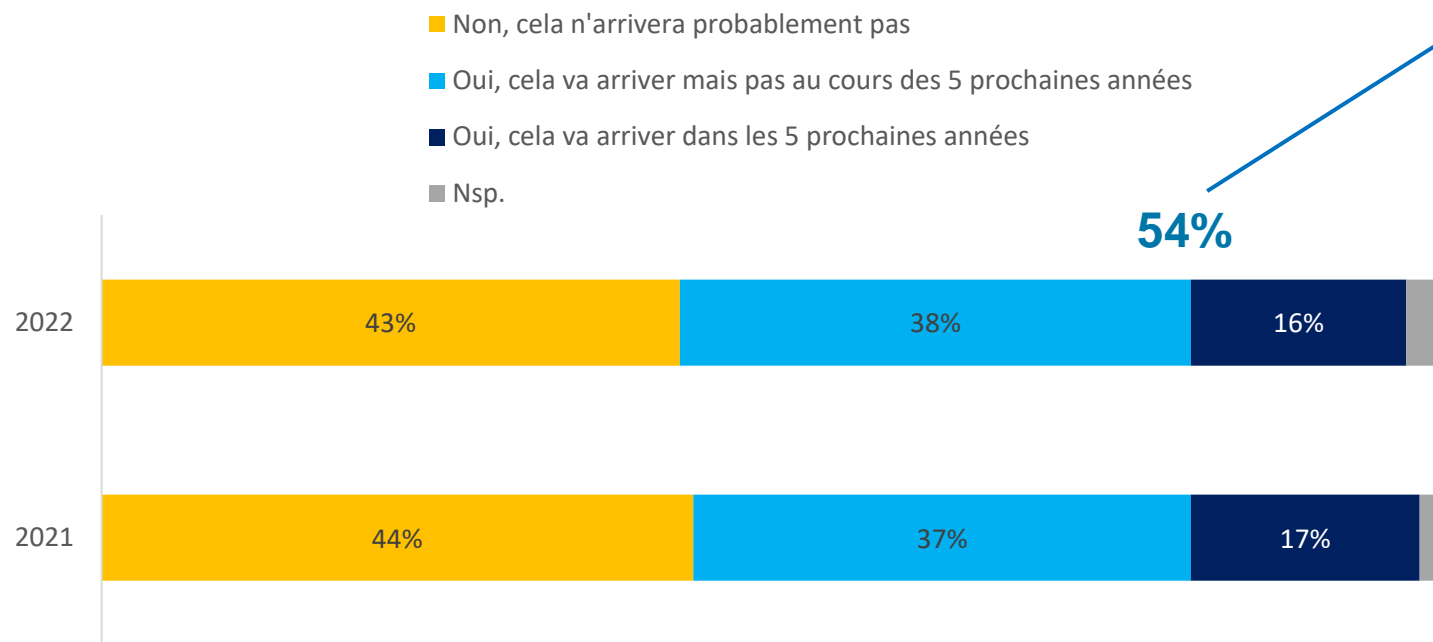
**Une société qui consacrerait plus de moyens qu'aujourd'hui aux services publics essentiels (santé, éducation, recherche, justice...)**



**+++**  
**Favorable à une taxe carbone (32%)**  
**Favorable à une taxe environnementale (30%)**  
**Hauts revenus (26%)**  
**Favorable à la mise en place de quotas CO2 individuels**  
**N'a pas du tout l'impression d'habiter un territoire délaissé par les pouvoirs publics (25%)**  
**Moins de 25 ans (24%)**

## 54% des Français pensent que la société de demain impliquera davantage les citoyens dans les décisions qui concernent la collectivité

Une société qui impliquerait, davantage qu'aujourd'hui, les citoyens dans les décisions qui concernent la collectivité, via des conventions ou consultations citoyennes

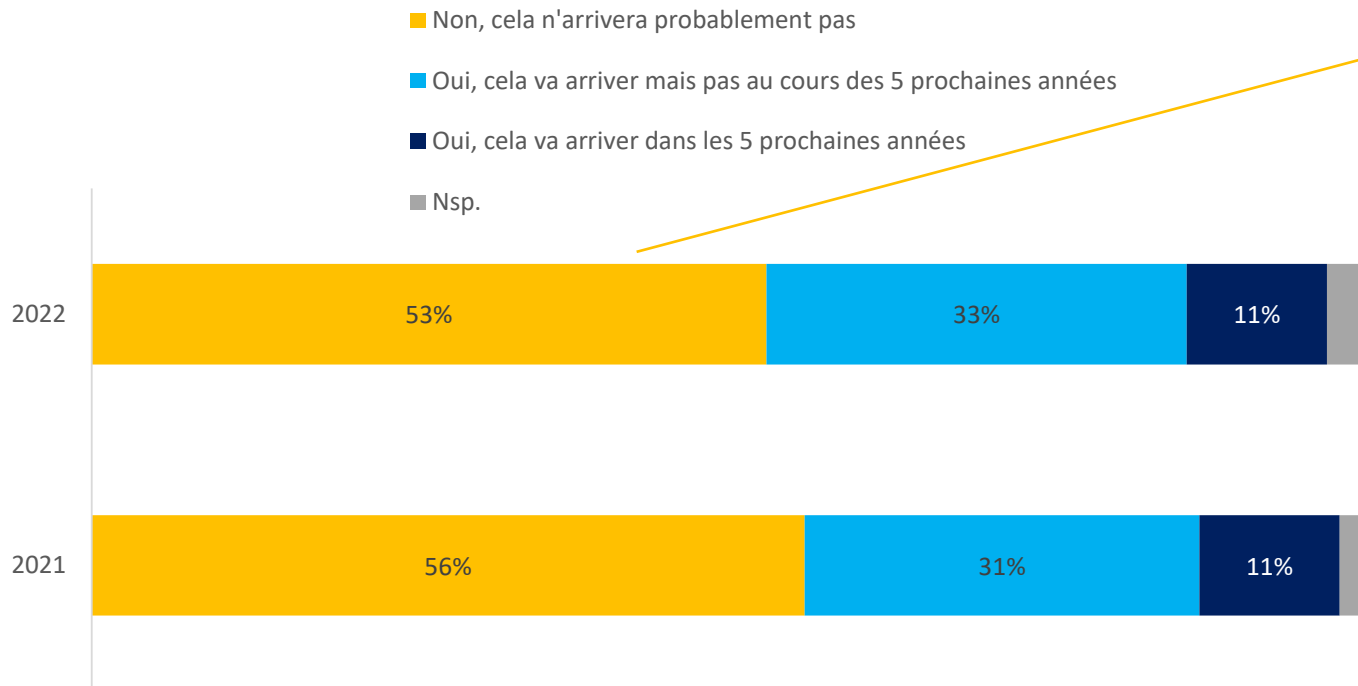


+++

Favorable à une taxe carbone (71%)  
 Favorable à une taxe environnementale (70%)  
 Moins de 25 ans (63%)  
 Favorable à la mise en place de quotas CO2 individuels (63%)  
 Pense que les règles collectives doivent limiter des comportements individuels nocifs pour l'environnement (61%)  
 Hauts revenus (60%)  
 Personnes très sensibles à l'environnement (60%)

# 44% des Français pensent que la société accordera plus d'importance au bien être et à la qualité de vie

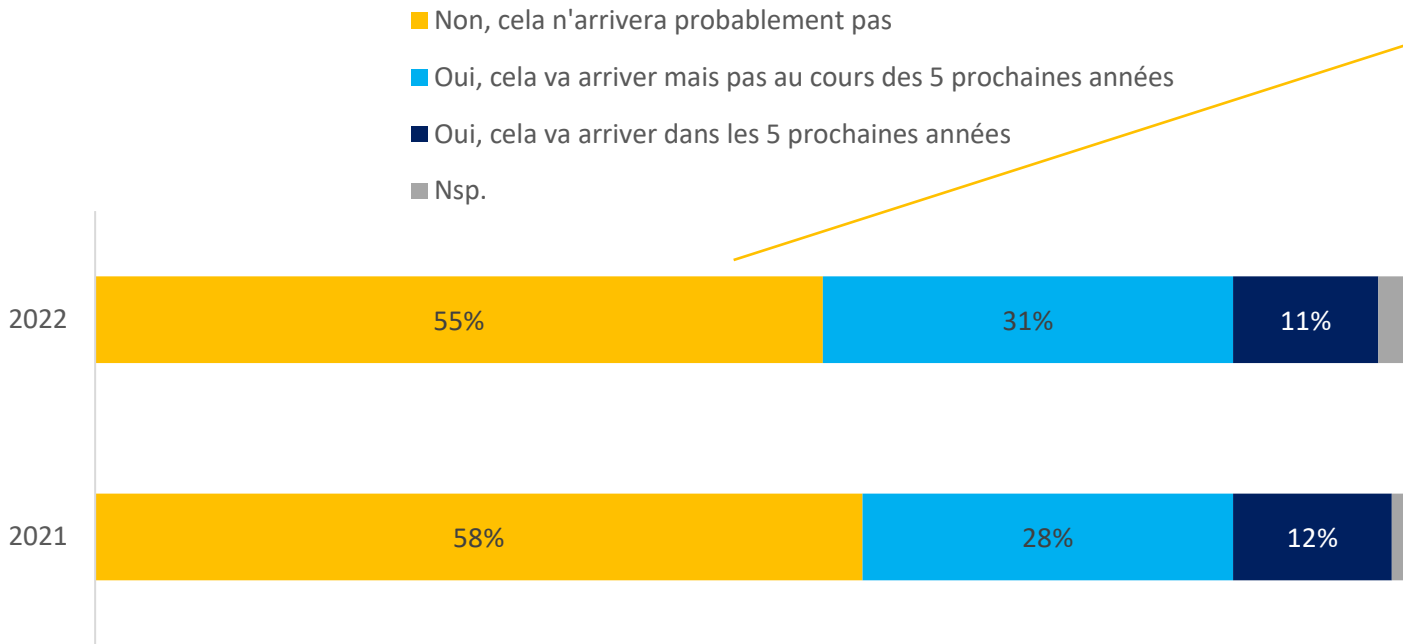
Une société qui accorderait moins d'importance qu'aujourd'hui à la croissance économique et plus d'importance au bien-être et à la qualité de vie de tous



**+++**  
**Pas du tout sensible à l'environnement (67%)**  
**Rejette l'idée selon laquelle la lutte contre le réchauffement climatique devrait mobiliser autant de moyens que la lutte contre la covid (66%)**  
**Estime *habiter* un territoire délaissé par les pouvoirs publics (61%)**  
**Contre des quotas CO2 individuels (59%)**  
**Préconise un allègement de la charge fiscale en général (59%)**  
**Contre une taxe environnementale (58%)**  
**Habitants de petites communes de 2000 à 19999 habitants (58%)**  
**70 ans et plus (57%)**

# 42% des Français estiment que les mécanismes de redistribution des richesses prendront plus de place dans la société de demain

**Une société dans laquelle la redistribution serait plus importante, et donc la solidarité nationale renforcée**

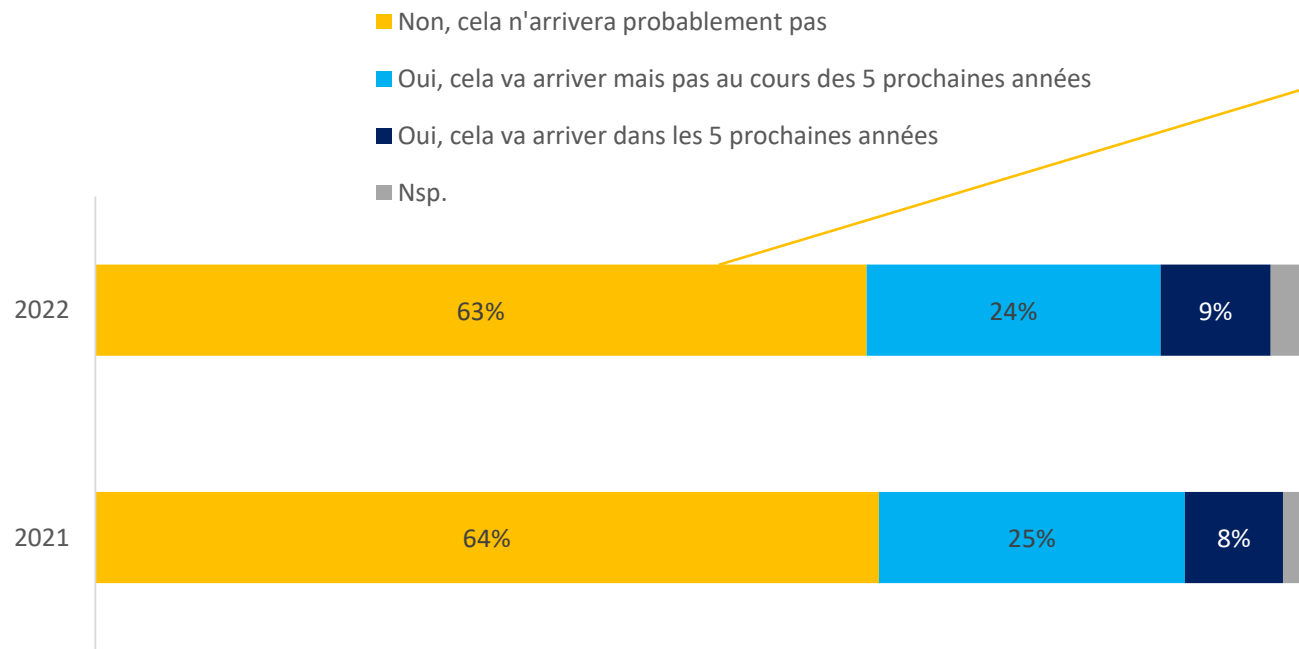


+++

**Rejette l'idée selon laquelle la lutte contre le réchauffement climatique devrait mobiliser autant de moyens que la lutte contre la covid (70%)**  
**Peu ou pas du tout sensible à l'environnement (65%)**  
**Estime habiter un territoire délaissé par les pouvoirs publics (64%)**  
**Contre des quotas CO2 individuels (62%)**  
**Contre une taxe environnementale (60%)**  
**Sexagénaires (60%)**  
**70 ans et plus (60%)**



### Une société dans laquelle les écarts de revenus seraient moins importants qu'aujourd'hui



+++

Rejette l'idée selon laquelle la lutte contre le réchauffement climatique devrait mobiliser autant de moyens que la lutte contre la covid (71%)

Estime habiter un territoire délaissé par les pouvoirs publics (69%)

Contre des quotas CO2 individuels (69%)

Peu ou pas sensible à l'environnement (69%)

Sexagénaires (69%)

# Annexes

Bibliographie

Questionnaire

The logo for CRÉDOC, featuring the word "CRÉDOC" in white uppercase letters inside a dark blue, irregular shape that resembles a speech bubble or a stylized 'C'. This shape is enclosed within a thin, light blue circular outline.

CRÉDOC



### PROPOSITION DE QUESTIONS A INSERER DANS L'ENQUETE CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANÇAIS VAGUE D'HIVER 2021/2022

[A tous] + ADEME + TAXCARBO

Trend  
D1 Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ?

- Oui ..... 1
- Non ..... 2
- Ne sait pas ..... 3

[A tous] + ADEME + WHYCARBO

Trend  
D2 <Si TAXCARBO = 1 > Idéalement, vous préférez que ... :  
< Si TAXCARBO = 2> Vous seriez prêt à modifier votre position si ... :

- . Les recettes de cette taxe [soient/sont ensuite] intégralement redistribuées aux Français des catégories modestes et moyennes, à l'exception des catégories supérieures (sous forme de crédit ou de baisse d'impôt) ..... 1
- . Les recettes de cette taxe [soient/sont ensuite] intégralement utilisées pour financer des mesures en faveur de la transition énergétique (aides à la rénovation des logements, au changement de véhicule, aides aux entreprises pour faciliter la diffusion des technologies moins consommatrices d'énergie, etc.) ..... 2
- . Les recettes de cette taxe [soient/sont ensuite] intégralement affectées au budget général de l'Etat, afin de réduire les déficits publics ou de contribuer aux autres dépenses ..... 3
- . Les nouvelles taxes [soient/sont ensuite] compensées par la baisse d'autres impôts payés par les Français (TVA, impôt sur le revenu, redevance TV etc.) ..... 4
- . < Si TAXCARBO = 2> Non, vous n'êtes pas prêt à modifier votre position quoi qu'il arrive ..... 5
- . Ne sait pas ..... 6

[A tous] + ADEME + LUTTYCLIM

Trend  
D3 Les pays du monde entier ont mobilisé ou mobilisent actuellement des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique ?

- Tout à fait ..... 1
- Plutôt ..... 2
- Plutôt pas ..... 3
- Pas du tout ..... 4
- Ne sait pas ..... 5

[A tous] + ADEME + ECOFUNI

Trend  
D4 Selon vous, la priorité, c'est... ?

- . Que des règles collectives limitent les comportements qui sont nocifs pour l'environnement, même si cela limite les libertés individuelles (comme la liberté de circuler, la liberté de choisir les produits que l'on consomme, etc.) ..... 1
- . Que les libertés individuelles soient préservées (liberté de circuler, de choisir les produits que l'on consomme, etc.), même si c'est aux dépens des enjeux collectifs liés à l'environnement ..... 2
- . Ne sait pas ..... 3

[A tous] + ADEME + OPIFISC

Trand

**D5 Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?**

(Une seule réponse)

- Il faudrait que tout le monde sans exception paie l'impôt sur le revenu, même très peu ..... 1
- Il faudrait taxer davantage les hauts revenus ..... 2
- Il faudrait supprimer les niches fiscales, c'est-à-dire les avantages fiscaux liés à certaines dépenses ou investissements ..... 3
- Il faudrait moins d'impôts et de taxes en général ..... 4
- Ne sait pas ..... 5

[A tous] + ADEME + WHYIMPO1 - WHYIMPO2

Trand

**D6 Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêts à payer plus d'impôts – deux réponses possibles**

(Deux réponses possibles - Rotation des items (sauf les 2 derniers))

	Choix 1	Choix 2
• La santé .....	1	1
• L'éducation, la recherche, la formation .....	2	2
• L'environnement, l'écologie .....	3	3
• La vieillesse, les retraites .....	4	4
• Le social, la protection des plus fragiles .....	5	5
• Les transports .....	6	6
• Le logement .....	7	7
• Les entreprises .....	8	8
• Autres .....	9	9
• Ne souhaite pas payer plus d'impôts, quelles qu'en soient les raisons ..	10	-

[A tous] + ADEME + MONDAPR1 -- MONDAPR7

NEW

**D7 Pendant le confinement du printemps 2020, plusieurs personnalités ont appelé à saisir l'opportunité de la crise pour transformer profondément notre société actuelle. A propos de différentes pistes qui ont été évoquées pour le "monde d'après", pouvez-vous indiquer à l'aide de l'échelle suivante pour chacune des propositions où se situe votre préférence ?**

	1	2	3	4	5	6	7
Une société qui soutiendrait exclusivement les activités économiques qui préservent l'environnement et qui pénaliseraient celles qui nuisent à l'environnement ...							Une société qui relancerait fortement l'économie en favorisant la croissance, même si c'est au détriment de l'environnement
Une société qui impliquerait, davantage qu'aujourd'hui, les citoyens dans les décisions qui concernent la collectivité, via des conventions ou consultations citoyennes							Des décisions prises par l'Etat et le gouvernement pour engager les réformes nécessaires et avancer plus vite
Une société où les incitations à la consommation seraient davantage régulées qu'aujourd'hui, pour maîtriser les impacts de nos modes de vie sur l'environnement							Une société qui ferait confiance aux individus en leur donnant la liberté de consommer comme ils l'entendent

[A tous] + ADEME + HORIAPR1 -- HORIAPR7

**TREND MODIFIE - Reformulation du libellé**  
**D8** Pendant la crise sanitaire du corona virus en 2020 puis en 2021, plusieurs personnalités ont appelé à saisir l'opportunité de la crise pour transformer profondément notre société actuelle. A propos de différentes pistes qui ont été évoquées pour le "monde d'après", pensez-vous que la société française va s'orienter vers ces changements au cours des 5 prochaines années ?

	Oui, cela va arriver dans les 5 prochaines années	Oui, cela va arriver mais pas au cours des 5 prochaines années	Non, cela n'arrivera probablement pas	Ne sait pas
Une société qui soutiendrait exclusivement les activités économiques qui préservent l'environnement et la cohésion sociale et pénaliseraient celles qui nuisent à l'environnement	1	2	3	4
Une société qui impliquerait, davantage qu'aujourd'hui, les citoyens dans les décisions qui concernent la collectivité, via des conventions ou consultations citoyennes .....	1	2	3	4
Une société dans laquelle la redistribution serait plus importante, et donc la solidarité nationale renforcée .....	1	2	3	4
Une société dans laquelle les écarts de revenus seraient moins importants qu'aujourd'hui .....	1	2	3	4
Une société où les incitations à la consommation seraient davantage régulées qu'aujourd'hui, pour maîtriser les impacts de nos modes de vie sur l'environnement .....	1	2	3	4
Une société qui consacrerait plus de moyens qu'aujourd'hui aux services publics essentiels (santé, éducation, recherche, justice...)	1	2	3	4
Une société qui accorderait moins d'importance qu'aujourd'hui à la croissance économique et plus d'importance au bien-être et à la qualité de vie de tous .....	1	2	3	4

[A tous] + ADEME + CPTCO2

**NEW**

**D9** Pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique, on pourrait imaginer, comme alternative à l'instauration d'une taxe carbone, la mise en place d'un système de quotas sur les émissions individuelles de CO2. C'est-à-dire, chacun disposerait d'un compte individuel de crédits d'émissions CO2 à dépenser. Seriez-vous favorable à la mise en place d'un tel système de quotas individuels visant à limiter les émissions de CO2 ?

- Oui
- Non
- ~~Ne~~

[A tous] + ADEME + CO2PREP

**NEW**

**D10** Toujours par rapport aux quotas individuels d'émissions CO2, pensez-vous que/...seriez-vous prêt à changer d'avis si :

- la quantité de CO2 attribuée **devrait être/était** la même pour tout le monde
- la quantité de CO2 attribuée **devrait varier/variait** selon certains critères comme le lieu d'habitation, le style d'habitat pour prendre en compte les contraintes sur le mode de transport et le type de chauffage
- Rien ne me ferait changer d'avis (poser uniquement à ceux qui ne sont pas favorable aux quotas CO2)

# Bibliographie

## Autres sources utilisées :

- Données longitudinales issues des enquêtes « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC réalisées avant 2021. L'enquête dispose d'une ancienneté de plus de 40 ans.
- Etude « Fractures Françaises », 9ème édition, 2021, Institut Montaigne, Sciences Po, Fondation Jean Jaurès
- INSEE, Accélération des prix à la consommation en moyenne en 2021, Informations Rapides, 14 janvier 2022, n° 10
- Cour des comptes/CPO, Baromètre des prélèvements obligatoires, édition 2021/2022, <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/barometre-des-prelevements-obligatoires-en-france-premiere-edition-2021>
- Sénat, Rapport du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO) : « Redistribution, innovation, lutte contre le changement climatique : trois enjeux fiscaux majeurs en sortie de crise sanitaire » - Audition de M. Patrick Lefas, président de chambre honoraire à la Cour des comptes.